



Nations Unies

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Rapport financier et états financiers vérifiés

**de l'exercice biennal clos
le 31 décembre 2011**

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Assemblée générale

Documents officiels

Soixante-septième session

Supplément n° 5B



Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-septième session
Supplément n° 5B

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

**Rapport financier
et états financiers vérifiés**

**de l'exercice biennal clos
le 31 décembre 2011**

et

**Rapport du Comité
des commissaires aux comptes**



Nations Unies • New York, 2012

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi	v
I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes	1
II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes.	3
Résumé.	3
A. Mandat, étendue des vérifications et méthode	10
B. Principales conclusions et recommandations	11
1. Suites données aux recommandations antérieures	11
2. États et rapports financiers.	12
3. Gestion du budget.	15
4. Gestion des programmes et projets	21
5. Questions relatives aux comités nationaux pour l'UNICEF	29
6. État d'avancement de l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public	39
7. Passation et gestion des marchés.	40
8. Gestion des biens	41
9. Consultants et vacataires	43
C. Informations fournies par la Direction	44
1. Comptabilisation en pertes de liquidités, de créances et de biens.	44
2. Versements à titre gracieux	45
3. Cas de fraude ou de présomption de fraude	45
D. Remerciements	46
Annexes	
I. État d'avancement de l'application des recommandations pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009	47
II. Éléments indiquant que l'UNICEF a un rôle de mandant	53
III. Analyse du rôle des comités nationaux dans les activités de collecte de fonds auprès du secteur privé au regard de la Norme comptable internationale IAS 18	54

III.	Rapport financier pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011	55
IV.	États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011	57
A.	États financiers	57
	État I. Recettes, dépenses et variations des réserves et des soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011	58
	État II. Actif, passif, réserves et solde des fonds au 31 décembre 2011	60
	État III. Flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 décembre 2011	62
	État IV. État des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2010-2011, au 31 décembre 2011	63
	État V. Recettes et autres rentrées de fonds, dépenses et décaissements, et variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 ...	64
	État VI. État au 31 décembre 2011 des engagements approuvés et des crédits ouverts ..	65
	État VII. État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 : ressources ordinaires, autres ressources affectées aux opérations ordinaires et autres ressources affectées aux opérations d'urgence	66
	État VII.1. État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 : ressources ordinaires.....	71
	État VII.2. État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 : autres ressources (affectées aux opérations ordinaires).....	76
	État VII.3. État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 : autres ressources (affectées aux opérations d'urgence).....	81
B.	Tableaux correspondant aux états financiers.....	85
	Tableau 1. Contributions reçues ou annoncées pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011	85
	Tableau 2. Contributions à recevoir au 31 décembre 2011 au titre des ressources ordinaires et des autres ressources (affectées aux opérations ordinaires et aux opérations d'urgence)	96
	Tableau 3. Fonds d'affectation spéciale : montants reçus, décaissements et soldes pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011	98
C.	Notes relatives aux états financiers	99
	Annexes	
I.	Recettes, dépenses et variations des réserves et du solde des fonds pour les périodes closes le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2011	117
II.	Glossaire	119

Lettres d'envoi

Le 31 mars 2012

Conformément à l'article 13.3 du Règlement financier du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport et les états financiers du Fonds pour l'exercice biennal 2010-2012, établis et signés par le Contrôleur.

Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires reçoit également des exemplaires de ces états financiers.

Le Directeur général
(*Signé*) Anthony **Lake**

Monsieur le Président du Comité
des commissaires aux comptes
Organisation des Nations Unies
New York

Le 30 juin 2012

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011, soumis par le Directeur général de l'UNICEF. Ces états financiers ont été examinés par le Comité des commissaires aux comptes.

Je vous présente en outre le rapport du Comité, y compris l'opinion des commissaires aux comptes, sur ces états financiers.

Le Vérificateur général des comptes
de la Chine,
Président du Comité
des commissaires aux comptes
(Signé) **Liu Jiayi**

Monsieur le Président de l'Assemblée générale
des Nations Unies
New York

Chapitre I

Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes

Rapport sur les états financiers

Nous avons examiné les états financiers du Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011, qui se composent des éléments suivants : état des recettes, des dépenses et des variations des réserves et du solde des fonds (état I); état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds (état II); état des flux de trésorerie (état III); notes explicatives, tableaux et notes relatives aux états financiers. Notre examen n'a pas porté sur les annexes I et II des états financiers.

Responsabilité de la direction en matière d'états financiers

Il incombe au Contrôleur du Fonds des Nations Unies pour l'enfance d'établir et de présenter sans fard les états financiers du Fonds selon les Normes comptables du système des Nations Unies et d'exercer le contrôle interne que l'administration juge nécessaire pour permettre d'établir des états financiers exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Responsabilité des commissaires aux comptes

Il nous appartient d'exprimer, sur la base de notre vérification, une opinion sur ces états financiers. Nous avons effectué notre vérification conformément aux Normes internationales d'audit. Celles-ci imposent au Comité de se conformer aux règles déontologiques et d'organiser et d'exécuter ses contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Une vérification consiste à mettre en œuvre des procédures en vue de recueillir les justificatifs des montants et autres données figurant dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du vérificateur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes significatives, que celles-ci soient dues à la fraude ou à l'erreur. Pour évaluer ce risque, le vérificateur prend en compte les contrôles internes exercés pour l'établissement et la présentation objective des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en l'espèce, et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité de ces contrôles. Une vérification consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations faites par l'administration, et à évaluer la présentation générale des états financiers.

Nous estimons que les justificatifs recueillis constituent une base suffisante et appropriée sur laquelle asseoir la présente opinion.

Opinion des commissaires aux comptes

Nous considérons que les états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds des Nations Unies pour l'enfance au 31 décembre 2011, ainsi que de ses résultats financiers et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables du système des Nations Unies.

Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Nous estimons en outre que les activités du Fonds des Nations Unies pour l'enfance qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, à tous égards importants, conformes au Règlement financier et règles de gestion financière du Fonds et à son mandat.

Conformément à l'article XIV du Règlement financier du Fonds, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit.

Le Vérificateur général des comptes de la Chine
Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'Organisation des Nations Unies
(Vérificateur principal)
(Signé) **Liu Jiayi**

Le Vérificateur général des comptes
de l'Afrique du Sud,
(Signé) Terence **Nombembe**

Le Contrôleur et Vérificateur général
des comptes du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
(Signé) Amyas **Morse**

30 juin 2012

Chapitre II

Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

Nous avons examiné les états financiers et les activités du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011. À cette fin, nous nous sommes rendus dans deux bureaux régionaux et 10 bureaux de pays et nous avons examiné les opérations financières et les activités des services centraux de New York, Genève et Copenhague. Notre vérification n'a pas porté sur les annexes I et II des états financiers.

Opinion des commissaires aux comptes

Le Comité des commissaires aux comptes a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

États et rapports financiers

Par rapport à l'exercice précédent, le montant total des recettes a augmenté, passant de 6,61 à 7,35 milliards de dollars, dans une large mesure en raison d'une progression des contributions volontaires. Le montant total des dépenses a augmenté lui aussi, passant de 6,32 à 7,42 milliards de dollars, surtout du fait d'un accroissement des dépenses afférentes à l'assistance au titre des programmes. Le résultat est un déficit de 69,67 millions de dollars, contre un excédent de 286,24 millions de dollars pour l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2011, la valeur de l'actif s'élevait à 3,8 milliards de dollars, soit un niveau relativement inchangé par rapport à celui de la fin de l'exercice 2008-2009, dont 3,08 milliards, ou 81 %, étaient composés de l'encaisse et de dépôts à terme, ainsi que de placements. Le Comité a noté que les disponibilités considérables qui restaient en fin d'exercice étaient surtout destinées à des activités relatives aux programmes devant être réalisées en 2012 ou après.

L'examen par le Comité des comptes et des états financiers pour l'exercice 2010-2011 a révélé que les dépenses de gestion et d'administration avaient été sous-évaluées d'au moins 166,11 millions de dollars et que certains éléments inclus dans ces états financiers devaient être présentés de façon plus transparente.

Par suite de la vérification, l'UNICEF a soit corrigé les états financiers, soit apporté des informations supplémentaires afin d'améliorer la transparence et de préciser que les dépenses de gestion et d'administration apparaissant dans l'état des recettes et des dépenses représentaient les dépenses engagées au titre de l'autorisation budgétaire prévues au budget d'appui pour l'exercice biennal 2010-2011.

Questions relatives aux comités nationaux pour l'UNICEF

Les comités nationaux pour l'UNICEF, qui sont des partenaires officiels et exclusifs du Fonds créés pour lever des fonds dans le secteur privé au nom et au profit de l'UNICEF, apportent à celui-ci environ un tiers de ses ressources annuelles. Étant donné l'importance de la contribution des comités nationaux à l'UNICEF, le

Comité a examiné leur rapport avec le Fonds, le contrôle exercé par le Fonds de leurs activités de collecte de fonds et de mobilisation en faveur des enfants, ainsi que de leurs résultats et rapports financiers. Il a noté à cet égard les lacunes suivantes :

a) *Déclaration/comptabilisation intégrale des recettes provenant des dons recueillis au nom et au profit de l'UNICEF par les comités nationaux.* L'examen effectué par le Comité, sur la base des normes comptables des Nations Unies et des principes comptables généralement admis*, des accords de coopération entre l'UNICEF et les comités nationaux, indique que ces derniers, s'ils sont indépendants de l'UNICEF, ne sont pas des donateurs et que tous les fonds qu'ils obtiennent auprès des donateurs au nom et au profit de l'UNICEF devraient être considérés comme appartenant à celui-ci. Par conséquent, l'UNICEF devrait inscrire parmi les recettes, dans ses états financiers, le produit brut, et non le produit net, des collectes de fonds des comités nationaux, sauf élément probant démontrant que les fonds recueillis par ces derniers n'appartiennent pas à l'UNICEF. La part retenue par les comités nationaux pour couvrir les dépenses afférentes aux collectes de fonds devrait être comptabilisée parmi les dépenses de l'UNICEF (au même titre que les commissions d'agence). Pour l'exercice 2010-2011, le produit brut des fonds recueillis par les comités nationaux auprès de donateurs privés s'est établi au total à 2 651,8 millions de dollars, alors que le produit net versé à l'UNICEF a été de 2 024,9 millions de dollars. Les comités nationaux ont donc conservé 626,9 millions de dollars qui n'apparaissent pas dans les états financiers de l'UNICEF. En outre, l'accord type de coopération entre les comités nationaux et l'UNICEF prévoit que, si un comité national va en liquidation, tous ses actifs nets (y compris ses réserves) doivent être intégralement virés à l'UNICEF, sauf dans les pays qui imposent des restrictions légales aux transferts de fonds au profit de l'UNICEF. Conformément aux principes comptables généralement admis, l'UNICEF doit déclarer ces réserves comme lui appartenant. Or, le Comité note que des réserves d'un montant de 104,4 millions de dollars, qui étaient dans les caisses des comités nationaux au 31 décembre 2011, n'avaient pas été déclarées et comptabilisées comme actif éventuel dans les états financiers non corrigés. En outre, le Comité expose dans le présent rapport des carences dans la comptabilisation parmi les recettes et les dépenses des fonds recueillis par les comités nationaux, notamment un montant net non certifié de 469,56 millions de dollars provenant des Comités, que l'UNICEF a directement comptabilisé parmi les recettes, un montant de 7,46 millions de dollars provenant de dons, qui auraient dû être transférés à l'UNICEF mais que le Comité national a été autorisé par l'UNICEF à utiliser pour couvrir directement ses dépenses (ce qui donne lieu à une sous-estimation des recettes du Fonds), ainsi que d'autres cas dans lesquels les recettes et les dépenses de l'UNICEF peuvent aussi avoir été sous-évaluées, mais pour des montants négligeables. Au total, le Comité estime que les recettes et les dépenses déclarées dans les états financiers non corrigés de l'UNICEF pour l'exercice biennal 2010-2011 ont été sous-évaluées d'au moins 626,9 millions de dollars. À la suite de la vérification, l'UNICEF a donné des précisions supplémentaires

* Comme les normes comptables des Nations Unies ne mentionnent pas les collectes de fonds auprès du secteur privé mais autorisent les entités à appliquer les normes comptables internationales s'il y a lieu, le Comité applique les principaux critères de la norme comptable internationale 18 sur la constatation des produits pour déterminer la comptabilisation des recettes produites par la coopération avec les comités nationaux à des fins de collecte de fonds auprès de donateurs privés (l'annexe III contient des informations détaillées à ce sujet).

dans la note 4 afférente aux états financiers, comme l'y autorisent les dispositions du Règlement financier et les règles de gestion financière de l'UNICEF, pour faire apparaître correctement les recettes et les dépenses relatives aux fonds privés recueillis par les comités nationaux, dont des réserves d'un montant total de 104,4 millions de dollars qui seraient virées à l'UNICEF comme recettes en cas de liquidation des comités nationaux et sous réserve des dispositions de l'accord de coopération. Le Comité restera saisi de la question lors de ses prochains audits;

b) *Application par les comités nationaux de taux de retenue élevés.* Il ressort d'un examen des activités de collecte de fonds auprès du secteur privé que ces activités ont occasionné de lourdes dépenses tant pour l'UNICEF que pour les comités nationaux. Au cours de la période 2006-2011, les 36 comités nationaux ont retenu, afin de couvrir leurs dépenses, un total de 2,02 milliards de dollars (soit 29 % du montant total, égal à 7,07 milliards de dollars, des fonds recueillis pendant la même période) sur les dons recueillis, alors qu'aux termes de l'accord de coopération, le taux de retenue visé était inférieur à 25 %. Durant l'exercice 2010-2011, le montant total des dépenses engagées par la Division de la collecte de fonds et des partenariats privés de l'UNICEF et par les comités nationaux s'est élevé à 952,58 millions de dollars, soit 33 % du produit total des collectes de fonds privés (2 881,08 millions de dollars). En d'autres termes, pendant l'exercice 2010-2011, pour chaque contribution de 100 dollars provenant des donateurs, 33 dollars en moyenne ont été dépensés pour couvrir les frais de collecte avant que les fonds ne soient disponibles pour les programmes de l'UNICEF. Le Comité a relevé que les taux de retenue élevés appliqués par certains comités nationaux étaient notamment imputables au poids des dépenses administratives;

c) *Insuffisance de la supervision des activités des comités nationaux exercée dans le cadre des accords de coopération.* L'UNICEF a établi des contrôles pour surveiller l'allocation et l'utilisation des fonds par les comités nationaux, mais la supervision des activités des comités nationaux exercée conformément aux accords de coopération a été jugée insuffisante et doit être améliorée. Par exemple, la version révisée de l'accord de coopération entre l'UNICEF et le Fonds des États-Unis accorde à ce dernier le droit inconditionnel d'utiliser des dons recueillis au nom de l'UNICEF. Le Comité s'inquiète du risque que les comités nationaux puissent recueillir des fonds sous l'autorité de l'UNICEF pour les affecter ensuite à des programmes non UNICEF, échappant à la supervision effective du Fonds.

Gestion du budget

Le budget est un instrument essentiel pour la gestion et le contrôle financiers efficaces et c'est donc un élément central d'un processus qui permet de superviser les aspects financiers des activités d'une organisation. Ayant examiné le processus de formulation du budget, le Comité a décelé un certain nombre de carences :

a) Le taux de vacance de postes appliqué dans la formulation du budget d'appui était insuffisamment justifié. Le Comité a relevé qu'un taux de vacance fixe de 6 % avait été appliqué dans la formulation du budget des postes d'administrateur recruté sur le plan international sans que des éléments suffisants le justifient. En outre, aucun taux de vacance de postes n'a été appliqué dans la préparation du budget des postes de fonctionnaire recruté sur le plan local (agent des services généraux et administrateur recruté sur le plan national). Si les taux de vacance de postes observés dans le passé en ce qui concerne cette catégorie de personnel avaient

été utilisés, le budget d'appui de l'UNICEF pour l'exercice 2010-2011 aurait été réduit de 23,68 millions de dollars;

b) Le budget de 527,68 millions de dollars approuvé pour la sensibilisation, l'élaboration des programmes de développement et les programmes multinationaux ne comportait aucun détail sur les activités prévues et les résultats attendus, et le Comité estime qu'une amélioration est possible à cet égard au prochain exercice;

c) Si les budgets d'un certain nombre de divisions et bureaux du siège ont été présentés et approuvés par le Conseil d'administration conformément au Règlement financier et aux décisions du Conseil en la matière, le Comité constate qu'ils n'ont pas été présentés sous une forme intégrée, ce qui empêche l'organe directeur d'avoir une vue d'ensemble des objectifs à atteindre ainsi que des ressources financières dont ont besoin ces divisions ou bureaux.

Le Comité a aussi relevé les carences ci-après, concernant l'exécution du budget et le rapport d'exécution :

a) Des crédits supplémentaires d'un montant de 4 millions de dollars ont été demandés pour la licence SAP (systèmes, applications et produits) afin de couvrir un dépassement de dépenses, d'un montant de 3,1 millions de dollars, lié aux émoluments du consultant du projet VISION (le progiciel de gestion intégré (PGI) de l'UNICEF) et à d'autres dépenses;

b) Un dépassement d'un montant de 32,91 millions de dollars, par la Division des programmes au siège de l'UNICEF, n'a pas été approuvé par la haute direction;

c) Bien qu'il soit conforme au Règlement financier et aux décisions connexes du Conseil d'administration, le rapport d'exécution du budget d'appui biennal est insuffisant, ce qui empêche l'organe directeur d'avoir une vue générale de l'exécution du budget et de l'obtention des résultats visés par l'administration.

Gestion de programmes et projets

Durant l'exercice biennal 2010-2011, les dépenses d'aide aux programmes de l'UNICEF se sont élevées à 6,83 milliards de dollars, soit 92 % des dépenses totales. Pour que les programmes soient efficacement gérés, il faut que l'administration définisse clairement les objectifs et les produits, établisse les indicateurs de résultats et déploie les ressources nécessaires à la réalisation du mandat. Ayant examiné la gestion des programmes du Fonds durant la période considérée, le Conseil a relevé les lacunes suivantes :

a) L'UNICEF n'a pas de plan de travail annuel/biennal global. Il s'ensuit que l'organe directeur ne peut se faire une appréciation globale de l'articulation entre, d'une part, les résultats détaillés dans les rapports annuels du Fonds et, d'autre part, les activités et les ressources planifiées pour les programmes;

b) En ce qui concerne l'exécution des programmes, les activités de contrôle telles que les microévaluations, les vérifications ponctuelles et les audits programmés sont insuffisantes dans un certain nombre de bureaux de pays. Le Comité a aussi relevé une insuffisance des contrôles relatifs aux autorisations et aux approbations des transferts de fonds;

c) En ce qui concerne les rapports sur l'exécution des activités des programmes, 37 indicateurs de résultats sur un total de 59 ne présentaient aucun rapport direct avec des activités menées dans le cadre de programmes de coopération de l'UNICEF avec les pays. De surcroît, les résultats des programmes communiqués par les bureaux de pays ne correspondaient pas entièrement aux résultats et réalisations présentés dans les rapports annuels de l'UNICEF.

Application des Normes comptables internationales pour le secteur public

L'application des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) représente une transformation indispensable pour la conduite des affaires de l'UNICEF. En ce qui concerne la période considérée, le Comité a continué de suivre l'état d'avancement de l'application des normes IPSAS et a constaté que les actions ci-après, notamment, avaient été menées : a) la création d'un comité directeur efficace et d'un bureau de la gestion du changement pour maintenir le plan d'exécution en bonne voie; b) l'établissement d'un ensemble complet de mémoires de politique comptable et de procédures couvrant les questions relatives aux normes IPSAS; c) la révision du Règlement financier et des règles de gestion financière, ainsi que des politiques comptables connexes; et d) le lancement et la mise en service du système PGI VISION, le 1^{er} janvier 2012. Ces progrès ont permis au Comité de conclure que, d'une manière générale, l'application des normes IPSAS par le Fonds se déroulait comme prévu à la date d'établissement du présent rapport.

Cependant, le Comité a identifié des domaines dans lesquels des améliorations continuaient de s'imposer, faute de quoi l'application des normes IPSAS risquait d'être affaiblie et de ne pas produire ses avantages escomptés; ces domaines sont notamment les suivants :

a) Le mémoire de politique comptable sur le traitement des fonds privés recueillis par les comités nationaux n'avait pas été achevé, ce qui risque d'avoir des conséquences non négligeables pour la présentation des états financiers;

b) D'importantes lacunes de l'ancien progiciel de gestion intégré restaient à combler et trois processus importants du nouveau système VISION n'avaient pas été achevés comme prévu.

Suites données aux recommandations antérieures

Le Comité n'a dans l'ensemble pas de problème majeur à signaler à propos des suites données aux 50 recommandations qu'il a formulées dans son rapport sur les états financiers de l'exercice 2008-2009; 66 % des recommandations ont été appliquées intégralement (contre 68 % durant l'exercice précédent), 30 % sont en cours d'application (contre 32 % durant l'exercice précédent) et 4 % n'ont pas été appliquées. Le Comité fait des observations, dans le présent rapport, sur les recommandations précédemment formulées qui sont restées sans suite.

Recommandations

Le Comité a formulé un certain nombre de recommandations sur la base de son audit. Il recommande en particulier que l'UNICEF :

a) Définisse clairement l'expression « personnel d'appui » et inscrive dans les états financiers les dépenses de personnel afférentes aux fonctions

opérationnelles comme étant des dépenses d'administration ou d'appui aux programmes;

b) Établit des procédures pour surveiller plus étroitement les contributions (y compris en nature) de manière à garantir l'exhaustivité et l'exactitude des déclarations des recettes qui lui sont dues par les comités nationaux, notamment, mais sans s'y limiter, en obtenant des accords suffisants entre les comités nationaux et leurs donateurs, en examinant et améliorant au besoin les règles concernant les déclarations de recettes et de dépenses et en obtenant les états financiers vérifiés et les déclarations de recettes et dépenses certifiées dans les délais voulus; et communique davantage avec les comités nationaux pour faire en sorte que tous les fonds admissibles recueillis soient virés à l'UNICEF en temps voulu;

c) Renforce la surveillance des dépenses administratives des comités nationaux en vue de maximiser les ressources à utiliser dans ses programmes pour les enfants; et s'emploie, en coopération avec les comités nationaux, à réduire les dépenses occasionnées par les collectes de dons privés afin de disposer de fonds supplémentaires pour accomplir son mandat;

d) Suit et vérifie en permanence les ventes de cartes postales et d'articles-cadeaux par les comités nationaux et prend des mesures plus efficaces, fondées sur une analyse minutieuse des pertes et gains possibles, pour augmenter le produit net de ces ventes ou mettre un terme aux opérations en cas de pertes récurrentes;

e) Renforce la surveillance des conversions de ressources ordinaires en autres ressources opérées par les comités nationaux de manière à maximiser le montant des fonds sans affectation spéciale dont il dispose, étudie la logique de la clause relative à la conversion des fonds figurant dans l'accord de coopération et surveille attentivement les dons recueillis sous son nom mais qui ne sont pas utilisés dans ses programmes, afin de ne pas mettre sa réputation en péril;

f) Prend en compte les taux de vacance de postes enregistrés dans le passé et, dans toute la mesure possible, quantifie les facteurs prévisibles ayant une incidence budgétaire lors de l'établissement de ses futurs budgets d'appui; et applique des hypothèses budgétaires plus raisonnables et dûment justifiées afin de présenter à l'avenir des budgets plus transparents et mieux justifiés;

g) Établit pour chaque bureau un projet de budget-programme contenant des détails sur les activités et les résultats attendus compte tenu des besoins réels et des ressources disponibles;

h) Revoit la méthode actuelle d'établissement du budget et s'assure que ses budgets sont établis et présentés sous une forme intégrée afin que son conseil d'administration dispose d'une vue d'ensemble des ressources institutionnelles et thématiques nécessaires pour atteindre les objectifs visés;

i) S'assure que ses ressources financières sont calculées sur une base raisonnable et reflètent ce dont il a vraiment besoin pour atteindre les objectifs définis dans son budget;

j) Respecte strictement les exigences du Conseil d'administration concernant l'obligation de demander l'autorisation de la haute direction en cas de dépassement du plafond budgétaire;

k) Établit un mécanisme pour rendre compte à son conseil d'administration de l'utilisation des crédits du budget d'appui biennal, explique les écarts entre le budget initial et les dépenses effectives et indique l'obtention des résultats attendus;

l) Fasse en sorte que les divisions du siège collaborent avec tous les bureaux de pays pour que les évaluations de capacités et les activités de contrôle soient conduites conformément aux Principes régissant la remise de fonds aux partenaires d'exécution;

m) Améliore les rapports annuels en ajoutant dans les fascicules de données complémentaires des indicateurs clefs plus précis de résultats des programmes, de manière à faire apparaître ses initiatives directes et ses contributions à travers ses programmes de coopération avec les pays;

n) Fasse en sorte que tous les bureaux de pays améliorent leur rapport annuel en y incluant des analyses approfondies des disparités constatées dans l'exécution des programmes et de leurs répercussions sur les résultats; et analyse les écarts de résultats observés dans un même bureau de pays pour chaque stratégie et dispense des appuis ou des conseils aux bureaux dont les résultats sont très en deçà des objectifs;

o) Envisage d'élaborer un plan de réalisation des atouts des normes IPSAS pour que les avantages à attendre de leur application puissent être pleinement exploités; et achève rapidement l'élaboration de son mémoire de politique comptable relatif au traitement des fonds privés recueillis par les comités nationaux.

A. Mandat, étendue des vérifications et méthode

1. L'Assemblée générale des Nations Unies a donné pour mission à l'UNICEF de plaider la cause des droits des enfants, de contribuer à satisfaire leurs besoins élémentaires et de faciliter leur épanouissement. Le Fonds mobilise volonté politique et ressources matérielles afin d'aider les pays, en particulier les pays en développement, à faire passer les enfants d'abord et à renforcer leurs capacités de mettre au point des politiques appropriées et de proposer des services aux enfants et à leur famille.

2. Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers et contrôlé la gestion de l'UNICEF pour l'exercice biennal clos au 31 décembre 2011, en application de la résolution 74 (I) de 1946 de l'Assemblée générale. Il a effectué cette vérification conformément à l'article XIV et à l'annexe du Règlement financier et des règles de gestion financière du Fonds, ainsi qu'aux normes internationales d'audit.

3. La vérification avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers reflétaient fidèlement la situation financière du Fonds au 31 décembre 2011 et les résultats des activités et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies. Il s'agissait notamment de savoir si les dépenses figurant dans les états financiers avaient été engagées aux fins approuvées par l'organe directeur et si les recettes et les dépenses avaient été convenablement classées et comptabilisées, conformément aux normes comptables susmentionnées. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des vérifications des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

4. Outre la vérification des comptes et des opérations financières, le Comité a examiné les opérations visées à l'article 12.5 du Règlement financier du Fonds. Aux fins de cet examen, le Comité doit formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, le système comptable et les contrôles financiers internes de l'UNICEF et, d'une manière générale, sur l'administration et la gestion de ses activités.

5. Le Comité continue d'organiser ses vérifications en coordination avec le Bureau de la vérification interne des comptes de l'UNICEF afin d'éviter les chevauchements d'activité et de déterminer dans quelle mesure il peut utiliser les travaux des auditeurs internes.

6. Le présent rapport porte sur des questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale, y compris sur des questions que l'Assemblée générale et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avaient expressément soulevées. Les observations et conclusions du Comité ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration, dont les vues ont été dûment reflétées dans le rapport.

B. Principales conclusions et recommandations

1. Suites données aux recommandations antérieures

7. Sur un total de 50 recommandations émises par le Comité dans son rapport sur les états financiers de l'exercice biennal 2008-2009, 33 (soit 66 %) ont été appliquées intégralement et 15 (30 %) partiellement, tandis que 2 (4 %) sont restées sans suite. En comparaison, au cours de l'exercice biennal antérieur, 68 % des recommandations formulées avaient été intégralement appliquées et 32 % l'avaient été partiellement. Les mesures adoptées au sujet des recommandations de 2008-2009 sont exposées dans le présent rapport; un état récapitulatif figure à l'annexe I.

Recommandations en cours d'application

8. Lors de la vérification, 15 recommandations formulées pendant l'exercice biennal 2008-2009 étaient en cours d'application. Le pourcentage de recommandations en cours d'application a légèrement baissé par rapport à l'exercice biennal précédent, passant de 32 % à 30 %. Le Comité a noté que certaines recommandations devaient être systématiquement prises en compte dans le cadre de la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) et du système virtuel intégré d'information (VISION). Le Comité n'a pas d'inquiétude particulière concernant ces recommandations en cours d'application mais aimerait appeler l'attention sur les points suivants :

a) *Présentation des engagements au titre des prestations liées à la cessation de service, y compris l'assurance maladie.* Dans ses rapports précédents (A/63/5/Add.2 et Corr.1, par. 109 à 114, et A/65/5/Add.2, par. 59 à 62), le Comité avait noté que l'UNICEF continuait d'indiquer les charges liées à la cessation de service (y compris l'assurance maladie) dans les notes relatives aux états financiers et recommandé qu'il envisage de le faire dans ses états financiers proprement dits, à l'instar des organismes des Nations Unies en général. Le Comité a noté que l'UNICEF n'avait pas changé sa pratique pendant l'exercice biennal 2010-2011 mais qu'il avait revu ses principes comptables, ce qui lui avait permis d'inscrire les engagements au titre des prestations dues à la cessation de service ainsi que d'autres prestations dues au personnel dans le solde d'ouverture pour la mise en œuvre des normes IPSAS en 2012. Par conséquent, le Comité ne reprend pas ici les recommandations formulées précédemment;

b) *Financement des prestations liées à la cessation de service, y compris l'assurance maladie.* Dans ses rapports précédents (A/63/5/Add.2 et Corr.1, par. 114, et A/65/5/Add.2, par. 75), le Comité avait recommandé que l'UNICEF constitue des réserves suffisantes pour financer les prestations liées à la cessation de service. Le Comité a noté qu'au 31 décembre 2011, l'UNICEF avait réservé une somme de 321,4 millions de dollars au titre de ces prestations (y compris l'assurance maladie), soit environ un tiers des 921,56 millions de dollars que ces prestations représentaient au 31 décembre 2011, et que ce gros volume de prestations non provisionnées aurait une incidence non négligeable sur la situation financière de l'UNICEF au moment de la mise en application des normes IPSAS. Le Comité a été informé qu'en octobre 2011, l'UNICEF avait mis en place un modèle de financement pour les prestations au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et qu'il le réviserait en fonction des informations communiquées par l'actuaire;

c) *Taux de vacance élevé.* Dans son rapport précédent (A/65/5/Add.2, par. 193 à 195), le Comité a recommandé que l'UNICEF réexamine la nécessité de pourvoir les postes restés vacants depuis longtemps et fasse le nécessaire pour pourvoir les autres postes vacants. Pour ce faire, l'UNICEF a demandé à chaque division ou bureau de revoir et de supprimer les postes restés vacants pendant un an ou plus; 383 postes ont ainsi été supprimés. Il a également analysé séparément les données relatives aux postes financés et aux postes non financés, assuré un suivi périodique et encouragé l'adoption de mesures pour pourvoir rapidement les postes vacants financés. En conséquence, le nombre total de postes vacants a baissé, passant de 1 898 à 1 587 pour le présent exercice. Le taux de vacance de la totalité des postes a reculé pour passer à 16 %, le taux de vacance des postes financés étant de 3,63 %. Toutefois, le Comité a relevé que les 1 587 postes qui restaient vacants l'étaient en moyenne depuis 399 jours. En outre, dans 14 bureaux ou divisions, le taux de vacance dépassait 10 % des postes financés. Compte tenu des mesures prises par l'administration, le Comité émet une nouvelle recommandation qui remplace celle formulée précédemment sur le sujet.

9. Le Comité recommande que l'UNICEF : a) continue d'examiner s'il est nécessaire de pourvoir les postes restés longtemps vacants et dans quelle mesure il est possible de mobiliser des fonds pour les pourvoir; b) supprime les postes jugés inutiles ou dont le financement est insuffisant depuis très longtemps; et c) fasse le nécessaire pour pourvoir les autres postes vacants.

2. États et rapports financiers

10. Par rapport à l'exercice précédent, le montant total des recettes a augmenté, passant de 6,61 à 7,35 milliards de dollars, dans une large mesure en raison d'une progression des contributions volontaires. Le montant total des dépenses a augmenté lui aussi, passant de 6,32 à 7,42 milliards de dollars, surtout du fait d'un accroissement des dépenses afférentes à l'assistance au titre des programmes. Le résultat est un déficit de 69,67 millions de dollars, contre un excédent de 286,24 millions de dollars l'exercice précédent.

11. Au 31 décembre 2011, la valeur de l'actif n'avait pas particulièrement changé par rapport à l'exercice précédent, demeurant à 3,8 milliards de dollars, dont 3,08 milliards, ou 81 %, étaient composés de l'encaisse et de dépôts à terme ainsi que de placements (tableau II.1). Le Comité a noté que les disponibilités considérables qui restaient en fin d'exercice étaient surtout destinées à des activités relatives aux programmes devant être réalisées en 2012 ou après.

Tableau II.1

Encaisse, dépôts à terme et placements au 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

Encaisse et dépôts à terme	2 731 441
Placements	350 000
Total	3 081 441

Source : États financiers de l'UNICEF.

Présentation des dépenses de gestion et d'administration

12. Actuellement, les dépenses de l'UNICEF sont réparties entre quatre catégories dans les états financiers : assistance au titre des programmes, appui aux programmes, gestion et administration, et sécurité. Ces catégories renvoient à l'autorisation budgétaire au titre de laquelle les dépenses ont été engagées. Ces dépenses sont définies dans le Règlement financier et les règles de gestion de l'UNICEF.

13. D'après les états financiers non corrigés de l'UNICEF pour l'exercice biennal 2010-2011, le montant total des dépenses s'est élevé à 7 424 millions de dollars, dont 166,86 millions au titre des dépenses de gestion et d'administration. Le Comité a toutefois relevé que ce montant de 166,86 millions de dollars figurant dans les états financiers non corrigés ne reflétait pas exactement la totalité des dépenses administratives engagées par l'UNICEF pendant l'exercice. Ainsi :

a) Un montant de 100,41 millions de dollars, financé au moyen des recouvrements des dépenses indirectes, a été reclassé à tort de la catégorie « gestion et administration » à la catégorie « assistance au titre des programmes »;

b) Un montant de 136,08 millions de dollars représentant les dépenses administratives de la Division Collecte de fonds et partenariats dans le secteur privé a été retiré des dépenses de gestion et d'administration, bien que cette pratique soit autorisée par le Règlement financier et les règles de gestion de l'UNICEF;

c) Un montant d'au moins 62,24 millions de dollars, correspondant aux dépenses de personnel de caractère administratif, a été pris en compte dans les dépenses afférentes à l'assistance au titre des programmes. Bien que l'UNICEF ait expliqué que son règlement financier et ses règles de gestion prévoyaient que les dépenses afférentes aux programmes pouvaient comprendre des coûts liés au personnel d'appui, le Comité est d'avis que le Règlement ne donne pas une définition précise de l'expression « personnel d'appui » et que les dépenses de personnel liées aux fonctions opérationnelles devraient relever de la catégorie « dépenses d'administration » ou « appui aux programmes »;

d) Un montant de 3,46 millions de dollars correspondant à des dépenses de gestion et d'administration a été compensé par des recettes accessoires

14. Le tableau II.2 présente un récapitulatif des incidences qu'ont ces irrégularités sur les états financiers non corrigés. Par suite de la vérification, l'UNICEF a corrigé les états financiers ou fourni des informations supplémentaires, sauf pour ce qui est du montant sous-évalué de 3,46 millions de dollars correspondant à des dépenses de gestion et d'administration, du fait du peu d'importance que ce montant représente pour les états financiers.

Tableau II.2

**Récapitulatif des incidences sur les états financiers non corrigés
des informations relatives aux dépenses de gestion et d'administration^a**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Assistance au titre des programmes (surévaluation)</i>	<i>Gestion et administration (sous-évaluation)</i>	<i>Recettes accessoires (sous-évaluation)</i>
Dépenses de gestion et d'administration passant à la catégorie « assistance au titre des programmes »	100,41	100,41	
Dépenses de gestion et d'administration compensées au moyen de recettes accessoires		3,46	3,46
Dépenses de personnel à caractère administratif prises en compte dans les dépenses d'assistance au titre des programmes	62,24	62,24	
Total	162,65	166,11	3,46

Source : Analyse du Comité.

^a Le Règlement financier et les règles de gestion de l'UNICEF exigeant que le résultat d'exploitation net de la Division Collecte de fonds et partenariats privés figurent dans le corps des états financiers, l'omission, dans les dépenses de gestion et d'administration, du montant de 136,08 millions de dollars représentant les dépenses d'administration de la Division, n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

15. Le Comité recommande que l'UNICEF définisse clairement l'expression « personnel d'appui » et inscrive dans les états financiers les dépenses de personnel afférentes aux fonctions opérationnelles comme étant des dépenses d'administration ou d'appui aux programmes.

Comptabilisation des recettes et des dépenses de quatre fonds d'affectation spéciale et des commissions versées par GAVI Alliance

16. Conformément aux normes comptables du système des Nations Unies et à la Norme comptable internationale IAS 18, le Comité a examiné l'ensemble des 20 fonds d'affectation spéciale de l'UNICEF au 31 décembre 2011 et estime que le Fonds est le mandant de quatre fonds (voir annexe II). Toutefois, les encaissements et les décaissements de ces quatre fonds, qui s'élèvent à 47,92 millions et 51,35 millions de dollars, respectivement, pour l'exercice 2010-2011, n'ont pas été comptabilisés comme recettes et dépenses dans les états financiers non corrigés. Cette pratique étant autorisée par le Règlement financier et les règles de gestion de l'UNICEF, et le tableau 3 des états financiers présentant les encaissements et les décaissements de ces fonds, le Comité a estimé que l'UNICEF devrait les comptabiliser comme recettes et dépenses après l'adoption des normes IPSAS en 2012.

17. En outre, le Comité a noté que 19,61 millions de dollars (recettes) et 13,53 millions de dollars (dépenses) afférents aux commissions versées par GAVI Alliance (commissions touchées par l'UNICEF pour la prestation de services d'achats aux gouvernements) n'ont pas été pris en compte dans les états financiers provisoires. Comme suite aux conclusions du Comité, l'UNICEF a changé ses principes comptables et corrigé les états financiers.

*Engagements au titre des prestations liées à la cessation de service
(y compris l'assurance maladie après la cessation de service)*

18. Au 31 décembre 2011, les engagements de l'UNICEF au titre des prestations liées à la cessation de service s'élevaient à 921,56 millions de dollars, contre 578,28 millions de dollars au 31 décembre 2009, soit un accroissement de 343,28 millions de dollars (59 %). Cet accroissement est surtout imputable à une baisse du taux d'actualisation qui a été ramené de 6 % à 4,5 %, ce qui représente l'une des principales hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle de ces engagements.

Paiement de l'assurance maladie après la cessation de service

19. En 2003, l'UNICEF a constitué une réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service, avec une première dotation de 30 millions de dollars provenant des ressources ordinaires. Cette réserve a ensuite été augmentée chaque année, son solde atteignant 270 millions de dollars au 31 décembre 2011.

20. Le Comité a noté que malgré la constitution de cette réserve, les dépenses au titre de l'assurance maladie après la cessation de service avaient été imputées sur les crédits inscrits au budget d'appui des exercices au cours desquels les versements avaient été effectués. Pour 2010-2011, les dépenses au titre de l'assurance maladie après la cessation de service se sont élevées à 11,48 millions de dollars. Le Comité est d'avis qu'en imputant ces dépenses sur le budget d'appui et non sur la réserve constituée, l'UNICEF a gonflé ses dépenses pour l'exercice 2010-2011.

21. Dans la proposition de financement approuvée par le Directeur exécutif adjoint en octobre 2011, l'UNICEF entendait utiliser la réserve pour effectuer les paiements au titre de l'assurance maladie dès 2012. Toutefois, le Comité a estimé que les modalités pour une telle utilisation de la réserve n'étaient pas clairement définies.

22. L'UNICEF a accepté, comme le recommandait le Comité, d'élaborer des modalités lui permettant d'utiliser de manière appropriée la réserve pour le paiement de l'assurance maladie après la cessation de service et d'inscrire correctement les dépenses y afférentes dans les états financiers.

3. Gestion du budget

23. Le budget de l'UNICEF comprend un budget-programme et un budget d'appui. Le budget-programme fournit les fonds nécessaires pour exécuter les programmes en faveur des femmes et des enfants approuvés par le Conseil d'administration. Le budget d'appui couvre toutes les dépenses qui ne sont pas directement attribuables à un programme ou projet particulier, mais qui sont nécessaires pour maintenir la présence de l'UNICEF dans un pays et faire face aux dépenses de gestion et d'administration du siège. Compte tenu de l'importance de l'évaluation des risques, le Comité a principalement examiné la question de savoir : a) si les hypothèses budgétaires avaient été correctement étayées; b) si l'exécution du budget avait cadré avec le budget approuvé; et c) si les résultats de cette exécution avaient été rapportés de manière adéquate afin que les organes directeurs aient une image complète des objectifs atteints et des ressources utilisées.

Formulation du budget

24. À partir de son évaluation des risques, le Comité a sélectionné le budget d'appui pour déterminer si les hypothèses utilisées dans la formulation du budget étaient pleinement justifiées; il a choisi le budget des activités de sensibilisation, de l'élaboration des programmes et des programmes multinationaux pour déterminer si les demandes de crédits étaient suffisamment justifiées et a vérifié si les budgets des divisions/bureaux étaient présentés de manière intégrée.

Justifications insuffisantes des taux de vacance de postes appliqués dans la formulation du budget d'appui

25. L'utilisation d'hypothèses claires et dûment étayées est l'élément clef de la formulation d'un budget performant. Les hypothèses doivent prendre en compte à la fois les tendances observées dans le passé et les facteurs prévisibles pouvant jouer au cours d'un exercice donné. Tout écart par rapport aux taux de vacance enregistrés dans le passé, de même que dans les facteurs prévisibles ayant des incidences budgétaires, doit être dûment justifié et si possible quantifié de manière à parvenir à un taux de vacance de postes raisonnable à appliquer dans le budget.

26. Le Conseil d'administration a approuvé un budget d'appui de 1 010 millions de dollars pour l'exercice 2010-2011, dont 487 millions de dollars pour les administrateurs recrutés sur le plan international et 192,38 millions de dollars pour le personnel recruté localement. Le Comité a examiné l'application des taux de vacance de postes, l'une des grandes hypothèses d'où procède l'établissement du budget d'appui de l'exercice 2010-2011, et a constaté des écarts entre les taux appliqués et les données rétrospectives correspondantes :

a) *Justifications insuffisantes des taux de vacance utilisés dans le budget des postes d'administrateur recruté sur le plan international pour l'exercice 2010-2011.* Le Comité a noté que l'UNICEF utilisait un taux de vacance fixe de 6 % assorti d'un taux d'actualisation de 75 %, c'est-à-dire, au final, un taux de 4,5 % (le choix du taux de 75 % résultant principalement de considérations de recrutements potentiels au cours du cycle budgétaire suivant, avec une baisse concomitante des taux de vacance) dans la formulation du budget des postes d'administrateur recruté sur le plan international, mais ce taux de vacance devait être dûment justifié par les données rétrospectives et les facteurs prévisibles. L'enveloppe des postes d'administrateur recruté sur le plan international s'est élevée à 487 millions de dollars pour l'exercice 2010-2011. L'analyse de la tendance passée a révélé que le taux de vacance moyen des postes d'administrateur recruté sur le plan international utilisé pour le budget d'appui de 2006-2008 avait été de 8,06 %. Si ce dernier taux avait été appliqué dans le budget d'appui de 2010-2011, l'enveloppe des postes d'administrateur recruté sur le plan international aurait été de 480,52 millions de dollars, soit une surestimation budgétaire qui pourrait s'élever à 6,48 millions de dollars. L'inadéquation du taux de vacance fixe de 6 % a été illustrée par le fait que 11,05 % des postes d'administrateur recruté sur le plan international sont restés vacants durant l'exercice 2010-2011;

b) *Absence d'hypothèse de taux de vacance dans la formulation du budget relatif au personnel recruté localement.* Le Comité a noté que l'UNICEF n'avait pas appliqué de taux de vacance de postes pour le personnel recruté sur le plan local (agents des services généraux et administrateurs recrutés sur le plan national) dans la formulation du budget d'appui de 2010-2011. S'il avait utilisé pour cet exercice le

taux effectif moyen de vacance de 8,96 % observé pour cette catégorie du personnel, le budget correspondant aurait été de 175,18 millions de dollars, contre les 192,38 millions inscrits au budget, soit une surestimation potentielle de 17,2 millions de dollars.

27. Si les surestimations budgétaires sont généralement comptabilisées comme des économies, le Comité a constaté en poursuivant son examen que la majeure partie de la surestimation potentielle d'un montant de 23,68 millions de dollars mentionnée plus haut au paragraphe 26 a) et b) avait été transférée à l'infrastructure de la Division des solutions et services informatiques et à la conception de la formation VISION. L'UNICEF a expliqué que les décisions relatives à l'allocation et à l'utilisation des ressources étaient fondées sur les résultats de gestion organisationnelle et les priorités définies dans le budget d'appui biennal.

28. Le Comité est d'avis que les hypothèses budgétaires doivent être dûment justifiées lorsqu'elles sont appliquées. Tout facteur prévisible susceptible d'avoir des incidences sur le budget doit être quantifié dans toute la mesure possible. L'absence de justifications claires met les administrateurs dans l'impossibilité ou presque d'exercer un véritable contrôle budgétaire et compromet l'efficacité de la gestion financière.

29. Le Comité recommande que l'UNICEF : a) prenne en compte les taux de vacance de postes enregistrés dans le passé et, dans toute la mesure possible, quantifie les facteurs prévisibles ayant une incidence budgétaire lors de l'établissement de ses futurs budgets d'appui; b) applique des hypothèses budgétaires plus raisonnables et dûment justifiées afin de présenter à l'avenir des budgets plus transparents et mieux justifiés.

Aucun renseignement détaillé sur les activités ou résultats relatifs au budget de sensibilisation, d'élaboration des programmes et des programmes multinationaux

30. En règle générale, la budgétisation axée sur les résultats couvre un certain nombre d'éléments clefs, dont les activités (ce qui va être entrepris), les résultats attendus (ce qui va être obtenu), les indicateurs (pour mesurer les résultats au regard des moyens engagés), et les ressources financières (le montant des fonds nécessaires). Le Comité estime que l'absence de ces renseignements essentiels aboutit à des budgets incomplets et imparfaitement justifiés.

31. Pour l'exercice 2010-2011, le Conseil d'administration a approuvé un budget de 527,68 millions de dollars pour la sensibilisation, l'élaboration des programmes et les programmes multinationaux, distinct du budget d'appui biennal (voir tableau II.3). Le Comité a toutefois noté qu'il ne comportait aucun détail sur les activités prévues et les résultats attendus, de sorte qu'on voyait mal à quoi précisément devaient servir ces ressources.

32. Le Comité a constaté que les dépenses effectives du siège au titre des activités de sensibilisation et de l'élaboration des programmes représentaient 162 % du budget approuvé et que le dépassement de dépenses, d'un montant de 116,43 millions de dollars, avait été couvert en redéployant les budgets affectés à sept régions pour leurs activités de sensibilisation et d'élaboration des programmes, ainsi que le budget des programmes multinationaux. L'UNICEF a expliqué que le budget

des programmes multinationaux autorisait une certaine souplesse au cas où certains bureaux dépasseraient leurs propres plafonds budgétaires.

Tableau II.3

Budgets au titre de la sensibilisation, de l'élaboration des programmes et des programmes multinationaux et dépenses effectives, 2010-2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Dépenses approuvées</i>	<i>Dépenses effectives</i>	<i>Écarts (pourcentage)</i>
<i>Budget</i>	<i>A</i>	<i>B</i>	<i>B/A</i>
Sensibilisation et élaboration des programmes – siège	187 000	303 434	162,26
Sensibilisation et élaboration des programmes – 7 régions	180 675	108 010	59,78
Programmes multinationaux	160 000	39 463	24,66
Total	527 675	450 907	85,45

Source : Données fournies par l'UNICEF.

33. Le Comité estime qu'en l'absence d'indications détaillées sur les activités et les résultats correspondant au budget des activités de sensibilisation, de l'élaboration des programmes et des programmes multinationaux, l'UNICEF aura des difficultés à surveiller l'utilisation des ressources.

34. Le Comité recommande que l'UNICEF établisse pour chaque bureau un projet de budget-programme contenant des détails sur les activités et les résultats attendus compte tenu des besoins réels et des ressources disponibles.

Fragmentation des budgets d'un certain nombre de divisions/bureaux du siège

35. En règle générale, le budget d'un bureau doit être formulé et présenté pour approbation sous une forme intégrée afin que l'organe directeur puisse avoir une vue d'ensemble des résultats à obtenir ainsi que du budget institutionnel et thématique nécessaire au bureau en question. Tout en reconnaissant que la présentation des budgets et les rapports sur l'exécution des budgets sont conformes au Règlement financier et règles de gestion financière de l'UNICEF et aux décisions du Conseil d'administration en la matière, le Comité a trouvé que les budgets d'un certain nombre de bureaux/divisions du siège de l'UNICEF étaient plutôt fragmentés.

36. Ainsi, le budget de la Division de la collecte de fonds et de partenariats privés, pour 2010-2011 comptait trois parties : un budget d'appui biennal (12,82 millions de dollars), un budget de compensation (279,43 millions de dollars) et un budget de programmes multinationaux (1,8 million de dollars). Le Comité a examiné les projets de budget de la Division et en a conclu que les résultats attendus inscrits dans le volet budget d'appui biennal étaient presque identiques à ceux du budget de compensation.

37. Il a noté de même que les budgets du Bureau du Directeur exécutif, de la Division des ressources humaines, de la Division des solutions et services informatiques et du Bureau des alliances avec le secteur privé et de la mobilisation

des fonds publics comptaient également deux parties, à savoir un budget d'appui biennal et un budget des programmes multinationaux (voir tableau II.4).

Tableau II.4

Budgets de quatre divisions/bureaux du siège de l'UNICEF

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Budget</i>	<i>Bureau du Directeur exécutif</i>	<i>Division des ressources humaines</i>	<i>Division des solutions et services informatiques</i>	<i>Bureau des alliances avec le secteur privé et de la mobilisation des fonds publics</i>
Programmes multinationaux	5 600	5 000	2 000	1 300
Appui biennal	13 393	30 578	67 406	21 376

Source : Données fournies par l'UNICEF.

38. Le Comité a noté par ailleurs que, s'agissant des budgets des activités de sensibilisation, de l'élaboration des programmes et des programmes multinationaux, certaines divisions administratives ou bureaux disposaient de ressources au titre du budget-programme. Il estime que le budget-programme est destiné à financer des programmes en faveur des femmes et des enfants et qu'il ne doit pas servir à couvrir des dépenses qui ne sont pas directement liées à des programmes ou projets spécifiques.

39. Le Comité recommande que l'UNICEF revoie la méthode actuelle d'établissement du budget et s'assure que ses budgets sont établis et présentés sous une forme intégrée afin que son Conseil d'administration dispose d'une vue d'ensemble des ressources institutionnelles et thématiques nécessaires pour atteindre les objectifs visés.

Exécution du budget

40. Le Comité a examiné l'exécution du budget au regard du budget approuvé, en se concentrant plus particulièrement sur deux grandes interrogations : a) les raisons expliquant les écarts importants constatés entre les dépenses effectives et celles qui figurent dans le budget; et b) la question de savoir si les dépassements de budget avaient été préalablement approuvés.

*Des demandes de crédits supplémentaires pour la licence SAP
(systèmes, applications et produits) afin de couvrir le dépassement
de dépenses lié aux émoluments du consultant du projet VISION*

41. L'administration doit impérativement baser ses demandes de crédits sur ses besoins réels et rendre compte des résultats obtenus. Le Comité a noté qu'une enveloppe de 5 millions de dollars avait été approuvée dans le budget d'appui biennal de 2010-2011 pour la licence SAP. En décembre 2011, une rallonge de 4 millions de dollars a été approuvée par le comité directeur du projet VISION. Le Comité a toutefois noté que les dépenses effectives afférentes à la licence SAP s'étaient élevées à seulement 5,9 millions de dollars, les 3,1 millions de dollars restants ayant en fait servi à couvrir le dépassement de dépenses relatif à un consultant du projet VISION.

42. L'UNICEF a expliqué que l'écart entre les crédits approuvés et les dépenses effectives relatives au consultant du projet VISION résultait en grande partie d'un changement dans l'échelle et la durée du projet VISION.

43. Le Comité recommande que l'UNICEF s'assure que ses ressources financières sont calculées sur une base raisonnable et reflètent ce dont il a vraiment besoin pour atteindre les objectifs définis dans son budget.

Absence d'approbation par la haute direction des dépassements du budget de la sensibilisation, de l'élaboration des programmes et des programmes multinationaux.

44. Un budget d'un montant total de 164,4 millions de dollars a été affecté aux activités de sensibilisation et d'élaboration des programmes (autres ressources) du siège de l'UNICEF pour l'exercice 2010-2011, dont 50 millions de dollars étaient destinés à la Division des programmes. En décembre 2011, les dépenses effectives de cette division s'élevaient à 82,91 millions de dollars, soit 32,91 millions de dollars de plus que le montant des dépenses approuvées. Or, le Comité a constaté que la Division des programmes n'avait pas soumis au Directeur exécutif les demandes d'autorisation de dépassement du plafond des dépenses exigées par le Conseil d'administration.

45. Le Comité recommande que l'UNICEF respecte strictement les exigences du Conseil d'administration concernant l'obligation de demander l'autorisation de la haute direction en cas de dépassement du plafond budgétaire.

Rapport d'exécution du budget

46. Le rapport d'exécution du budget est une composante essentielle de la gestion budgétaire. À la clôture du cycle budgétaire, l'administration doit remettre à son organe directeur (le Conseil d'administration) un rapport d'exécution en bonne et due forme précisant l'utilisation des crédits, expliquant les écarts significatifs entre le budget initial et les dépenses effectives et indiquant les résultats obtenus grâce à l'utilisation des fonds. Pour l'exercice considéré, le Comité a examiné le mécanisme de compte rendu de l'exécution du budget d'appui et a noté les faiblesses ci-après.

Absence de rapport sur l'exécution du budget d'appui biennal

47. À l'UNICEF, le budget d'appui biennal a été établi sur une base de budgétisation axée sur les résultats mettant en regard les responsabilités organisationnelles et les résultats, avec un alignement clair des activités prévues, des indicateurs de résultats, des cibles et des projets de budget. Il est calqué sur un cadre harmonisé défini avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), qui classe les principaux résultats de gestion sous 16 fonctions. Le Comité a examiné le mécanisme actuel de compte rendu de l'exécution du budget d'appui biennal et a constaté les lacunes suivantes :

a) *Actuellement, l'UNICEF ne rend pas compte de l'exécution du budget d'appui biennal à son Conseil d'administration.* De ce fait, le Conseil ne peut avoir une vue générale de l'exécution du budget et de l'obtention des résultats visés. Ainsi, le montant total des dépenses de personnel figurant dans le budget d'appui biennal de 2010-2011 était de 550,6 millions de dollars. Or, au 31 décembre 2011,

les dépenses effectives s'élevaient à 467,7 millions de dollars. Sur les 82,9 millions de dollars ainsi économisés, 65,9 millions de dollars avaient été transférés pour couvrir les dépenses afférentes à l'infrastructure de la Division des solutions et services informatiques et à l'élaboration du programme de formation du projet VISION. Le Conseil d'administration n'en a pas été informé au moyen d'un rapport d'exécution qui l'aurait aidé dans ses prises de décisions;

b) *Suivi inadéquat de l'obtention des résultats escomptés dans les bureaux de terrain.* Lors de ses visites sur le terrain, le Comité a noté que certains bureaux de pays ne suivaient pas régulièrement les progrès dans l'obtention des résultats et la réalisation des objectifs inscrits dans le budget d'appui biennal. Il n'y a pas eu de collecte et de compilation des données sur la base de la budgétisation axée sur les résultats.

48. Le Comité recommande que l'UNICEF établisse un mécanisme pour rendre compte à son Conseil d'administration de l'utilisation des crédits du budget d'appui biennal, expliquer les écarts entre le budget initial et les dépenses effectives et indiquer l'obtention des résultats attendus.

4. Gestion des programmes et projets

Planification des programmes

49. La planification des programmes est le processus par lequel une organisation formule ses objectifs et définit son programme de travail en vue de les atteindre. Une planification efficace lui permet de se fixer des objectifs appropriés et de mettre en place des plans efficaces afin de les réaliser. Grâce à ces processus, elle peut mesurer les résultats, déterminer si elle utilise ses ressources rationnellement et demander à son personnel de rendre compte de l'utilisation efficace de ces ressources.

Absence de plan de travail annuel/biennal global

50. Le Comité a examiné le cadre de planification de l'UNICEF et a noté que le Fonds n'avait pas plan de travail annuel/biennal global. L'UNICEF est chargé par l'Assemblée générale de promouvoir la survie, la protection et le développement de tous les enfants partout dans le monde grâce à ses activités de collecte de fonds, de sensibilisation et d'éducation. Pour remplir son mandat, il a établi un plan stratégique à moyen terme (PSMT) qui définit les objectifs et les grands axes stratégiques de l'ensemble de ses activités. Le plan en cours, qui couvre la période 2006-2013, est articulé autour de cinq domaines d'intervention auxquels l'UNICEF consacre ses ressources et par lesquels il contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et autres grands engagements en faveur des enfants.

51. Dans le cadre du PSMT, chaque bureau de pays de l'UNICEF établit pour le cycle de programmes un plan de travail annuel, un plan de travail à horizon mobile et un plan de travail pluriannuel à partir du descriptif de programme de pays approuvé par le Conseil d'administration. Les plans de travail fournissent un calendrier détaillé des activités prévues assorti d'échéances précises.

52. En ce qui concerne les ressources financières, l'UNICEF soumet un plan financier au Conseil d'administration selon trois calendriers : chaque description de programme de pays est présentée au Conseil pour approbation au début du cycle de

programmes; le budget institutionnel est présenté tous les deux ans; le programme d'activités de sensibilisation, d'élaboration des programmes et de programmes multinationaux exécuté par les divisions du siège et les bureaux régionaux est approuvé sur une base biennale. L'UNICEF établit en outre un plan de prévisions financières à horizon mobile tous les quatre ans.

53. L'UNICEF a expliqué que le descriptif de programme de pays indiquait la contribution d'une organisation donnée aux résultats obtenus collectivement dans le pays. Le budget institutionnel et le budget des activités de sensibilisation, d'élaboration des programmes et des programmes multinationaux peuvent être considérés comme l'équivalent d'un plan de travail biennal de haut niveau pour les contributions institutionnelles aux résultats de développement. Le Comité regrette toutefois que le descriptif de programme de pays, le budget institutionnel et le budget des programmes multinationaux soient des documents de planification distincts.

54. Tout en sachant que l'UNICEF est une organisation décentralisée qui compte sur ses bureaux de pays et ses bureaux régionaux pour accomplir son mandat, de sorte qu'il lui est peut-être difficile d'établir un plan de travail global sur une base annuelle/biennale pour atteindre les objectifs définis dans le PSMT, le Comité se demande si l'absence d'un tel plan ne risque pas de se traduire par une fragmentation des informations sur les programmes qui empêchera l'organe directeur d'avoir une vue complète de ce que les programmes de l'UNICEF sont censés accomplir, des ressources disponibles et de ce qui devrait être obtenu à terme, sans compter que l'organe directeur a peut-être des difficultés à saisir vraiment l'articulation entre les résultats organisationnels et l'information concernant les activités et les ressources planifiées pour les programmes.

Élaboration et mise en œuvre du plan de gestion annuel/plan de travail annuel

55. Les plans de travail annuels des bureaux de pays de l'UNICEF sont des documents utilisés par les interlocuteurs gouvernementaux et autres partenaires pour conduire des activités et demander des ressources à l'UNICEF. Les plans de gestion annuels constituent un outil distinct qui sert à gérer les bureaux de pays au quotidien. Si ces plans sont mal ciblés et ne sont que partiellement mis en œuvre, la réalisation des objectifs définis par les bureaux de pays sera compromise.

56. Dans son rapport précédent (A/65/5/Add.2, par. 139 à 142), le Comité avait fait état des retards observés dans certains bureaux de terrain quant à l'établissement et à l'exécution des plans de gestion annuels. Au cours de l'exercice biennal 2010-2011, il a noté aux bureaux de pays de l'Indonésie, du Mali et de Sri Lanka, ainsi qu'aux bureaux régionaux pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, que certains indicateurs de gestion figurant dans les plans de gestion annuels étaient dépourvus de données de base et d'objectifs cibles. Ainsi, dans le cas du bureau de pays de Sri Lanka, aucun des indicateurs de gestion ne comportait de données de base et de cibles spécifiques.

57. Le Comité a en outre noté qu'aux bureaux de pays de l'Inde, de l'Indonésie, du Myanmar et de Sri Lanka, les activités programmées dans le plan de travail annuel et le plan de gestion annuel n'avaient pas été pleinement exécutées. À titre d'exemple, il était stipulé dans le plan de gestion annuel 2010 du bureau de pays de l'Indonésie que toutes les commandes de fournitures devaient être autorisées avant

la fin octobre 2010. Or, 22 des 158 commandes valides (soit 14 %) ne l'étaient pas encore au 3 novembre 2010.

58. L'UNICEF a souscrit à la recommandation du Comité lui demandant de s'assurer que les bureaux de pays : a) se conforment strictement aux dispositions du Manuel de politiques et procédures de programmation leur prescrivant d'établir des plans de gestion annuels contenant des données de base, des cibles et des indicateurs de résultats clairement définis; et b) examinent périodiquement les plans de travail annuels et plans de gestion annuels et veillent à la bonne exécution des activités prévues afin que tous les objectifs cibles soient atteints.

Exécution des programmes

59. La mise en œuvre est maximisée au moyen d'arrangements de collaboration convenus entre les partenaires lors de la phase de planification des activités. Ces arrangements comprennent les transferts de fonds, l'assistance technique, l'appui aux programmes et la livraison de matériel et de fournitures. Au cours de l'exercice 2010-2011, 133 bureaux de pays et bureaux régionaux de l'UNICEF ont transféré des fonds pour un montant total de 2,11 milliards de dollars à des gouvernements ou à des partenaires d'exécution, soit 31 % des dépenses d'aide aux programmes (6,83 milliards de dollars). S'agissant de l'exécution des programmes, le Conseil a examiné l'adéquation des activités de certification et du contrôle des autorisations et approbations de transfert de fonds. Il a relevé à cet égard les carences ci-après :

Évaluation insuffisante des capacités et des activités de contrôle des transferts de fonds

60. À l'UNICEF, l'utilisation appropriée des transferts monétaires est contrôlée au moyen de macroévaluations suffisamment vastes et efficaces, de microévaluations¹, d'audits programmés et de vérifications ponctuelles. Dans son rapport précédent (A/65/5/Add.2, par. 111 à 116), le Comité avait noté que, dans certains bureaux de pays, les activités de contrôle des transferts de fonds aux partenaires d'exécution laissaient à désirer. Or, des microévaluations insuffisantes risquent de fausser le jugement du bureau de pays quant au système de contrôles internes du partenaire d'exécution, qui sert à déterminer les modalités et les procédures des transferts de fonds ainsi que l'envergure des activités de contrôle; des vérifications ponctuelles et des audits programmés insuffisants risquent pour leur part de jouer contre l'obtention de garanties suffisantes de bonne utilisation des fonds transférés aux partenaires d'exécution.

¹ La politique harmonisée concernant les transferts de fonds aux partenaires d'exécution a été lancée en avril 2005. Elle introduit une nouvelle manière de gérer le processus de transfert de fonds aux partenaires d'exécution. Conformément à la résolution 56/201 de l'Assemblée générale sur l'examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, les institutions GNUD/comité exécutif (PNUD, UNICEF, FNUAP et PAM) ont adopté le cadre opérationnel commun. La mise en œuvre de cette approche devrait réduire considérablement les coûts de transaction et alléger la charge que représente pour les partenaires d'exécution la multiplicité des procédures et des règles de l'ONU. La nouvelle approche utilise les macro et microévaluations conduites avec les partenaires d'exécution lors de la préparation des programmes pour déterminer le niveau de risque et les capacités manquantes. Elle utilise des activités de certification telles que les audits et les vérifications ponctuelles durant la phase d'exécution et introduit un nouveau format harmonisé à l'usage des partenaires d'exécution qui demandent des fonds et fait rapport sur leur utilisation.

61. Sur la base du nombre de transferts de fonds opérés par les bureaux de pays, le Comité a examiné les évaluations de capacités et les activités de contrôle conduites par 18 bureaux de pays (y compris par des visites dans 10 bureaux), et a repéré les lacunes ci-après dans l'évaluation des capacités et le contrôle des transferts de fonds :

a) *Les microévaluations ne sont pas entièrement réalisées.* Lors de ses visites aux bureaux de pays de l'Angola, de la Colombie, de l'Indonésie, du Mali et de Sri Lanka, le Comité a noté que les microévaluations n'avaient pas été entièrement réalisées. Ainsi, 19 des 44 partenaires d'exécution, qui avaient reçu chacun plus de 100 000 dollars du bureau de pays de Sri Lanka entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 2010, n'avaient pas fait l'objet de microévaluations. Le montant total perçu par ces 19 partenaires était de 1,57 million de dollars. Le bureau de pays a expliqué que le problème résultait essentiellement du départ de personnel clef du PNUD, principal coordonnateur de cette activité. Des observations similaires ont été faites à l'occasion du sondage réalisé au siège. C'est ainsi que 163 partenaires d'exécution avaient bénéficié en 2010 de transferts de fonds annuels d'un montant supérieur à 100 000 dollars provenant des bureaux de pays au Congo, mais seuls trois avaient été soumis à des microévaluations;

b) *Les vérifications ponctuelles sont insuffisantes.* Lors des contrôles sur le terrain, le Comité a constaté que les vérifications ponctuelles étaient insuffisantes dans un certain nombre de bureaux de pays (Angola, Inde, Indonésie et Nigéria). Dans le cas du bureau de l'Indonésie, par exemple, 213 vérifications ponctuelles devaient être achevées au 30 septembre 2010, mais seules 90 (42 %) avaient été faites dans les délais. À l'examen des résultats du sondage, le Comité a noté que les bureaux de l'Afghanistan, du Bangladesh et de la Somalie n'avaient pas établi le plan de vérifications ponctuelles exigé de chaque bureau. Les bureaux de pays du Congo et du Pakistan avaient programmé des vérifications ponctuelles mais les activités correspondantes n'avaient pas été entièrement exécutées;

c) *Les audits programmés sont également insuffisants.* Le Comité a noté lors de ses visites aux bureaux de la Colombie, de l'Éthiopie, de l'Inde et de l'Indonésie que les audits programmés étaient très insuffisants. Ainsi, le bureau de pays de l'Éthiopie avait établi un plan d'audit couvrant 17 partenaires d'exécution ayant reçu plus de 500 000 dollars durant le cycle de programmes de 2007-2011, mais les audits programmés n'avaient pas été conduits à temps. Le bureau a expliqué que, en raison de l'évolution de la situation en Éthiopie et des préparatifs de la migration vers le système VISION, les audits programmés seraient reportés au premier trimestre de 2012. Le Comité a fait des observations similaires lors du sondage conduit au siège. Il a noté par exemple que sept bureaux de pays avaient conduit des audits programmés ne couvrant pas tous les partenaires d'exécution qui avaient reçu chacun plus de 500 000 dollars durant le cycle de programmes 2007-2011;

d) *Des fonds sont transférés sans autorisation en bonne et due forme.* Il est primordial d'obtenir les autorisations appropriées avant de remettre les fonds aux partenaires d'exécution. Lors de ses visites aux bureaux de pays de l'Éthiopie et de Sri Lanka, le Comité a relevé dans ses échantillons des cas de non-respect de l'obligation d'obtenir l'approbation des autorités compétentes avant de remettre des fonds directement aux partenaires d'exécution. Ainsi, le bureau de pays de l'Éthiopie a remis au total 512 986 dollars sans autorisation préalable du Directeur

régional; les cinq partenaires d'exécution ayant reçu les fonds n'avaient pas encore rendu compte de leur utilisation plus de six mois après la date des transferts, en contravention de la circulaire financière n° 15 (Rev. 3) de l'UNICEF.

62. En écho aux carences mentionnées plus haut, un cas de fraude mettant en cause un partenaire d'exécution d'un bureau de pays a été signalé par le Bureau de la vérification interne des comptes de l'UNICEF. Les principaux facteurs à incriminer étaient le suivi insuffisant des activités des programmes et la remise/approbation de fonds transférés aux partenaires d'exécution sans les autorisations nécessaires. Le Comité craint que le caractère insuffisant des contrôles n'expose l'UNICEF à un risque non négligeable de ne pas obtenir de garanties suffisantes quant à la bonne utilisation des fonds transférés aux partenaires, voire à un risque grave de fraudes.

63. Le Comité recommande que les divisions du siège de l'UNICEF collaborent avec tous les bureaux de pays pour que les évaluations de capacités et les activités de contrôle soient conduites conformément aux Principes régissant la remise de fonds aux partenaires d'exécution.

64. Le Comité recommande également que l'UNICEF veille à ce que ses bureaux de pays surveillent strictement la procédure de paiement pour s'assurer que les autorisations requises sont obtenues avant toute remise de fonds à des partenaires d'exécution.

Des commandes présentées et des décaissements effectués avant signature des plans de travail annuels

65. À l'UNICEF, le plan de travail annuel signé est le document de base qui régit la présentation des commandes. Aucun décaissement ne doit être fait avant approbation et signature de ce plan. Passer des commandes et faire des décaissements sans plan de travail annuel approuvé risque d'entraîner des disparités avec les transferts et les activités qui figureront par la suite dans le plan de travail signé, d'où des risques de contentieux pour les bureaux de pays si les partenaires exécutent des activités différentes de celles des plans de travail signés.

66. Les bureaux de pays de l'Angola, de la Colombie et du Myanmar ont approuvé d'importantes demandes avant que les plans de travail annuels ne soient signés. Ainsi, le bureau de pays de l'Angola a autorisé des demandes de fonds d'un montant de 2,5 millions de dollars ainsi que des demandes de fournitures s'élevant à 1,27 million de dollars alors que les plans de travail annuels de 2010 n'étaient pas encore signés. Qui plus est, 1,78 million de dollars, soit 71,2 % du montant des demandes de fonds préautorisées, ont été transférés directement à des partenaires d'exécution avant signature des plans de travail annuels. Le bureau a expliqué que les fonds avaient été décaissés sur la base des plans de travail annuels approuvés afin de ne pas retarder l'exécution des programmes et que les demandes de fonds avaient été vérifiées au regard des activités spécifiques prévues dans le plan de travail que les partenaires se préparaient à signer.

67. L'UNICEF a souscrit à la recommandation du Comité lui demandant d'appliquer les dispositions pertinentes de son Manuel de politiques et procédures de programmation concernant les demandes et les décaissements de fonds.

Suivi et évaluation des activités des programmes

68. Chaque bureau de pays définit dans le programme de travail annuel/programme de gestion annuel les activités de programmes prévues et les résultats qu'il en attend. L'utilisation d'un mécanisme de suivi et évaluation efficace facilitera l'exécution des programmes et l'obtention des résultats escomptés. Pour l'exercice considéré, le Comité a examiné la méthode de suivi de l'utilisation des fonds transférés directement et la conduite des activités d'évaluation dans les bureaux de pays.

Contrôle des transferts de fonds directs en instance de longue date

69. Les bureaux de pays de l'UNICEF administrent les transferts de fonds directs aux partenaires d'exécution selon un calendrier de six mois à horizon mobile. Ils sont tenus de communiquer tous les trimestres au siège et aux bureaux régionaux l'état des transferts de fonds directs en instance, y compris depuis plus de six mois. La méthode de contrôle actuelle consiste à vérifier le solde des transferts de fonds directs à la fin des mois de mars, juin, septembre et décembre.

70. Le Comité a examiné par échantillonnage les données des bureaux de pays de l'Éthiopie, du Nigéria et du Pakistan concernant les transferts de fonds directs et a noté que des transferts d'un montant global de 36,85 millions de dollars étaient en instance au 31 décembre 2010, dont 1,37 million de dollars seulement (soit 3,72 %) depuis plus de six mois. Bien que ce chiffre augure bien du règlement des transferts en souffrance en fin d'exercice pour les trois bureaux, l'examen de la régularisation des transferts en 2010 a révélé que l'utilisation de ces transferts avait été insatisfaisante dans les trois bureaux de pays.

71. En 2010, les trois bureaux de pays ont régularisé des transferts de fonds pour un montant de 133,76 millions de dollars. En comparant la date de régularisation de chaque transfert et sa date de décaissement, le Comité a constaté que 56,54 millions de dollars (soit 42 %) avaient été régularisés plus de six mois après leur transfert, ce qui modifie notablement l'état des transferts de fonds directs en instance en fin d'exercice. Le Comité a fait des observations similaires dans les bureaux de pays de l'Angola, de la Colombie et de l'Indonésie. Compte tenu de l'analyse ci-dessus, il estime que la méthodologie utilisée actuellement pour établir l'état trimestriel des transferts de fonds doit être améliorée.

72. L'UNICEF souscrit à la recommandation du Comité lui demandant d'envisager de réviser la méthode et la périodicité des contrôles de l'utilisation des transferts de fonds directs.

Faibles taux d'exécution des plans annuels intégrés de suivi et d'évaluation

73. Le Manuel des politiques et procédures de l'UNICEF stipule que les bureaux de pays doivent établir et exécuter des plans annuels intégrés de suivi et d'évaluation, qui servent d'outils de gestion et permettent de suivre les progrès accomplis dans la collecte d'informations primordiales pour la planification et l'exécution des programmes.

74. Dans son rapport précédent (A/65/5/Add.2, par. 143 à 145), le Comité avait relevé un faible taux d'exécution des activités prévues par le plan intégré dans six bureaux de pays, et avait recommandé que l'UNICEF veille à ce que ses bureaux de pays améliorent le taux d'exécution de ces plans. Il a noté que l'UNICEF avait

demandé à ses bureaux de pays de dresser dans leur rapport annuel la liste des évaluations, études et enquêtes menées à bien et d'afficher leurs plans annuels intégrés de suivi et d'évaluation sur le site intranet du Fonds à compter de 2010. Le Comité a toutefois noté que, durant l'exercice 2010-2011, les bureaux de pays de l'Angola, de la Colombie, de l'Éthiopie, de l'Inde, de l'Indonésie, du Nigéria et de Sri Lanka avaient programmé 281 activités dans leurs plans annuels intégrés de 2010, mais que 86 avaient été reportées à 2011 tandis que 30 étaient annulées.

75. Le bureau de pays de Sri Lanka a expliqué que les retards étaient dus au fait que les activités avaient été programmées sans vraiment tenir compte du type d'utilisateur final, ainsi qu'aux exigences pratiques de l'exécution et aux capacités du bureau et des partenaires. Le bureau de pays de l'Éthiopie a expliqué que le retard résultait surtout du long processus de négociation des mandats avec les principales parties prenantes et du changement des priorités, surtout chez les interlocuteurs gouvernementaux. Le Comité a noté les différentes raisons avancées pour expliquer la mise en œuvre tardive des plans intégrés de suivi et évaluation; il constate avec inquiétude que le taux d'exécution des plans est faible et que cet état de fait risque de compromettre la collecte des informations qui concernent la planification et l'exécution des programmes.

76. Le Comité réitère sa recommandation antérieure demandant que l'UNICEF veille à ce que ses bureaux de pays établissent des plans intégrés de suivi et d'évaluation réalistes et fassent tout leur possible pour en améliorer le taux d'exécution.

Rapports sur l'exécution des activités des programmes

77. Le rapport sur l'exécution des programmes est le mécanisme par lequel une organisation suit les progrès accomplis vers la réalisation de ses objectifs; il est donc indispensable pour que l'organe directeur et le public aient une idée précise des résultats obtenus par l'organisation en question ainsi que de l'efficacité et de l'efficience dont elle a fait preuve dans l'accomplissement de son mandat.

Indicateurs utilisés dans les rapports sur l'exécution des activités des programmes

78. Le Directeur exécutif de l'UNICEF soumet chaque année au Conseil d'administration un rapport annuel présentant les résultats et les analyses de l'état d'avancement et des réalisations des programmes dans chaque domaine d'intervention du PSMT de l'UNICEF, ainsi que les résultats opérationnels. Les scores des programmes au regard de 65 indicateurs sont également présentés dans le fascicule de données complémentaires joint au rapport annuel. Le fascicule de 2011 contient les 59 indicateurs correspondant aux cinq domaines d'intervention du PSMT de 2006-2013 et les six indicateurs qui se rapportent plus précisément aux activités de l'UNICEF en matière de préparation aux crises et de secours en 2011.

79. Le Comité a noté que seuls 22 des 59 indicateurs avaient un rapport direct avec les activités des programmes de coopération de l'UNICEF avec les pays (voir tableau II.5).

Tableau II.5
**Indicateurs du fascicule de données de 2011 ayant un rapport
avec les cinq domaines d'intervention du PSMT**

<i>Domaine d'intervention</i>	<i>Indicateurs se rapportant directement aux activités des programmes</i>	<i>Indicateurs relatifs à des résultats obtenus en partie grâce à la contribution de l'UNICEF</i>	<i>Indicateurs se rapportant à des données statistiques sur la situation locale fournies par le gouvernement hôte</i>
La survie et le développement du jeune enfant	5	15	2
L'éducation de base et l'égalité entre les sexes	6	2	2
Le VIH/sida et les enfants	0	3	1
La protection de l'enfance	4	4	5
La promotion des politiques et des partenariats en faveur des droits de l'enfant	7	3	0
Total	22	27	10

Source : Données fournies par l'UNICEF.

80. Comme moins de la moitié seulement des indicateurs figurant dans le fascicule de données sont directement liés à l'exécution des programmes de pays de l'UNICEF, le Comité a le sentiment que le Conseil d'administration et le public n'ont peut-être pas une idée suffisamment claire et complète de l'impact des initiatives directes de l'UNICEF et des contributions qu'apporte le Fonds à travers ses programmes de pays en faveur des enfants dans le monde entier.

81. L'UNICEF a souscrit à la recommandation du Comité lui demandant d'améliorer les rapports annuels en ajoutant dans les fascicules de données complémentaires des indicateurs clefs plus précis de résultats des programmes de manière à faire apparaître ses initiatives directes et ses contributions à travers ses programmes de coopération avec les pays.

82. L'UNICEF a fait savoir que les différentes mesures de résultats seraient examinées dans le cadre de l'examen du PSMT lors de l'élaboration du prochain plan pour la période 2014-2017.

Contradictions dans les rapports sur l'exécution des activités des programmes

83. En 2010, l'UNICEF a défini neuf grandes stratégies de programme assorties d'autant d'objectifs-cibles afin de mesurer la performance et les résultats des bureaux de pays dans leurs activités de programmes et de gestion. Les résultats relatifs à chaque grande stratégie ont été classés en quatre scores : « action en cours pour atteindre les objectifs », « objectifs partiellement atteints », « objectifs en grande partie atteints » et « objectifs entièrement atteints ».

84. À la date du présent audit, 126 bureaux de pays avaient soumis leur rapport annuel 2011, avec des autoévaluations pour chaque stratégie. L'analyse globale des résultats des bureaux de pays correspondant aux neuf stratégies a révélé que les résultats obtenus avec certaines stratégies n'avaient pas été satisfaisants. Ainsi, dans le cas de 4 des 9 stratégies (44 %), la moitié environ des 126 bureaux de pays n'ont

pas affiché les deux meilleurs scores, à savoir « objectifs en grande partie atteints » et « objectifs entièrement atteints ».

85. Le Comité a également relevé que seuls 15 des 126 bureaux de pays (12 %) avaient affiché le score « objectifs en grande partie atteints » ou « objectifs entièrement atteints ». Vingt-cinq bureaux de pays (20 %) avaient obtenu le score « action en cours pour atteindre les objectifs » ou « objectifs partiellement atteints » pour plus de la moitié des neuf stratégies.

86. Le Comité a examiné le projet de rapport annuel 2011 de l'UNICEF et noté que la plupart des indicateurs retenus dans le PSMT pour chacun des cinq domaines d'intervention faisaient apparaître des progrès. Compte tenu de la sous-performance de nombreux bureaux de terrain en termes de stratégies de programmes, le Comité a le sentiment que les scores de ces bureaux ne correspondent pas entièrement aux résultats et réalisations présentés dans les rapports annuels de l'UNICEF.

87. L'UNICEF a souscrit aux recommandations du Comité lui demandant :
a) de faire en sorte que tous les bureaux de pays améliorent leur rapport annuel en y incluant des analyses approfondies des disparités constatées dans l'exécution des programmes et de leurs répercussions sur les résultats;
b) d'analyser les écarts de résultats observés dans un même bureau de pays pour chaque stratégie et de dispenser des appuis ou des conseils aux bureaux dont les résultats sont très en deçà des objectifs.

5. Questions relatives aux comités nationaux pour l'UNICEF

88. Les comités nationaux pour l'UNICEF sont des partenaires du Fonds créés pour lever des fonds dans le secteur privé au nom et au profit de l'UNICEF. Au 31 décembre 2011, les 36 comités nationaux existant dans le monde avaient apporté environ un tiers des recettes annuelles du Fonds.

89. Compte tenu de l'importance de la contribution des comités nationaux à l'UNICEF, le Comité a examiné leurs rapports avec le Fonds, l'application des rapports de coopération, la supervision et le contrôle de leurs activités par l'UNICEF et notamment le suivi et la vérification de leurs résultats financiers, et a noté les points ci-après.

Déclaration/comptabilisation intégrale des recettes provenant des dons recueillis par les comités nationaux

90. Selon l'accord type de coopération entre l'UNICEF et ses comités nationaux, les comités nationaux sont des entités juridiquement indépendantes qui utilisent le nom, l'emblème, la marque et autres éléments de propriété intellectuelle de l'UNICEF pour recueillir des dons ou des aides en nature au nom et au profit du Fonds. En vertu de l'accord, les comités nationaux peuvent conserver jusqu'à 25 % de leurs recettes brutes pour couvrir leurs dépenses de fonctionnement et doivent s'efforcer d'atteindre le taux de contribution minimum de 75 %, soit un taux de retenue qui doit rester sous la barre des 25 %, sauf disposition contraire mutuellement convenue. Les comités nationaux peuvent aussi retenir des fonds pour constituer des réserves, en fonction des politiques et des décisions de leur conseil d'administration. Le solde restant doit être viré à l'UNICEF.

91. Le Comité s'est appuyé sur les normes comptables des Nations Unies et les principes comptables généralement admis² pour examiner les activités de collecte de fonds privés conduites par les comités nationaux au nom et au profit de l'UNICEF. Bien que l'UNICEF déclare qu'il considère les comités nationaux comme des donateurs, le Comité estime pour sa part qu'ils utilisent la marque et l'emblème du Fonds pour lever des fonds, ce qui signifie qu'ils recueillent des fonds auprès des donateurs initiaux au nom et au profit de l'UNICEF. Autrement dit, ce ne sont pas les véritables donateurs et les fonds qu'ils recueillent dans cette activité devraient revenir à l'UNICEF, sauf éléments probants montrant que les fonds mobilisés ne constituent pas des recettes de l'UNICEF. Le Comité pense par conséquent que l'UNICEF devrait inscrire au poste recettes de ses états financiers le produit brut, et non pas net, des collectes de fonds des comités nationaux, sauf éléments probants démontrant que les fonds recueillis par les comités nationaux n'appartiennent pas à l'UNICEF. La part retenue par les comités nationaux pour couvrir les dépenses afférentes aux collectes de fonds devrait être inscrite comme dépenses de l'UNICEF (au même titre qu'une commission d'agence). Pour l'exercice 2010-2011, le produit brut des fonds recueillis par les comités nationaux auprès de donateurs privés s'est établi au total à 2 651,8 millions de dollars, alors que le produit net a été de 2 024,9 millions de dollars. Les comités nationaux ont donc conservé 626,9 millions de dollars qui n'apparaissent pas dans les états financiers de l'UNICEF.

92. Il est par ailleurs stipulé dans l'accord type de coopération avec les comités nationaux que, si un comité national va en liquidation, tous ses actifs nets (dont ses réserves) doivent être intégralement virés à l'UNICEF, sauf dans les pays qui imposent des restrictions légales aux transferts de fonds au profit de l'UNICEF. Conformément aux règles comptables du système des Nations Unies et aux principes comptables généralement admis, l'UNICEF doit comptabiliser ces réserves. Or, le Comité note que des réserves d'un montant total de 104,4 millions de dollars qui étaient dans les caisses des comités nationaux au 31 décembre 2011 n'avaient pas été déclarées et comptabilisées comme actif éventuel dans les états financiers non corrigés.

93. À la suite de l'audit, l'UNICEF a donné des précisions supplémentaires dans la note 4 afférente aux états financiers, comme l'autorisent les dispositions du Règlement financier et les règles de gestion financière de l'UNICEF, pour faire apparaître correctement les recettes et les dépenses relatives aux fonds privés recueillis par les comités nationaux, dont des réserves d'un montant total de 104,4 millions de dollars qui seraient virées à l'UNICEF comme recettes en cas de liquidation des comités nationaux et sous réserve des dispositions de l'accord de coopération. Le Comité restera saisi de la question lors de ses prochains audits.

Accords entre les donateurs initiaux et les comités nationaux

² Comme les normes comptables des Nations Unies ne mentionnent pas les collectes de fonds auprès du secteur privé mais autorisent les entités à appliquer les normes comptables internationales s'il y a lieu, le Comité applique la norme comptable internationale 18 sur la constatation des produits pour déterminer la comptabilisation des recettes produites par la coopération avec les comités nationaux à des fins de collecte de fonds auprès de donateurs privés (voir annexe III pour détails supplémentaires).

94. Pour déterminer avec exactitude quels fonds lui appartiennent, l'UNICEF doit impérativement disposer des accords entre les donateurs initiaux et les comités nationaux afin de déterminer avec précision à qui appartiennent les fonds recueillis par les comités. Le Comité a demandé à l'UNICEF de fournir ces accords concernant les fonds recueillis par les comités nationaux au nom et au profit de l'UNICEF, mais il a été informé que les comités ne les communiquaient pas. Compte tenu des lacunes du mécanisme actuel de comptabilisation des recettes signalées ci-après, le Comité estime que ces accords permettent à l'UNICEF de calculer précisément les sommes que lui doivent les comités nationaux et d'être certain de l'exhaustivité et de l'exactitude de la comptabilisation des recettes et des dépenses dans les états financiers.

Comptabilisation incomplète des recettes provenant des comités nationaux

95. Actuellement, les comités nationaux présentent chaque année à l'UNICEF une déclaration de recettes et de dépenses basée sur leurs états financiers vérifiés qui fait apparaître le montant brut de leurs recettes (dons en espèces ou en nature), leurs dépenses et les montants nets dus à l'UNICEF. Ces déclarations, certifiées par les commissaires aux comptes des comités, sont présentées à l'UNICEF avec les états financiers vérifiés. L'UNICEF les utilise pour rapprocher les comptes et comptabiliser les fonds qu'il reçoit des comités nationaux dans ses recettes; les contributions en nature ne sont comptabilisées comme recettes, sur la base de l'évaluation conduite par sa Division des approvisionnements, que si elles sont reçues par l'UNICEF lui-même et utilisées dans ses programmes.

96. L'un des arguments avancés sur la question de savoir si le texte des accords avec les donateurs doit être communiqué à l'UNICEF est que le Fonds peut se reporter aux états financiers et aux déclarations de recettes et dépenses des comités nationaux pour déterminer le montant des fonds qui lui appartiennent, étant donné que les états financiers et déclarations en question ont été vérifiés ou certifiés par leurs commissaires aux comptes. Tout en considérant que l'accord avec les donateurs est le document primordial permettant de déterminer le montant exact des fonds appartenant à l'UNICEF, le Comité n'en a pas moins étudié les états financiers vérifiés et les déclarations de recettes et de dépenses et a repéré les carences ci-après dans le processus actuel de constatation des produits :

a) *Communication très tardive des déclarations de recettes et de dépenses certifiées.* Le Comité a noté qu'à la date de l'audit, l'UNICEF attendait toujours les déclarations certifiées de 2010 de neuf comités nationaux, en retard dans chaque cas de plus d'un an. En s'appuyant sur les déclarations non certifiées de ces neuf comités et sur ses données d'expérience, l'UNICEF a établi que le montant net qui lui était dû était de 469,56 millions de dollars; le Comité estime toutefois que l'exactitude de ce chiffre n'est pas suffisamment garantie. Il avait noté des retards similaires dans l'obtention des déclarations certifiées lors de ses précédents audits;

b) *Anomalies dans le rapprochement des états financiers vérifiés et des déclarations de recettes et de dépenses.* La disparité des calendriers de présentation de rapports entraîne des écarts entre les états financiers vérifiés et les déclarations de recettes et de dépenses établies par les comités nationaux. Ces écarts devraient être certifiés par les commissaires aux comptes des comités et l'UNICEF devrait faire les rapprochements nécessaires pour vérifier l'exactitude des chiffres de

recettes inscrits dans ses propres états financiers. Pourtant, le Comité a relevé les lacunes ci-après :

- i) L'écart entre les recettes brutes inscrites dans les états financiers vérifiés 2010 des 36 comités nationaux et celles qui figurent dans les déclarations de recettes et dépenses pour la même année représente au total 234,09 millions de dollars. Le Comité a noté que, alors que ces états financiers et déclarations avaient été vérifiés/certifiés par les commissaires aux comptes des comités, le processus de rapprochement de l'écart constaté n'apparaissait pas dans les rapports certifiés;
- ii) L'examen par échantillonnage effectué par le Comité a révélé que l'UNICEF n'avait pas procédé au rapprochement des écarts constatés dans le cas de quatre comités nationaux dont les déclarations faisaient apparaître des recettes d'un montant supérieur à celui des états financiers vérifiés. Ces écarts s'établissaient au total à 5,36 millions de dollars, ce qui signifie que les recettes figurant dans les états financiers de l'UNICEF ont peut-être été surestimées du même montant;
- c) *Erreurs dans les déclarations de recettes et de dépenses de certains comités nationaux ou dans la constatation des produits par l'UNICEF.* Le Comité a examiné un échantillon d'états financiers et de déclarations de comités nationaux et en a conclu ce qui suit :

- i) Durant l'exercice 2010-2011, le Fonds des États-Unis pour l'UNICEF a inscrit dans sa déclaration de recettes et dépenses des contributions en nature à l'UNICEF pour une valeur de 181,82 millions de dollars, alors que le montant de ces contributions inscrit dans les états financiers de l'UNICEF n'était que de 1,31 million de dollars. Les vérifications faites par l'UNICEF à la demande du Comité ont révélé qu'une partie des contributions en nature, soit 153,32 millions de dollars, avait été faite non pas à l'UNICEF mais au Ministère de la santé d'un État membre pour un programme de lutte contre l'onchocercose, et que l'écart de 28,5 millions résultait surtout du fait que les dates de clôture des exercices de l'UNICEF et du Fonds des États-Unis ne coïncidaient pas;
- ii) Les déclarations de recettes et de dépenses du Comité national du Canada pour 2010 et 2011 (le rapport de 2010 a été certifié et celui de 2011 ne l'a pas été en raison de l'écart des dates de clôture d'exercice de l'UNICEF et du comité canadien) ont fait apparaître des contributions en nature à l'UNICEF pour un montant de 73,14 millions de dollars, alors qu'elles se montaient à seulement 15 260 dollars dans les états financiers de l'UNICEF. Un examen plus poussé a révélé que l'UNICEF avait reçu du comité canadien des contributions en nature d'une valeur de 40,34 millions de dollars (selon les calculs du comité lui-même). Les 32,8 millions restants ne lui avaient pas été remis car les montants indiqués par le Comité national dans ses déclarations de recettes et dépenses avaient été fondés sur son plan d'exécution. Étant donné que les méthodologies de valorisation utilisées étaient différentes, la propre évaluation de l'UNICEF concernant les contributions en nature n'était que de 0,19 million de dollars.

d) *Peu ou pas d'informations fournies à l'UNICEF quant aux 21,51 millions de dollars virés par les comités nationaux à d'autres entités :*

i) Le Comité a noté que, dans sa version révisée, l'accord de coopération entre l'UNICEF et le Fonds des États-Unis autorise le Fonds des États-Unis à utiliser sans restriction les dons qu'il recueille. Il s'écarte sensiblement de l'accord-type, qui n'accorde aux comités qu'un pouvoir très limité d'utilisation des fonds (25 %, plus les réserves convenues entre l'UNICEF et les comités nationaux). Le Comité a noté que les états financiers vérifiés du Fonds des États-Unis pour l'exercice clos le 30 juin 2011 faisaient apparaître des virements d'un montant de 14,05 millions au profit d'autres ONG, sans que l'UNICEF en ait été en quoi que ce soit notifié. À la date de l'audit, l'UNICEF n'était pas en mesure de fournir des éléments permettant de déterminer si oui ou non les fonds virés à d'autres ONG lui appartenaient;

ii) Il ressort des états financiers vérifiés du Comité national du Japon pour l'exercice clos le 31 mars 2011 que 7,46 millions de dollars provenant de dons n'ont pas été transférés à l'UNICEF mais ont au contraire été conservés par le comité japonais pour couvrir des dépenses liées au tremblement de terre et au tsunami. Il en résulterait une sous-déclaration de 7,46 millions de dollars aux rubriques tant recettes que dépenses des états financiers de l'UNICEF;

e) *Retards dans la remise des dons à l'UNICEF.* En 2007, le Comité national de la Norvège, en coopération avec la radiotélévision norvégienne, a recueilli 35,86 millions de dons pour l'UNICEF. Le Comité norvégien les a conservés dans ses réserves et les a progressivement virés à l'UNICEF entre 2008 et 2011 en vertu d'un accord avec la radiotélévision stipulant que les fonds collectés seraient déposés dans des banques norvégiennes et remis à l'UNICEF par tranches échelonnées sur cinq ans. À la date de l'audit, l'essentiel des fonds recueillis avaient été virés à l'UNICEF. Le Comité est préoccupé par la constatation tardive du produit revenant à l'UNICEF.

97. Compte tenu des lacunes mentionnées plus haut, le Conseil est d'avis que les accords entre les donateurs initiaux et les comités nationaux permettent à l'UNICEF de déterminer précisément à qui appartiennent les fonds recueillis par les comités nationaux.

98. Le Comité recommande que l'UNICEF : a) établisse des procédures pour surveiller plus étroitement les contributions (y compris en nature) de manière à garantir l'exhaustivité et l'exactitude des déclarations des recettes qui lui sont dues par les comités nationaux, notamment, mais sans s'y limiter, en obtenant des accords suffisants entre les comités nationaux et leurs donateurs, en examinant et améliorant au besoin les règles concernant les déclarations de recettes et de dépenses et en obtenant les états financiers vérifiés et les déclarations de recettes et dépenses certifiées dans les délais voulus; et b) communique davantage avec les comités nationaux pour faire en sorte que tous les fonds admissibles recueillis soient virés à l'UNICEF en temps voulu.

Application par les comités nationaux de taux de retenue élevés

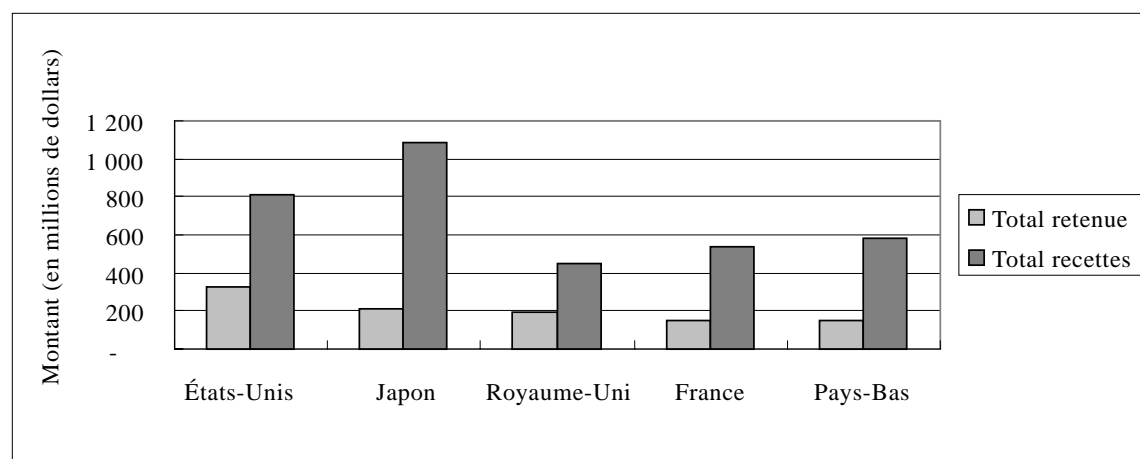
99. L'accord de coopération entre l'UNICEF et ses comités nationaux autorise actuellement les comités à conserver jusqu'à 25 % du montant brut de leurs recettes pour couvrir les dépenses afférentes à leurs activités. Le Comité a noté qu'au cours

de la période 2006-2011, les 36 comités nationaux avaient recueilli des dons d'un montant brut total de 7,07 milliards de dollars, sur lequel ils avaient retenu 2,02 milliards de dollars (29 %) pour couvrir leurs dépenses, soit un virement de 5,05 milliards de dollars (71 %) à l'UNICEF. À titre de comparaison, durant la même période, les bureaux de pays de l'UNICEF ont conservé moins de 10 % du produit brut de leurs collectes de fonds privés.

100. La figure II.I indique les cinq comités nationaux ayant retenu les montants les plus élevés durant la période 2006-2011 (virements aux réserves compris). Le Comité a noté que la somme totale de 1 026 millions de dollars retenue par ces cinq comités représentait 51 % de l'ensemble des fonds conservés par les comités nationaux.

Figure II.I

Montants retenus dans la période 2006-2011 : les cinq pays en tête

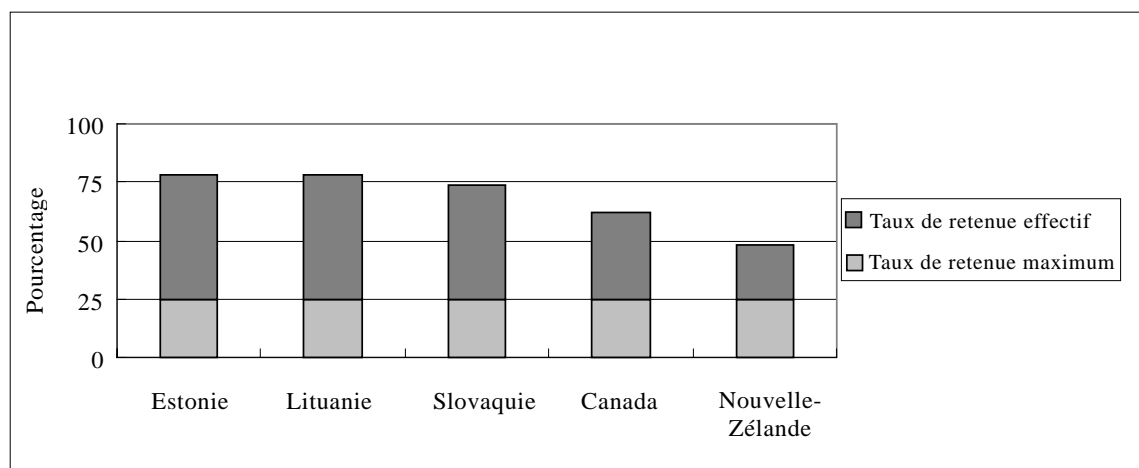


Source : Déclarations certifiées fournies par l'UNICEF.

101. De même, la figure II.II montre les cinq comités nationaux ayant appliqué les taux de retenue les plus élevés durant la période 2006-2011, soit de 23 % à 53 % supérieurs à la limite de 25 % fixée dans l'accord.

Figure II.II

Taux de retenue durant la période 2006-2011 : les cinq pays en tête



Source : Déclarations certifiées fournies par l'UNICEF.

102. Le Comité a noté en outre que la Division de la collecte de fonds et des partenariats privés de l'UNICEF avait elle-même encouru des dépenses en rapport avec les fonds recueillis par les comités nationaux, pour un montant total de 952,58 millions de dollars durant l'exercice 2010-2011, soit 33 % du produit total des collectes de fonds privés (2 881 millions de dollars). En d'autres termes, pour l'exercice 2010-2011, chaque contribution de 100 dollars provenant des donateurs a été ponctionnée de 33 % en moyenne pour couvrir les dépenses de collecte avant que les fonds soient disponibles pour les programmes de l'UNICEF, sans compter les autres coûts, notamment les dépenses de personnel de l'UNICEF liées à l'exécution des programmes.

103. Le Comité trouve que les montants prélevés par les comités nationaux sur les dons qu'ils recueillent sont élevés par rapport à ce qui se fait dans les bureaux de pays de l'UNICEF, ce qui limite d'autant les fonds disponibles pour les destinataires et risque aussi de compromettre la réputation du Fonds. Compte tenu du niveau élevé des dépenses liées aux collectes de fonds, l'UNICEF devrait réévaluer son mécanisme de collecte dans une optique d'efficacité et de cohérence.

Disparité des taux de retenue appliqués par les différents comités nationaux

104. Le Comité a noté que l'accord type de coopération fixait le taux minimum de contribution des comités nationaux à l'UNICEF à 75 % du produit brut des collectes, ce qui signifie que le taux de retenue devrait être au maximum de 25 %, alors que dans la pratique il varie sensiblement d'un comité national à l'autre. Ainsi, pour l'exercice 2010-2011, le taux de retenue le plus élevé était de 87 % alors que le plus faible tournait autour de 5 %, pour une moyenne générale de 27 %, soit 2 % de plus que le taux de retenue prévu dans l'accord de coopération.

105. Le Comité est très préoccupé par le manque de cohérence des taux de retenue, qui révèle des failles graves du contrôle financier et risque de se répercuter défavorablement sur le montant des fonds que reçoit l'UNICEF pour accomplir son mandat.

Faible taux de contribution des comités nationaux au titre des ventes de cartes de vœux et autres articles

106. Selon l'accord de coopération entre l'UNICEF et ses comités nationaux, les comités nationaux recueillent des dons au profit de l'UNICEF grâce à leur droit d'usage exclusif de l'emblème et de la marque du Fonds, mais ils sont aussi chargés de vendre des cartes de vœux et des produits-cadeaux qui produisent des recettes. Le produit de ces ventes est intégralement comptabilisé comme recettes dues à l'UNICEF, les comités pouvant retenir au maximum 25 % pour couvrir leurs dépenses.

107. Le chiffre d'affaires des ventes de cartes et articles-cadeaux de l'UNICEF par les comités nationaux a diminué de 49 % durant la période 2007-2011, passant de 142,77 millions de dollars en 2007 à 72,4 millions de dollars en 2011. Le nombre de comités nationaux affichant des taux de contribution sur les ventes de cartes supérieurs à 75 % est tombé de sept à trois durant la même période. Cinq des 36 comités nationaux ont même affiché des taux de contribution négatifs en 2010 et 2011 (entre -58,8 % et -5 %). Tout en notant que cette contribution négative est réduite en valeur absolue, soit 0,26 million de dollars (par rapport à un coût initial d'environ 1,19 million de dollars), le Comité trouve préoccupant que l'UNICEF ait donné à ces comités des cartes de vœux et articles-cadeaux gratuitement pour qu'ils les vendent mais n'ait rien perçu en retour, ce qui compromet sa capacité à maximiser ses ressources aux fins de l'exécution de son mandat.

108. L'UNICEF a expliqué que les principales raisons des taux de contribution négatifs des ventes des cinq comités étaient : a) un environnement économique difficile; et b) l'impact négatif à court terme du changement du modèle d'activité au milieu de l'année.

109. L'UNICEF a également expliqué qu'il avait pris note du problème et mis en place diverses mesures, avec notamment une analyse de rentabilité conduite en 2009 et des discussions en 2010 sur les initiatives à prendre avec les pays pour améliorer les ventes de cartes de vœux et d'articles-cadeaux. Nonobstant ces mesures, le Comité a noté une tendance continue à la baisse en 2010 et 2011.

Dépenses administratives élevées de certains comités nationaux

110. Selon l'accord de coopération entre l'UNICEF et ses comités nationaux, l'objectif premier des activités de collecte de fonds des comités nationaux consiste à maximiser la contribution financière nette aux programmes de l'UNICEF en faveur des enfants.

111. Le Comité a trouvé que les dépenses administratives figurant dans les états financiers de certains comités nationaux semblaient élevées par rapport à la moyenne constatée dans le secteur des organismes philanthropiques de leurs pays respectifs. C'est également l'une des raisons des taux de retenue élevés pratiqués par ces mêmes comités. Le Comité est d'avis que l'UNICEF devrait remettre en question plus activement les dépenses administratives des comités nationaux afin de maximiser les contributions à l'exécution de ses programmes en faveur des enfants.

112. Le Comité recommande que l'UNICEF : a) renforce la surveillance des dépenses administratives des comités nationaux en vue de maximiser les ressources à utiliser dans ses programmes pour les enfants; b) s'emploie en coopération avec les comités nationaux à réduire les dépenses occasionnées par

les collectes de dons privés afin de disposer de fonds supplémentaires pour accomplir son mandat; et c) suivre et vérifier en permanence les ventes de cartes postales et d'articles-cadeaux par les comités nationaux et prendre des mesures plus efficaces, fondées sur une analyse minutieuse des pertes et gains possibles, pour augmenter le produit net de ces ventes ou mettre un terme aux opérations en cas de pertes récurrentes.

Supervision inadéquate des activités des comités nationaux

Surveillance insuffisante des fonds convertis par les comités

113. L'UNICEF a établi des contrôles pour surveiller l'allocation et l'utilisation des fonds par les comités nationaux, mais la supervision des activités des comités nationaux exercée dans le cadre de l'accord de coopération s'est avérée insuffisante et doit être améliorée.

114. L'accord de coopération entre l'UNICEF et ses comités nationaux stipule que les comités ne peuvent convertir leurs ressources ordinaires (sans affectation spéciale) en autres ressources (affectées) que dans le strict respect des politiques approuvées par leurs organes directeurs et qu'ils doivent consulter l'UNICEF s'ils envisagent de convertir plus de 50 000 dollars.

115. Le Comité a constaté que l'UNICEF surveillait insuffisamment les conversions de fonds effectuées par les comités nationaux étant donné qu'il ignorait le montant total des fonds convertis ainsi que le nombre de conversions de plus de 50 000 dollars. L'UNICEF ne se renseignait pas non plus sur la question de savoir si les comités nationaux avaient notifié leurs donateurs des conversions de fonds et de leur justification.

116. Le Comité note que, alors que les accords de coopération stipulent que la politique de l'UNICEF consiste à maximiser le montant des fonds sans affectation préalable au profit des enfants, la latitude laissée aux comités nationaux en matière de conversions risque au contraire de réduire ces fonds et de diminuer la marge de manœuvre dont dispose l'UNICEF pour affecter des ressources à ses programmes. Par ailleurs, le fait de convertir des fonds sans en notifier les donateurs risque d'avoir un effet dissuasif sur les futurs donateurs de l'UNICEF.

117. Le Comité a noté en particulier que la version révisée de l'accord de coopération entre l'UNICEF et le Fonds des États-Unis accordait au Fonds américain le droit inconditionnel d'utiliser les dons recueillis au nom de l'UNICEF. Durant l'exercice 2010-2011, le Fonds des États-Unis a recueilli des dons de médicaments d'un montant de 377 millions de dollars pour l'éradication du trachome cécitant dans divers pays dans le cadre d'un programme mondial géré par une ONG, mais l'UNICEF n'a reçu, utilisé ou fourni aucun appui pour ces dons.

118. Le Comité estime que la marque et l'emblème de l'UNICEF couvrent tous les comités nationaux et s'inquiète de savoir que le Fonds ignore peut-être que des comités nationaux peuvent fort bien recueillir des dons prétendument en son nom et à son profit alors qu'en réalité ils en font profiter des programmes non UNICEF que l'UNICEF ne peut donc superviser de manière effective.

Suivi des activités des comités nationaux dans le domaine de la sensibilisation et de l'éducation pour le développement

119. L'accord-type de coopération entre l'UNICEF et ses comités nationaux autorise les comités à utiliser une partie des recettes qu'ils ont conservées pour mener des actions de sensibilisation aux droits de l'enfant et d'éducation pour le développement, tout en leur demandant de garder à l'esprit les considérations d'équilibre entre initiatives nationales et initiatives internationales. Le Comité a noté que l'UNICEF ignorait les coûts des activités de sensibilisation et d'éducation pour le développement conduites par les comités nationaux étant donné que les comités en question ne sont pas tenus de les divulguer dans les états financiers ou les déclarations de recettes et de dépenses qu'ils soumettent à l'UNICEF.

120. Le Comité est d'avis que l'UNICEF doit être au courant des coûts des activités de sensibilisation et d'éducation pour le développement des comités nationaux, de manière à ce qu'ils restent conformes à ses politiques et lui permettent de s'acquitter plus efficacement de son mandat.

Absence de surveillance des parties affiliées aux comités nationaux

121. Les parties affiliées sont des entités juridiques distinctes créées par des comités nationaux, qui en ont la tutelle. À la date de l'audit, cinq comités nationaux avaient établi une partie affiliée. Le Comité a noté que :

a) Les cinq parties affiliées existantes avaient utilisé la marque UNICEF (nom, emblème et autres biens propres) sans autorisation de l'UNICEF;

b) Aucune disposition n'existe en ce qui concerne la gestion et le contrôle des parties affiliées créées par le Fonds des États-Unis, le Comité national de la Suisse et le Comité national de la Nouvelle-Zélande, en raison de l'absence d'un plan stratégique conjoint convenu entre les comités nationaux et l'UNICEF;

c) À la date de l'audit, le Fonds des États-Unis et le Comité national du Royaume-Uni n'avaient pas soumis les statuts de leur partie affiliée à l'UNICEF.

122. Le Comité est préoccupé par le fait que le manque de supervision des parties affiliées soit susceptible d'exposer l'UNICEF à un risque réputationnel grave si les parties en question font un usage inapproprié de sa marque.

123. Le Comité recommande que l'UNICEF : a) renforce la surveillance des conversions de ressources ordinaires en autres ressources opérées par les comités nationaux de manière à maximiser le montant des fonds sans affectation spéciale dont il dispose, étudie la logique de la clause relative à la conversion des fonds figurant dans l'accord de coopération et surveille attentivement les dons recueillis sous son nom mais qui ne sont pas utilisés dans ses programmes, afin de ne pas mettre sa réputation en péril; b) demande à ses comités nationaux d'inscrire séparément dans leurs états de recettes et de dépenses les coûts afférents aux activités de sensibilisation et d'éducation pour le développement, et vérifie qu'ils utilisent les crédits alloués à la sensibilisation pour plaider la cause des enfants les plus défavorisés; c) en collaboration avec tous les comités nationaux, applique strictement les dispositions de l'accord de coopération pour faire en sorte que les parties affiliées aux comités soient dûment contrôlées.

6. État d'avancement de l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public

124. L'Assemblée générale a approuvé l'adoption des normes IPSAS dans sa résolution 60/283 et, comme d'autres organismes des Nations Unies, l'UNICEF avait prévu au départ de les adopter en 2010. En juin 2009, son Conseil d'administration a pris note de la proposition visant à reporter à 2012 la pleine adoption des normes IPSAS.

125. Le Comité a continué de suivre l'état d'avancement de l'application des normes IPSAS et a noté les efforts faits par l'UNICEF depuis l'exercice précédent pour que l'adoption procède en douceur, avec notamment : l'élaboration et la rédaction de 36 mémoires de politique comptable et de neuf notes d'orientation couvrant presque toutes les questions relatives aux normes IPSAS, la mise à jour du Règlement financier et des règles de gestion financière en 2011, avec entrée en vigueur en 2012, le lancement et la mise en service du système PGI VISION, le 1^{er} janvier 2012 comme prévu, et la migration de toutes les données dans le système VISION ainsi que rapportées par l'administration.

126. Le Comité a toutefois repéré un certain nombre de points à améliorer, à savoir :

a) *La gestion des atouts IPSAS pourrait être renforcée.* Tout en constatant qu'un système de gestion des résultats était déployé pour tirer parti des avantages du projet de GPI VISION, le Comité a également noté qu'il n'existait pas à ce jour de plan rigoureux et bien étayé pour exploiter les atouts des normes IPSAS. Il estime qu'un tel plan permettra à l'UNICEF de tirer le parti maximum de l'adoption des normes IPSAS;

b) *Un mémoire de politique comptable reste à achever.* Le Comité estime que les 36 mémoires de politique comptable établis par l'UNICEF sont conformes aux normes IPSAS, sauf celui qui concerne le traitement des fonds privés recueillis par les comités nationaux, qui ne lui semble pas entièrement conforme. La principale divergence entre le Comité et l'UNICEF concerne l'interprétation du rôle des comités nationaux. L'UNICEF voit essentiellement les comités nationaux comme des donateurs tandis que le Comité les considère comme des intermédiaires ou des agents qui recueillent des fonds au nom de l'UNICEF;

c) *Retards dans les processus de mise en service de VISION.* À la date de l'audit, la plupart des nouveaux processus relatifs au système VISION avaient procédé comme prévu, sauf trois dans les modules finances et administration, qui avaient été remis à plus tard. Le Comité se demande si l'absence de ces processus ne risque pas de compromettre l'efficacité de la gestion du budget et de la trésorerie et de retarder l'obtention des avantages attendus avec la mise en service du progiciel de gestion intégré;

d) *Lacunes dans la migration des données, le système de sécurité et les contrôles.* Lors de son audit préliminaire de 2011, le Comité avait observé dans le PGI des données centrales potentiellement redondantes et inactives; certains comptes de membres du personnel ayant cessé leur service n'avaient pas été fermés dans les délais prescrits après leur départ; certains utilisateurs avaient accès au PGI en violation du principe de la séparation des fonctions. Le Comité a été informé que l'UNICEF s'était employé à remédier à ces problèmes en actualisant les politiques et les procédures relatives aux autorisations d'accès au système PGI ainsi qu'à la mise en service. Il déterminera dans ses futurs audits si les carences susmentionnées

du progiciel de gestion intégré de la gouvernance, du risque et de la conformité conçu par SAP et nommé Approva ont été entièrement corrigées.

127. Le Comité recommande que l'UNICEF : a) envisage d'élaborer un plan de réalisation des atouts des normes IPSAS pour que les avantages à attendre de leur application puissent être pleinement exploités; b) poursuive ses concertations avec le Comité afin d'achever l'élaboration de son mémoire de politique comptable relatif au traitement des fonds privés recueillis par les comités nationaux.

128. Le Comité recommande également que l'UNICEF : a) se prononce en temps voulu sur les avantages de la mise en service des fonctionnalités différées du projet de PGI initial et, si nécessaire, accélère la mise en place de tous les processus du système PGI comme prévu; b) procède à la mise en service du système Approva pour gérer l'accès aux systèmes sensibles et poursuive le processus de gestion de la séparation des fonctions conformément à la politique relative aux contrôles internes.

7. Passation et gestion des marchés

129. Au cours de l'exercice 2010-2011, l'UNICEF a acheté pour 4,1 milliards de dollars de marchandises, soit 28 % de plus que durant l'exercice précédent (3,21 milliards de dollars). Les achats ont représenté 55 % du montant total de ses dépenses (7,42 milliards de dollars). Il a besoin de procédures d'achat efficaces pour mener à bien ses opérations et doit donc appliquer des procédures rigoureuses d'appel à la concurrence pour conclure les marchés aux meilleures conditions et réduire les risques de fraude.

Non-respect des règles relatives aux appels d'offres

130. Le manuel des achats de l'UNICEF prévoit que, sauf certaines exceptions, tous les achats doivent être le résultat d'un appel d'offres. Dans son rapport précédent (A/65/5/Add.2, par. 155), le Comité avait noté que cinq bureaux n'avaient pas respecté la règle de l'appel à la concurrence. Malgré quelques progrès, des situations similaires ont été observées lors des visites sur le terrain faites durant l'exercice 2010-2011. Ainsi, le Comité a examiné à la Division de la collecte de fonds privés et de partenariats un échantillon de 46 marchés; pour deux d'entre eux, d'une valeur évaluée à 160 294 dollars et 39 158 dollars respectivement, des sollicitations avaient été envoyées à plus de trois fournisseurs, mais seules deux propositions valides avaient été reçues. La Division avait poursuivi la procédure d'adjudication et dans les deux cas avait attribué le marché à l'un des deux soumissionnaires. Des faits similaires ont été observés au bureau de pays de l'Indonésie.

131. L'UNICEF a souscrit à la recommandation du Comité lui demandant de nouveau de s'assurer que ses bureaux se conforment strictement aux dispositions du manuel des achats relatives aux appels d'offres.

Retards dans la livraison des approvisionnements destinés aux programmes

132. Le manuel des achats de l'UNICEF stipule que tous les achats effectués à l'étranger ou localement doivent être livrés à leurs destinataires respectifs dans les délais requis. De plus, l'indicateur clef du PSMT 2006-2013 correspondant prévoit le respect à 100 % des délais de livraison des approvisionnements aux bureaux de

pays et aux partenaires du service d'approvisionnement. Les retards de livraison risquent d'avoir des effets défavorables sur la bonne exécution des activités des programmes ainsi qu'en termes de coûts.

133. Le Comité a examiné les fichiers d'approvisionnement et a noté des retards de livraison à la Division des approvisionnements, au bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, au bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et aux bureaux de pays du Nigéria et du Myanmar. Ainsi, durant l'exercice 2010-2011, 11 142 des commandes passées par la Division des approvisionnements (soit 23 % du total) ont été livrées avec des retards allant de un jour à un an, signe d'un déclin progressif de la ponctualité des livraisons au cours des deux dernières années. L'UNICEF a expliqué que les retards étaient essentiellement le fait des fournisseurs et des transitaires et s'expliquaient également par des délais d'acheminement irréalistes, la disponibilité limitée des produits et marchandises et des imprécisions dans les contrats quant aux conditions d'emballage ou de transport. Le Comité craint que les retards de livraison ne compromettent la bonne exécution des programmes de l'UNICEF dans les délais prescrits.

134. L'UNICEF a souscrit à la recommandation du Comité lui demandant de s'assurer que tous ses bureaux se rapprochent des fournisseurs afin de déterminer les raisons des retards et de prendre des mesures pour que les fournitures soient livrées dans les délais.

8. Gestion des biens

135. Les biens durables sont les biens et le matériel dont la valeur unitaire atteint ou dépasse 1 500 dollars au moment de l'achat et qui ont une durée de vie utile de cinq ans ou plus. Comme il est indiqué dans les notes afférentes aux états financiers, la valeur des biens durables s'établissait à 177 millions de dollars au 31 décembre 2011, en augmentation de 14 % par rapport à l'exercice précédent.

Couverture insuffisante de l'inventaire physique des biens durables

136. Les instructions de clôture de l'exercice 2011 stipulent que les bureaux de terrain doivent faire l'inventaire physique de leurs biens durables au plus tard le 30 novembre 2011 et en rapprocher les résultats des éléments figurant dans la base Lotus des biens durables. Si cet inventaire physique n'est pas exhaustif, la valeur des biens durables inscrite dans les notes afférentes aux états financiers risque de ne pas être exacte.

137. Le Comité a été informé que les bureaux de pays de la Côte d'Ivoire et du Libéria n'avaient pas fait l'inventaire physique de leurs biens durables, soit un montant de 5,38 millions de dollars (3 % du montant total de 177 millions de dollars), et avaient déclaré la valeur de ces biens au siège en se fondant uniquement sur les chiffres de la base de données à la fin de 2011. L'UNICEF a expliqué que l'inventaire avait été retardé à cause de la situation d'instabilité, de guerre et de crise qui caractérise l'environnement des deux bureaux, mais qu'il était prévu pour l'arrêté intermédiaire des comptes de 2012. Le Comité a également noté lors de sa mission sur le terrain que le bureau de pays de la Colombie n'avait pas fait d'inventaire physique de ses biens durables à la clôture de l'exercice 2010.

138. Le Comité recommande que l'UNICEF prenne des mesures pour s'assurer que les bureaux de pays procèdent à l'inventaire physique de leurs biens durables et en rapprochent les résultats des éléments contenus dans la base de données, et cela avant la fin de l'exercice dans toute la mesure possible.

Écarts entre les biens durables effectifs et les informations figurant dans les bases de données

139. Dans son rapport précédent (A/65/5/Add.2, par. 174 à 178), le Comité avait noté que les résultats des vérifications physiques effectuées au siège de l'UNICEF et dans neuf bureaux de terrain ne correspondaient pas aux informations contenues dans les bases de données. Il avait donc recommandé que l'UNICEF veille à l'exhaustivité et à l'exactitude des inventaires de biens durables. Depuis lors, l'UNICEF a certes renforcé ses procédures de gestion des biens durables, mais le Comité a néanmoins relevé des lacunes qui entachent l'exactitude des bases de données des biens ainsi que celle des informations données dans les notes afférentes aux états financiers :

a) *Retards dans l'enregistrement des acquisitions de biens durables.* Le Comité a noté au siège de l'UNICEF que des biens durables n'avaient pas été enregistrés dans la base de données avant d'être distribués aux utilisateurs. Ils étaient simplement ajoutés à la base lorsque les utilisateurs demandaient à la Division de la gestion financière et administrative de leur attribuer un numéro d'identification. En 2010, 54 biens d'une valeur de 371 856 dollars (soit 37 % au montant total des achats de biens durables en 2010) n'étaient pas dans la base de données à la fin de l'exercice. Comme le lui avait suggéré le Comité, l'UNICEF les a recherchés et a modifié la base de données en conséquence; il a également appliqué une procédure manuelle supplémentaire pour faire en sorte que les biens durables soient enregistrés rapidement dans la base de données en 2011. Des faits similaires ont été observés dans les bureaux de pays de Sri Lanka et du Mali. Le Comité a été informé qu'un module d'enregistrement automatique des achats de biens avait été inclus dans le système VISION et que les politiques et procédures en matière de biens durables avaient été révisées pour intégrer ce changement;

b) *Disparités entre les emplacements réels des biens et les indications de la base des données.* Au bureau de pays de l'Éthiopie, 25 des 60 biens durables faisant partie de l'échantillon examiné ont été trouvés dans des emplacements différents de ceux qui étaient indiqués dans la base de données, et 5 sont restés introuvables. Des faits similaires ont été observés aux bureaux de pays de l'Indonésie, du Nigéria et de Sri Lanka;

c) *Renseignements insuffisants sur les biens durables enregistrés dans la base de données.* Plus de 1 115 des 1 253 biens enregistrés dans la base de données du bureau de pays du Mali ne comportaient aucune information quant à leur durée de vie résiduelle, à leur valeur ou à leur détenteur. Des faits similaires ont été observés aux bureaux de pays de l'Égypte, de l'Éthiopie et de Sri Lanka.

140. Le Comité réitère ses recommandations précédentes préconisant que l'UNICEF fasse le nécessaire pour améliorer sa gestion des biens durables en veillant à l'exhaustivité et à l'exactitude des données enregistrées.

9. Consultants et vacataires

141. L'UNICEF fait appel à des consultants et à des vacataires lorsqu'il ne peut pas mobiliser immédiatement les capacités voulues ou des compétences précises au sein de son personnel. Il appartient dans ce cas aux chefs des bureaux/directeurs des divisions d'administrer les contrats, dans le cadre de certaines limites.

Sélection à partir d'une source unique

142. L'UNICEF ne peut recruter du personnel auprès d'une source unique que s'il peut être démontré qu'un consultant ou un vacataire est la seule source disponible pouvant fournir le service requis à un niveau de qualité et pour un coût acceptables, et/ou s'il peut être démontré qu'une vraie situation d'urgence exclut la possibilité de lancer un appel à candidatures. Le Comité est d'avis que la sélection des consultants et des vacataires d'une source unique doit rester l'exception et être pleinement justifiée sous peine d'entacher l'impartialité et la transparence du processus de sélection et d'exposer l'UNICEF à des choix d'un mauvais rapport qualité-prix, voire à un risque accru de fraude.

143. Durant l'exercice considéré, le Comité a de nouveau observé les lacunes ci-après dans la sélection des consultants et vacataires :

a) *Large utilisation de la source unique.* Quatre cent cinquante (soit 28 %) des 1 582 contrats passés par le siège de l'UNICEF avec des consultants et des vacataires, pour un montant total de 38,61 millions de dollars, ont résulté d'une recherche dans une source unique, le taux le plus élevé (82 %) étant observé à la Division de la gestion financière et administrative;

b) *Justifications insuffisantes du recours à la source unique.* Le Comité a examiné au siège de l'UNICEF un échantillon de 33 contrats de consultants et vacataires sélectionnés par l'approche de la source unique et a noté que les raisons invoquées pour justifier le recrutement de quatre consultants ne cadraient pas avec les prescriptions du Manuel des ressources humaines de l'UNICEF. Ainsi, la Division des programmes a fait valoir une situation d'urgence pour engager un consultant sélectionné en tant que source unique afin d'animer une réunion tenue en avril 2010. Le Comité a constaté que le calendrier des réunions figurait dans le plan de travail de 2010 et qu'un fonctionnaire de la section avait communiqué par courriel avec le consultant au sujet de ses émoluments 20 jours avant la date de la réunion en question. Ce détail montre bien qu'il ne s'agissait pas d'une urgence. Le Comité a également relevé que le consultant était un ancien fonctionnaire de rang supérieur (D-1) de l'UNICEF parti à la retraite en mars 2009. Par conséquent, ses émoluments étaient beaucoup plus élevés que ceux d'un animateur de réunion classique. Le Comité a observé des faits similaires dans ses audits du bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et des bureaux de pays de l'Éthiopie et de l'Indonésie.

144. **Le Comité réitère sa recommandation précédente préconisant que l'UNICEF se conforme strictement aux dispositions de son manuel des ressources humaines relatives aux processus de sélection, dans un souci de transparence, de justice et de mise en concurrence.**

Emploi de consultants sur une base continue

145. En règle générale, les consultants extérieurs sont engagés par une entité sur une base temporaire pour des services de conseil ou de consultation que les fonctionnaires ne peuvent fournir faute des compétences spécialisées nécessaires. Les bureaux de l'UNICEF sont autorisés à passer un contrat de consultance plutôt qu'un contrat d'emploi temporaire à durée déterminée s'il est avéré que les services ne seront pas requis pour une durée supérieure à trois mois. L'emploi de consultants de façon continue pour exécuter les tâches des fonctionnaires peut devenir un moyen de réduire les dépenses de personnel dans les états de comptes en les présentant comme des dépenses de consultance.

146. Le Comité a examiné un échantillon de 30 contrats de consultants et de vacataires au siège de l'UNICEF et a noté que trois consultants avaient été employés de façon continue à la Division des programmes. C'est ainsi par exemple qu'un consultant avait été sélectionné pour renforcer l'effectif du bureau du Directeur de la Division. La plupart de ses tâches étaient en fait des tâches ordinaires de fonctionnaire. Son contrat avait été prolongé plusieurs fois, si bien qu'il avait été employé de décembre 2009 à avril 2011. De plus, son contrat initial courait sur une période allant de décembre 2009 à mars 2010, c'est-à-dire supérieure à trois mois. Selon le Manuel des ressources humaines de l'UNICEF, les services auraient dû être assurés par du personnel temporaire engagé pour une période à durée déterminée et non par un consultant.

147. L'UNICEF a expliqué que des contraintes de financement obligeaient généralement les sections à compter davantage sur les consultants et les vacataires que sur les créations de postes ou l'engagement de personnel temporaire.

148. **L'UNICEF a souscrit à la recommandation du Comité lui demandant :**
a) de se conformer strictement aux dispositions de son manuel des ressources humaines lors de l'établissement des contrats de consultants et vacataires;
b) d'envisager d'employer du personnel temporaire au lieu de recourir à des consultants ou des vacataires si les services sont requis de manière continue pendant plus de trois mois.

149. **L'UNICEF a également souscrit à la recommandation du Comité lui demandant :**
a) de procéder à un examen complet des fonctions exercées actuellement par les consultants afin d'identifier celles qui sont requises en permanence;
b) de mobiliser des fonds suffisants pour financer les postes qui sont jugés nécessaires en permanence.

C. Informations fournies par la Direction

1. Comptabilisation en pertes de liquidités, de créances et de biens

150. Conformément à sa règle de gestion financière 113.9, l'UNICEF a signalé au Comité que 21,76 millions de dollars (30,71 millions de dollars en 2008-2009) avaient été comptabilisés en pertes au cours de l'exercice biennal 2010-2011, dont 16,02 millions de contributions à recevoir considérées comme irrécouvrables. Des stocks et autres biens d'une valeur de 5,74 millions de dollars ont été comptabilisés en pertes parce que certains stocks étaient obsolètes et que les sommes à recevoir des autres organismes et du personnel étaient considérées comme irrécouvrables.

2. Versements à titre gracieux

151. Conformément à sa règle de gestion financière 113.9, l'UNICEF a informé le Comité qu'il avait fait trois versements à titre gracieux, pour un montant de 2,34 millions de dollars, répartis comme suit : a) 1,64 million de dollars d'indemnités de cessation de service à plusieurs agents temporaires engagés pour des périodes à durée déterminée et comptant de longues années de service, lors de la fermeture d'un entrepôt; b) 682 743 dollars à plusieurs anciens fonctionnaires d'un État Membre ayant travaillé dans un bureau de pays en vertu d'un accord de déploiement avant de faire partie du personnel de l'UNICEF, pour inscription rétroactive au fonds de pension des Nations Unies; c) 20 000 dollars à un consultant victime d'une maladie causée par un vaccin administré en vue d'un voyage pour raisons de service.

3. Cas de fraude ou de présomption de fraude

152. Conformément au paragraphe 6 c) i) de l'annexe au Règlement financier et aux règles de gestion financière des Nations Unies, l'UNICEF a signalé 32 cas de fraude ou de présomption de fraude au Comité pour l'exercice 2010-2011. Ces affaires ont entraîné des pertes financières d'un montant de 5,52 millions de dollars, sur lesquelles l'UNICEF, avait pu recouvrer 302 768,43 dollars au 4 mai 2012 (voir tableau II.6).

Tableau II.6

Cas de fraude et de présomptions de fraude signalés pour l'exercice 2010-2011

(En dollars des États-Unis)

	<i>Nombre de cas</i>	<i>Montant de la perte</i>	<i>Montant recouvré^a</i>
Vol	11	457 136,94	201 453,00
Fraude	21	5 058 292,87	101 315,43
Total	32	5 515 429,81	302 768,43

Source : Données fournies par l'UNICEF.

^a Données du Bureau de la vérification interne des comptes.

153. Les 21 cas de fraude ont donné lieu à des pertes d'un montant total de 5,06 millions de dollars, dont 4,05 millions de dollars (soit 80 %) sont imputables à un seul bureau de pays. Les enquêtes des autorités locales et de l'UNICEF étaient en cours à la date de l'audit.

154. Les 11 cas de vol signalés concernaient principalement des vols de marchandises dans des entrepôts. C'est ainsi que des moustiquaires d'une valeur totale de 212 574 dollars ont été dérobées dans l'entrepôt du bureau de pays de la République centrafricaine en 2010. Le Département de la sûreté et de la sécurité n'avait pas identifié les voleurs à la date de l'audit.

D. Remerciements

155. Le Comité tient à remercier le Directeur général et le personnel du Fonds des Nations Unies pour l'enfance de l'aide qu'ils ont apportée à ses équipes et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve.

Le Vérificateur général
des comptes de la Chine,
Président du Comité
des commissaires aux comptes
(Vérificateur principal)
(*Signé*) **Liu Jiayi**

Le Vérificateur général
des comptes de l'Afrique du Sud
(*Signé*) Terence **Nombembe**

Le Vérificateur général des comptes
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
(*Signé*) Amyas **Morse**

30 juin 2012

Annexe I

État d'avancement de l'application des recommandations pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009

Sujet	Exercice au cours duquel la recommandation a été faite la première fois		Recommandation intégralement appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Total	Mention dans le présent rapport
	Paragraphe du rapport						
Réviser le plan de communication et de formation relatif aux normes IPSAS (recommandation visant le siège de New York)	22	2008-2009	X			1	
Obtenir les états financiers vérifiés des partenaires d'exécution (recommandation visant tous les bureaux extérieurs)	26	2008-2009	X			1	
Adopter un traitement comptable des transferts de fonds tel que les sommes versées d'avance aux partenaires d'exécution soient comptabilisées comme des avances et non comme des dépenses (recommandation visant le siège de New York)	36	2008-2009	X			1	
Faire en sorte que les dépenses indirectes liées à la prestation de services d'achat puissent être correctement affectées et imputées aux frais de gestion (recommandation visant la Division des approvisionnements)	40	2008-2009		X		1	
Procéder au suivi et à la mise à jour du tableau des autorisations relatives aux documents, du tableau des pouvoirs et de la liste de signataires autorisés afin d'en garantir la cohérence (recommandation visant tous les bureaux extérieurs)	45	2006-2007 Par. 69	X			1	
Mettre en place un dispositif de contrôle pour l'approbation des factures de fret d'un montant inférieur à 50 000 dollars	50	2008-2009	X			1	
Rapprocher les soldes créditeurs et débiteurs figurant dans les comptes de l'UNICEF et dans ceux des autres organismes des Nations Unies (recommandation visant le siège de New York)	54	2008-2009	X			1	
Indiquer la valeur de tous les terrains et les critères d'évaluation employés (recommandation visant le siège de New York)	58	2008-2009	X			1	

<i>Sujet</i>	<i>Paragraphe du rapport</i>	<i>Exercice au cours duquel la recom- mandation a été faite la première fois</i>	<i>Recommandation intégralement appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>	<i>Total</i>	<i>Mention dans le présent rapport</i>
Faire figurer dans les états financiers proprement dits les engagements au titre des prestations liées à la cessation de service (recommandation visant le siège de New York)	62	2006-2007 Par. 114		X		1	
Faire le nécessaire pour assurer l'exactitude des données utilisées pour calculer les prestations liées à la cessation de service (recommandation visant le siège de New York)	71	2008-2009	X			1	
Constituer des réserves suffisantes pour financer les prestations liées à la cessation de service (recommandation visant le siège de New York)	75	2006-2007 Par. 114		X		1	
Envisager de revoir la méthode d'évaluation des obligations au titre des jours de congé (recommandation visant le siège de New York)	84	2008-2009			X	1	
Créer des stages de formation pour le personnel; mettre en place un mécanisme permettant de suivre l'exécution du budget (recommandation visant le siège de New York)	96	2008-2009	X			1	
Fournir l'appui nécessaire aux bureaux affichant des taux de report élevés et contrôler le respect des délais de présentation des demandes de report de crédits (recommandation visant le siège de New York)	102	2008-2009	X			1	
Définir des règles régissant le processus de remboursement (recommandation visant le siège de New York)	106	2008-2009	X			1	
Organiser et réaliser des activités de suivi et de contrôle relatives aux transferts de fonds (recommandation visant tous les bureaux de pays)	115	2008-2009	X			1	
Redoubler d'efforts pour régulariser les transferts de fonds en instance depuis longtemps (recommandation visant le siège de New York et tous les bureaux extérieurs)	123	2006-2007 Par. 61	X			1	
Obtenir des reçus officiels lors des transferts de fonds (recommandation visant tous les bureaux extérieurs)	128	2006-2007 Par. 52	X			1	

Sujet	Exercice au cours duquel la recom- mandation a été faite la première		Recommandation intégralement appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Total	Mention dans le présent rapport
	Paragraphe du rapport	fois					
S'assurer que toutes les évaluations sont présentées et notées dans les délais prévus (recommandation visant le siège de New York)	134	2008-2009	X			1	
Renforcer l'appui apporté par les bureaux régionaux aux bureaux de pays (recommandation visant tous les bureaux régionaux)	138	2008-2009	X			1	
Renforcer l'établissement et l'exécution des plans de gestion annuels (recommandation visant tous les bureaux de pays)	142	2008-2009		X		1	
Améliorer le taux d'exécution des plans intégrés de suivi et d'évaluation (recommandation visant tous les bureaux de pays)	145	2008-2009		X		1	Oui
Établir des mécanismes permettant de vérifier la mise en œuvre des recommandations formulées lors des visites sur le terrain (recommandation visant tous les bureaux extérieurs)	149	2008-2009	X			1	
Actualiser en temps voulu le plan de préparation et d'intervention concernant les situations d'urgence (recommandation visant tous les bureaux de pays)	153	2008-2009	X			1	
Respecter plus strictement la procédure d'appel d'offres et archiver les justificatifs dans les cas où la procédure n'a pas été utilisée (recommandation visant tous les bureaux extérieurs)	158	2008-2009		X		1	Oui
Prévoir dans les bons de commande des pénalités sanctionnant les retards de livraison (recommandation visant tous les bureaux)	163	2008-2009			X	1	
Communiquer les rapports de réception de vaccins à la Division des approvisionnements dans le délai spécifié dans le manuel des achats (recommandation visant tous les bureaux de pays)	168	2008-2009	X			1	
Mettre à jour la base de données des fournisseurs (recommandation visant tous les bureaux extérieurs)	172	2008-2009		X		1	Oui
Améliorer la gestion des biens durables (recommandation visant tous les bureaux)	177	2008-2009		X		1	Oui

<i>Sujet</i>	<i>Paragraphe du rapport</i>	<i>Exercice au cours duquel la recom- mandation a été faite la première fois</i>	<i>Recommandation intégralement appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>	<i>Total</i>	<i>Mention dans le présent rapport</i>
Accélérer la liquidation des biens durables (recommandation visant le Bureau régional pour l'Asie du Sud et le Bureau régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe)	181	2008-2009	X			1	
Gérer les matériels stockés proches de la fin de leur vie utile (recommandation visant la Division des approvisionnements)	185	2008-2009	X			1	
Éviter que les fournitures soient stockées pendant de longues périodes et arrivent à leur date d'expiration (recommandation visant les bureaux du Niger et du Sénégal)	188	2008-2009	X			1	
Améliorer les conditions de stockage des fournitures destinées aux programmes (recommandation visant tous les bureaux de pays)	192	2008-2009	X			1	
Faire le nécessaire pour pourvoir les postes vacants restants (recommandation visant tous les bureaux)	195	2008-2009		X		1	
Imposer aux services ou divisions demandeurs des délais précis pour la communication des recommandations concernant les candidats présélectionnés (recommandation visant le siège de New York)	200	2008-2009	X			1	
Instituer un mécanisme de suivi du taux global d'établissement des rapports d'évaluation des résultats professionnels (recommandation visant le siège de New York)	205	2008-2009	X			1	
Améliorer la sélection des consultants et vacataires (recommandation visant tous les bureaux)	211	2002-2003 Par. 181		X		1	Oui
Améliorer l'évaluation du comportement professionnel des consultants et des vacataires (recommandation visant tous les bureaux de pays)	216	2008-2009		X		1	Oui
Fermer les comptes d'utilisateurs dans les délais prescrits (recommandation visant tous les bureaux)	220	2008-2009	X			1	
Établir et faire appliquer des directives ou des procédures précises pour améliorer la sécurité physique	222	2008-2009	X			1	

<i>Sujet</i>	<i>Paragraphe du rapport</i>	<i>Exercice au cours duquel la recom- mandation a été faite la première fois</i>	<i>Recommandation intégralement appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>	<i>Total</i>	<i>Mention dans le présent rapport</i>
des centres de données (recommandation visant les bureaux du Niger et du Cambodge)							
Achever rapidement l'exécution du projet PGI-VISION One conformément au plan de travail (recommandation visant le siège de New York)	226	2008-2009	X			1	
Appliquer plus rapidement les recommandations des auditeurs internes (recommandation visant le siège de New York et les bureaux régionaux)	233	2008-2009		X		1	
Renforcer les activités de promotion et de communication auprès des bailleurs de fonds actuels et potentiels, afin d'accroître les ressources ordinaires et les fonds thématiques mondiaux (recommandation visant le siège de New York et la Division de la collecte de fonds et des partenariats dans le secteur privé)	240	2008-2009	X			1	
Respecter rigoureusement les dispositions relatives à la proportion des recettes que les comités nationaux sont autorisés à conserver (recommandation visant la Division de la collecte de fonds et des partenariats dans le secteur privé)	245	2006-2007 Par. 189		X		1	
Accélérer les négociations avec les comités nationaux pour que les plans stratégiques communs soient signés le plus rapidement possible (recommandation visant la Division de la collecte de fonds et des partenariats dans le secteur privé)	247	2008-2009		X		1	
Présenter les rapports aux donateurs conformément aux accords conclus avec eux (recommandation visant tous les bureaux extérieurs)	252	2006-2007 Par. 42		X		1	
Se conformer strictement au Manuel de politiques et procédures de programmation pour l'élaboration et la présentation des rapports aux donateurs (recommandation visant tous les bureaux extérieurs)	255	2008-2009	X			1	

<i>Sujet</i>	<i>Paragraphe du rapport</i>	<i>Exercice au cours duquel la recom- mandation a été faite la première fois</i>	<i>Recommandation intégralement appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>	<i>Total</i>	<i>Mention dans le présent rapport</i>
Contrôler et évaluer les rapports des bureaux de pays aux donateurs (recommandation visant tous les bureaux régionaux)	258	2008-2009	X			1	
Établir un programme de voyages conformément aux dispositions du manuel d'administration de l'UNICEF (recommandation visant tous les bureaux)	261	2008-2009	X			1	
Veiller à ce que les demandes d'autorisation de voyage soient présentées deux semaines au moins avant la date de départ prévue (recommandation visant tous les bureaux)	267	2008-2009	X			1	
Nombre total de recommandations par état d'avancement	–		33	15	2	50	
En pourcentage	–		66	30	4	100	

Annexe II

Éléments indiquant que l'UNICEF a un rôle de mandant

<i>Domaine</i>	<i>L'UNICEF est responsable au premier chef de la fourniture des biens ou de la prestation des services achetés</i>	<i>Les actifs de l'UNICEF sont exposés à des risques importants</i>	<i>La fixation des prix relève de l'UNICEF</i>	<i>L'UNICEF est fortement exposé au risque de crédit de ses partenaires</i>	<i>Conclusion</i>
Programme des administrateurs auxiliaires	Vrai	Vrai	Vrai	Faux	Mandant
Libye	Vrai	Vrai	Vrai	Faux	Mandant
Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants	Vrai	Vrai	Vrai	Faux	Mandant
Articles stockés	Vrai	Vrai	Vrai	Faux	Mandant

Source : Documents communiqués par l'UNICEF.

Annexe III

Analyse du rôle des comités nationaux dans les activités de collecte de fonds auprès du secteur privé au regard de la Norme comptable internationale IAS 18

<i>Critère</i>	<i>Analyse du Comité</i>	<i>Conclusion du Comité</i>
Responsabilité principale quant à la fourniture de biens ou la prestation de services au client ou à l'exécution de la commande	On peut considérer que l'activité consistant à exploiter des donations pour mettre en œuvre des programmes et, le cas échéant, faire rapport au donateur est la principale tâche en matière de collecte de fonds. La responsabilité n'en incombe pas aux comités nationaux mais à l'UNICEF.	L'UNICEF est responsable au premier chef de la mise en œuvre des activités de programme.
Risque d'inventaire	s.o.	s.o.
Pouvoir de décision en matière de fixation directe ou indirecte des prix	Dans le cadre de la collecte de fonds, le pouvoir de fixer les prix doit être compris comme la capacité de déterminer le niveau des contributions des donateurs. L'UNICEF a procédé, sur la base de ses plans stratégiques, à une estimation préalable des fonds dont il aurait globalement besoin; le montant des fonds qu'il est possible de lever dépend de la bonne réputation de l'UNICEF ainsi que du crédit dont jouissent les comités nationaux et de leur connaissance de la situation locale.	L'UNICEF et les comités nationaux partagent le pouvoir de fixer le « prix », à savoir le niveau des donations.
Risque de crédit du client	Les comités nationaux n'assument en rien le risque de crédit des donateurs puisqu'ils ne transfèrent à l'UNICEF que les fonds dont ils disposent, et rien ne permet de penser qu'ils transféreront les montants correspondant à des promesses de donateurs si celles-ci ne sont pas tenues. En revanche, l'UNICEF doit assumer le risque de ne pas disposer des fonds suffisants pour mener à bien ses programmes.	Le risque de crédit pèse sur l'UNICEF.
Conclusion générale du Comité	L'UNICEF joue le rôle de mandant en ce qui concerne les activités de collecte de fonds dans le secteur privé, et les comités nationaux celui de mandataire.	

Notes :

1. Étant donné que les Normes comptables du système des Nations Unies ne comportent aucune disposition relative à la collecte de fonds dans le secteur privé et autorisent les entités à appliquer les normes comptables internationales en tant que de besoin, le Comité applique les critères les plus pertinents de la Norme comptable internationale IAS 18 pour comptabiliser les produits relatifs à la coopération établie avec les comités nationaux en vue de collecter des fonds dans le secteur privé. Pour appliquer à la collecte de fonds le critère portant sur la relation mandant-mandataire établi dans la Norme comptable internationale IAS 18, il faut transposer à ce type d'opération des critères mis au point pour des opérations commerciales.
2. On trouve dans l'accord type de coopération entre l'UNICEF et les comités nationaux les deux dispositions ci-après, qui montrent que les comités jouent le rôle de mandataire dans l'opération de collecte de fonds auprès du secteur privé :
 - a) La disposition 11 prévoit que les comités nationaux lèvent des fonds au nom et au bénéfice de l'UNICEF, dans l'intérêt – en dernier ressort – des enfants;
 - b) La disposition 14 autorise les comités nationaux à conserver jusqu'à 25 % de leurs recettes brutes pour financer leurs activités, ce qui implique que les sommes qu'ils conservent sont, de fait, des commissions de mandataire.

Chapitre III

Rapport financier pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

Introduction

1. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) fait tenir ci-après le rapport financier sur ses comptes, assorti de 10 états, 3 tableaux et 2 annexes. Les états I à IV sont présentés conformément aux modèles adoptés par le Conseil des chefs de secrétariat en vue de l'harmonisation des comptes des organismes des Nations Unies. Le rapport financier récapitule les résultats financiers des activités de l'UNICEF pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011.

Recettes

2. Le montant total des recettes de l'UNICEF pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élève à 7 355 millions de dollars. Les recettes se répartissent comme suit : 2 005 millions de dollars au titre des ressources ordinaires, 3 364 millions de dollars au titre des autres ressources affectées aux opérations ordinaires et 1 986 millions de dollars au titre des autres ressources affectées aux opérations d'urgence. L'origine de ces recettes se décompose comme suit : 59 % (4 305 millions de dollars) proviennent de gouvernements et d'organismes intergouvernementaux; 31 % (2 276 millions de dollars) des campagnes de collecte de fonds, de la vente de cartes de vœux et d'articles-cadeaux, et de dons d'organisations non gouvernementales et de particuliers; 9 % (664 millions de dollars) de mécanismes interorganisations; et 1 % (110 millions de dollars) de sources diverses, notamment les intérêts créditeurs et les ajustements et gains de change nets.

Dépenses

3. Les dépenses de l'UNICEF pour l'exercice biennal se sont élevées à 7 424 millions de dollars imputés, au titre de l'assistance au titre des programmes, sur les ressources ordinaires pour 1 586 millions de dollars, sur les autres ressources affectées aux opérations ordinaires pour 3 337 millions de dollars et sur les autres ressources affectées aux opérations d'urgence pour 1 903 millions de dollars, le reste étant réparti comme suit : 556 millions de dollars pour le budget net d'appui biennal et 42 millions de dollars pour la sécurité.

Dons en nature gérés par l'UNICEF pour le compte de tiers

4. Durant l'exercice, l'UNICEF a livré pour le compte de tiers, des fournitures d'un montant total estimé à 153 millions de dollars. Bien qu'elles soient gérées par les services administratifs du Fonds, ces opérations financées par des partenaires extérieurs ne sont pas comptabilisées dans les états financiers de l'UNICEF.

Fonds d'affectation spéciale

5. En ce qui concerne les fonds d'affectation spéciale, les encaissements se chiffrent à 2 084 millions de dollars et les décaissements et engagements de dépenses à 2 025 millions de dollars pour l'exercice biennal 2010-2011. Les fonds d'affectation spéciale ne sont pas pris en compte dans les recettes de l'UNICEF : ils correspondent à des ressources affectées à des fins particulières que diverses entités

(gouvernements, autres organismes des Nations Unies et organisations non gouvernementales, notamment) versent au Fonds pour financer l'achat de fournitures principalement, mais aussi pour que le Fonds assure des services en leur nom; ils comprennent également des fonds que versent des gouvernements, dans le cadre d'un parrainage, pour couvrir les dépenses liées au Programme des administrateurs auxiliaires.

Disponibilités et placements

6. Au 31 décembre 2011, le montant total des disponibilités et des placements de l'UNICEF était de 3 081 millions de dollars, y compris le solde inutilisé des fonds d'affectation spéciale (499 millions de dollars). Quelque 2 536 millions de dollars se trouvaient sur des comptes de dépôt à terme rémunérés, 350 millions de dollars prenaient la forme de placements et 194 millions de dollars étaient en dépôt sur des comptes courants. Le montant total de l'encaisse se chiffrait à 1 million de dollars.

Programmes approuvés

7. En 2010-2011, le Conseil d'administration a approuvé un montant de 7 018 millions de dollars au titre de programmes dans des pays avec lesquels l'UNICEF coopère, ainsi que de projets régionaux et interrégionaux. Ce montant comprend 1 606 millions de dollars pour les programmes financés par les ressources ordinaires et 3 405 millions de dollars pour les programmes financés par les autres ressources affectées aux opérations ordinaires, ainsi que 2 007 millions de dollars pour les programmes financés par des promesses de contribution aux ressources affectées aux opérations d'urgence.

Le Directeur général du Fonds
des Nations Unies pour l'enfance
(Signé) Anthony **Lake**

Chapitre IV

États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

A. États financiers

Recettes, dépenses et variation des réserves et des soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

		2010-2011			2008-2009	
		Ressources ordinaires	Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)	Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)	Total	Total
Recettes						
Contributions volontaires						
De gouvernements et d'organismes intergouvernementaux	(Tableau 1)	1 222 095	1 995 266	1 126 360	4 343 721	3 994 944
À déduire : versement au budget d'appui biennal	(Note 3 et tableau 1)	(38 338)			(38 338)	(36 095)
		1 183 757	1 995 266	1 126 360	4 305 383	3 958 849
De sources non gouvernementales et privées	(Tableau 1)	2 996	1 028 600	536 408	1 568 004	1 162 064
Fonds reçus au titre de mécanismes interorganisations	(Tableau 1)	1	340 432	323 010	663 443	552 132
Division Collecte de fonds et partenariats privés	(Note 4)	708 372			708 372	740 051
Recettes diverses						
Intérêts créditeurs		62 340			62 340	170 032
Recettes accessoires	(Note 5)	37 029			37 029	33 907
Ajustements et gains de change nets	(Note 6)	10 068			10 068	(7 023)
Total des recettes		2 004 563	3 364 298	1 985 778	7 354 639	6 610 012
Dépenses						
Assistance au titre des programmes ^a	(État VII)	1 585 722	3 337 277	1 903 517	6 826 516	5 751 588
Appui biennal net	(État IV)					
Appui aux programmes		389 305			389 305	367 828
Gestion et administration		166 857			166 857	171 511
Sécurité	(État IV)	41 632			41 632	32 850
Total des dépenses		2 183 516	3 337 277	1 903 517	7 424 310	6 323 777

		2010-2011			2008-2009
		Ressources ordinaires	Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)	Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)	Total
(Déficit) excédent		(178 953)	27 021	82 261	(69 671)
Sommes comptabilisées en charges et ajustements sur exercices antérieurs	(Note 7)	(1 960)	3 329	4 605	5 974
Provision pour créances irrécouvrables	(Note 8)	1 198	(229)	2 122	3 091
(Déficit) excédent net		(178 191)	23 921	75 534	(78 736)
Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier		825 979	1 431 615	403 582	2 661 176
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations		16 838			16 838
Dotation à la réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service	(Note 9)	(60 000)			(60 000)
Soldes des réserves au 1 ^{er} janvier	(Note 9)	267 372			267 372
Augmentation des réserves	(Note 9)	83 510			83 510
Réserves et soldes des fonds au 31 décembre		955 508	1 455 536	479 116	2 890 160

^a Le montant total des dépenses d'assistance au titre des programmes pour 2010-2011 comprend 343 millions de dollars qui correspondent au reclassement de dépenses d'appui biennal, dont 19 millions de dollars au titre de recouvrements liés aux activités d'emballage et de manutention et 324 millions de dollars au titre des coûts indirects facturés par l'UNICEF dans le cadre de la gestion de projets.

Les notes explicatives font partie intégrante du présent état et il convient de s'y reporter.

État II

Actif, passif, réserves et solde des fonds au 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

		2011	2009
Actif			
Encaisse et dépôts à terme	(Note 10)	2 731 441	2 138 491
Placements	(Note 11)	350 000	838 952
Débiteurs			
Contributions à recevoir	(Note 12 et tableau 2)	330 306	329 723
À déduire : provision pour contributions à recevoir non recouvrables	(Note 8)	(9 459)	(11 163)
Montant net des contributions à recevoir		320 847	318 560
Débiteurs divers nets	(Note 13)	337 081	441 654
Stocks	(Note 14)	42 749	43 791
Terrains et bâtiments	(Note 15)	19 402	18 625
Total de l'actif		3 801 520	3 800 073
Passif			
Contributions et autres paiements reçus d'avance	(Note 16)	28 225	19 901
Engagements non réglés	(Note 17)	271 395	264 378
Créditeurs	(Note 18)	47 067	86 041
Fonds d'affectation spéciale	(Note 19 et tableau 3)	499 490	447 722
Régime d'assurance maladie du personnel recruté localement	(Note 20)	65 183	53 483
Total du passif		911 360	871 525
Réserves et soldes des fonds			
Réserves			
Pour les services d'achats	(Note 9)	2 000	2 000
Pour l'assurance	(Note 9)	115	115
Pour les immobilisations	(Note 9)	27 365	27 286
Pour l'assurance maladie après la cessation de service	(Note 9)	270 000	210 000
Pour les prestations dues à la cessation de service	(Note 9)	51 402	27 971
Total des réserves		350 882	267 372
Soldes des fonds			
Ressources ordinaires		604 626	825 979
Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)		1 455 536	1 431 615

	2011	2009
Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)	479 116	403 582
Total des soldes des fonds	2 539 278	2 661 176
Total des réserves et des soldes des fonds	2 890 160	2 928 548
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	3 801 520	3 800 073

Les notes explicatives font partie intégrante du présent état et il convient de s'y reporter.

État III

Flux de trésorerie de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2009
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement		
(Déficit) excédent net	(78 736)	249 367
Augmentation des contributions à recevoir	(583)	(78 435)
(Diminution) augmentation de la provision pour contributions à recevoir non recouvrables	(1 704)	6 163
Diminution des débiteurs divers	104 573	12 922
Diminution des stocks	1 042	2 288
Augmentation (diminution) des contributions et autres paiements reçus d'avance	8 324	(20 599)
Diminution des comptes créditeurs	(38 974)	(37 404)
Augmentation du solde du régime d'assurance maladie du personnel recruté localement	11 700	6 461
Augmentation (diminution) des engagements non réglés	7 017	(9 346)
À déduire : intérêts créditeurs	(62 340)	(170 032)
Flux nets de trésorerie provenant du fonctionnement	(49 681)	(38 615)
Flux de trésorerie provenant des activités de placement		
Diminution (augmentation) des placements	488 952	(393 952)
Augmentation de la rubrique Terrains et bâtiments	(777)	(794)
À ajouter : intérêts créditeurs	62 340	170 032
Flux nets de trésorerie provenant des activités de placement	550 515	(224 714)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations	16 838	28 987
Augmentation des soldes des fonds d'affectation spéciale	51 768	133 152
Dotation à la réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service	60 000	60 000
Prélèvements sur les ressources ordinaires	(60 000)	(60 000)
Augmentation de la rubrique Immobilisations	79	160
Augmentation de la réserve pour les prestations dues à la cessation de service	23 431	9 692
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	92 116	171 991
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts à terme	592 950	(91 338)
Encaisse et dépôts à terme au 1^{er} janvier	2 138 491	2 229 829
Encaisse et dépôts à terme au 31 décembre	2 731 441	2 138 491

État IV

État des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2010-2011, au 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Crédits ouverts			Dépenses				Crédits ouverts	
	Montant initial	Montant supplémentaire	Transferts et ajustements	Montant révisé	Appui aux programmes	Gestion et administration	Sécurité	Total	Solde inutilisé
Appui aux programmes									
Bureaux de pays et bureaux régionaux	488 265		(16 400)	471 865	456 099			456 099	15 766
Siège	167 710		28 840	196 550	192 337			192 337	4 213
Total partiel	655 975		12 440	668 415	648 436			648 436	19 979
Gestion et administration ^a	319 025		(12 440)	306 585		292 461		292 461	14 124
Total partiel	975 000			975 000	648 436	292 461		940 897	34 103
Sécurité	31 200	4 280	9 593	45 073			41 632	41 632	3 441
Total	1 006 200	4 280	9 593	1 020 073	648 436	292 461	41 632	982 529	37 544
Dépenses					648 436	292 461	41 632	982 529	
À déduire : Recouvrements au titre des activités d'emballage et de manutention					19 049			19 049	
Recouvrements d'autres ressources affectées aux opérations ordinaires et aux opérations d'urgence					223 483	100 405		323 888	
Commissions au titre de l'administration des fonds d'affectation spéciale non liés à des passations de marchés et du programme des administrateurs auxiliaires						3 460		3 460	
Contributions des gouvernements au titre des dépenses locales					546			546	
Prélèvement sur les recettes au titre du remboursement de l'impôt national sur le revenu					16 053	21 739		37 792	
Total partiel					259 131	125 604		384 735	
Montant net des dépenses					389 305	166 857	41 632	597 794	

^a Le montant total des dépenses de gestion et d'administration en 2010-2011 ne comprend pas les dépenses de personnel et de fonctionnement de la Division Collecte de fonds et partenariats privés, lesquelles s'élèvent à 136 millions de dollars (voir la note 4).

État V

**Recettes et autres rentrées de fonds, dépenses et décaissements,
et variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal
clos le 31 décembre 2011**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2010-2011				2008-2009	
	Ressources ordinaires	Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)	Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)	Fonds d'affectation spéciale	Total	Total
Soldes d'ouverture	825 979	1 431 615	403 582	438 242	3 099 418	2 747 450
Recettes et rentrées de fonds	2 004 563	3 364 298	1 985 778	2 084 301	9 438 940	8 595 811
Fonds disponibles	2 830 542	4 795 913	2 389 360	2 522 543	12 538 358	11 343 261
Dépenses et décaissements	(2 183 516)	(3 337 277)	(1 903 517)	(2 025 453)	(9 449 763)	(8 175 962)
Sommes comptabilisées en charges et ajustements sur exercices antérieurs	1 960	(3 329)	(4 605)		(5 974)	(30 705)
Provision pour créances irrécouvrables	(1 198)	229	(2 122)		(3 091)	(6 163)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations	16 838				16 838	28 987
Dotation à la réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service	(60 000)				(60 000)	(60 000)
Soldes de clôture	604 626	1 455 536	479 116	497 090	3 036 368	3 099 418

État VI

**État au 31 décembre 2011 des engagements approuvés
et des crédits ouverts**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>		<i>Total</i>
		<i>Ressources affectées aux opérations ordinaires</i>	<i>Ressources affectées aux opérations d'urgence</i>	
Solde inutilisé des fonds alloués aux programmes				
Au 1 ^{er} janvier 2010	2 550 328	1 600 583	425 820	4 576 731
Engagements approuvés par le Conseil d'administration				
Nouveaux programmes ou nouvelles ouvertures de crédits	1 485 559			1 485 559
Programmes complémentaires	116 273	3 405 535	2 006 839	5 528 647
Sommes comptabilisées en charges et ajustements sur exercices antérieurs		(3 329)	(4 605)	(7 934)
Solde inutilisé du budget d'appui biennal	(37 544)			(37 544)
Soldes inutilisés de programmes arrivés à échéance	(142 597)			(142 597)
Recouvrements imputés au compte budgétaire	(384 735)			(384 735)
Total partiel	3 587 284	5 002 789	2 428 054	11 018 127
Dépenses	2 183 516	3 337 277	1 903 517	7 424 310
Solde inutilisé des fonds alloués aux programmes				
Au 31 décembre 2011	1 403 768	1 665 512	524 537	3 593 817
Provision pour contributions à recevoir non recouvrables	(1 213)	(5 338)	(7 705)	(14 255)
Soldes des fonds au 31 décembre 2011	(604 626)	(1 455 536)	(479 116)	(2 539 278)
Engagements à imputer sur les recettes futures	797 929	204 638	37 717	1 040 284

État VII

État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 : ressources ordinaires, autres ressources affectées aux opérations ordinaires et autres ressources affectées aux opérations d'urgence

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i>	<i>Total des programmes et crédits</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Afrique					
Afrique du Sud	16 562	22 682	39 244	27 578	11 666
Angola	54 116	43 312	97 428	72 654	24 774
Bénin	28 728	19 403	48 131	28 042	20 089
Botswana	5 124	2 728	7 852	5 206	2 646
Burkina Faso	27 646	108 875	136 521	67 504	69 017
Burundi	55 976	12 195	68 171	34 788	33 383
Cameroun	11 181	27 283	38 464	27 307	11 157
Cap-Vert	1 531	1 856	3 387	2 641	746
Comores	3 213	5 260	8 473	6 390	2 083
Congo	14 222	20 877	35 099	18 632	16 467
Côte d'Ivoire	36 473	49 407	85 880	66 682	19 198
Érythrée	12 908	35 926	48 834	38 036	10 798
Éthiopie	105 299	439 497	544 796	288 197	256 599
Gabon	3 859	1 487	5 346	4 611	735
Gambie	4 723	2 975	7 698	7 091	607
Ghana	26 628	90 905	117 533	60 947	56 586
Guinée	16 985	56 794	73 779	44 651	29 128
Guinée-Bissau	10 156	32 501	42 657	30 001	12 656
Guinée équatoriale	3 576	1 450	5 026	1 955	3 071
Kenya	67 267	108 619	175 886	138 248	37 638
Lesotho	19 798	4 565	24 363	21 442	2 921
Libéria	28 695	57 037	85 732	55 891	29 841
Madagascar	41 243	85 340	126 583	100 348	26 235
Malawi	36 486	95 482	131 968	82 337	49 631
Mali	59 809	32 580	92 389	61 692	30 697
Maurice	25	(25)			
Mauritanie	10 162	18 094	28 256	21 903	6 353
Mozambique	25 174	144 729	169 903	92 394	77 509
Namibie	6 529	9 689	16 218	9 681	6 537
Niger	82 983	77 748	160 731	117 934	42 797
Nigéria	160 741	123 011	283 752	222 167	61 585

	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i>	<i>Total des programmes et crédits</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Ouganda	129 886	39 305	169 191	88 246	80 945
République centrafricaine	10 707	46 066	56 773	39 855	16 918
République démocratique du Congo	126 428	348 135	474 563	355 568	118 995
République-Unie de Tanzanie	39 577	105 719	145 296	65 466	79 830
Rwanda	37 126	29 762	66 888	50 922	15 966
Sao Tomé-et-Principe	1 621	432	2 053	1 953	100
Sénégal	14 847	25 538	40 385	33 960	6 425
Sierra Leone	39 508	87 989	127 497	94 369	33 128
Somalie	41 373	424 188	465 561	328 025	137 536
Swaziland	4 919	11 594	16 513	10 911	5 602
Tchad	21 884	85 403	107 287	92 514	14 773
Togo	16 071	13 761	29 832	20 848	8 984
Zambie	22 774	86 733	109 507	50 250	59 257
Zimbabwe	87 561	246 948	334 509	255 122	79 387
Coopération régionale	13 874	63 918	77 792	22 876	54 916
Total pour la région	1 585 974	3 347 773	4 933 747	3 267 835	1 665 912
Amériques et Caraïbes					
Argentine	9 779	22 901	32 680	21 988	10 692
Barbade	212		212		212
Belize	2 586	1 900	4 486	3 301	1 185
Bolivie (État plurinational de)	11 371	25 574	36 945	24 092	12 853
Brésil	9 673	38 133	47 806	36 376	11 430
Chili	1 209	8 178	9 387	7 986	1 401
Colombie	12 196	33 705	45 901	28 365	17 536
Costa Rica	2 854	2 381	5 235	3 924	1 311
Cuba	6 155	4 493	10 648	6 902	3 746
El Salvador	3 094	7 905	10 999	6 049	4 950
Équateur	7 720	5 326	13 046	7 964	5 082
Guatemala	14 445	13 414	27 859	20 122	7 737
Guyana	3 004	3 582	6 586	5 398	1 188
Haïti	19 322	364 035	383 357	291 762	91 595
Honduras	6 990	3 130	10 120	8 980	1 140
Jamaïque	4 238	2 359	6 597	4 912	1 685
Mexique	6 757	7 840	14 597	11 329	3 268
Nicaragua	10 614	10 380	20 994	16 300	4 694
Panama	1 457	6 029	7 486	3 554	3 932
Paraguay	2 440	3 322	5 762	3 804	1 958
Pérou	3 278	24 995	28 273	13 910	14 363

	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i>	<i>Total des programmes et crédits</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
République dominicaine	3 053	11 625	14 678	12 186	2 492
Uruguay	822	9 035	9 857	4 418	5 439
Venezuela (République bolivarienne du)	4 352	3 702	8 054	6 389	1 665
Coopération régionale	11 869	7 100	18 969	14 144	4 825
Total pour la région	159 490	621 044	780 534	564 155	216 379
Asie de l'Est et Pacifique					
Cambodge	25 729	68 354	94 083	42 828	51 255
Chine	38 377	82 676	121 053	59 847	61 206
Îles du Pacifique	27 471	20 793	48 264	27 843	20 421
Indonésie	56 547	73 179	129 726	82 147	47 579
Malaisie	2 408	9 590	11 998	5 554	6 444
Mongolie	3 940	12 309	16 249	9 886	6 363
Myanmar	34 803	121 259	156 062	83 501	72 561
Papouasie-Nouvelle-Guinée	11 405	19 263	30 668	12 309	18 359
Philippines	18 203	39 799	58 002	44 545	13 457
République démocratique populaire lao	13 305	27 342	40 647	21 571	19 076
République populaire démocratique de Corée	10 142	63 927	74 069	44 029	30 040
Thaïlande	7 236	20 206	27 442	18 521	8 921
Timor-Leste	13 183	26 706	39 889	19 842	20 047
Viet Nam	19 543	25 919	45 462	36 695	8 767
Coopération régionale	1 932	27 242	29 174	7 625	21 549
Total pour la région	284 224	638 564	922 788	516 743	406 045
Asie du Sud					
Afghanistan	218 298	143 986	362 284	227 993	134 291
Bangladesh	100 649	107 385	208 034	146 095	61 939
Bhoutan	5 620	9 001	14 621	9 537	5 084
Inde	185 949	181 461	367 410	269 983	97 427
Maldives	1 909	5 187	7 096	2 776	4 320
Népal	19 059	53 320	72 379	52 102	20 277
Pakistan	107 104	389 480	496 584	373 103	123 481
Sri Lanka	45 966	54 461	100 427	62 439	37 988
Coopération régionale	7	213	220	176	44
Total pour la région	684 561	944 494	1 629 055	1 144 204	484 851
Moyen-Orient et Afrique du Nord					
Algérie	4 214	3 802	8 016	3 288	4 728
Djibouti	5 940	12 065	18 005	12 694	5 311

	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i>	<i>Total des programmes et crédits</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Égypte	9 755	11 715	21 470	14 512	6 958
Enfants et femmes palestiniens	13 639	50 596	64 235	46 987	17 248
Iran (République islamique d')	4 398	4 619	9 017	6 621	2 396
Iraq	55 592	72 186	127 778	78 850	48 928
Jordanie	11 993	5 772	17 765	14 069	3 696
Koweït					
Liban	7 810	2 128	9 938	4 957	4 981
Maroc	5 581	7 165	12 746	8 767	3 979
Oman	976	1 552	2 528	1 942	586
République arabe syrienne	15 982	9 485	25 467	19 820	5 647
Soudan	89 473	340 441	429 914	342 806	87 108
Tunisie	1 849	4 219	6 068	4 201	1 867
Yémen	17 792	86 716	104 508	49 996	54 512
Coopération régionale	7 804	13 396	21 200	10 496	10 704
Total pour la région	252 798	625 857	878 655	620 006	258 649
Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants					
Albanie	4 416	13 296	17 712	12 240	5 472
Arménie	5 161	1 329	6 490	2 523	3 967
Azerbaïdjan	1 401	8 220	9 621	3 722	5 899
Bélarus	1 843	4 335	6 178	2 852	3 326
Bosnie-Herzégovine	11 495	8 676	20 171	12 399	7 772
Bulgarie	3 234	4 120	7 354	4 334	3 020
Croatie	1 786	3 230	5 016	2 821	2 195
Ex-République yougoslave de Macédoine	7 234	4 047	11 281	6 357	4 924
Fédération de Russie	4 617	11 956	16 573	16 359	214
Géorgie	8 327	16 755	25 082	14 331	10 751
Kazakhstan	7 770	3 491	11 261	4 366	6 895
Kirghizistan	2 081	18 946	21 027	16 526	4 501
Kosovo (Serbie)	2 461	11 334	13 795	9 051	4 744
Monténégro	1 852	3 082	4 934	3 220	1 714
Ouzbékistan	22 490	6 902	29 392	14 930	14 462
République de Moldova	4 806	5 162	9 968	6 547	3 421
Roumanie	3 709	4 592	8 301	4 849	3 452
Serbie	6 234	9 095	15 329	7 806	7 523
Tadjikistan	16 300	5 935	22 235	11 892	10 343
Turkménistan	5 402	1 072	6 474	2 911	3 563
Turquie	7 272	22 590	29 862	13 098	16 764

	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i>	<i>Total des programmes et crédits</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Ukraine	5 408	3 379	8 787	7 229	1 558
Coopération régionale	6 434	6 610	13 044	8 222	4 822
Total pour la région	141 733	178 154	319 887	188 585	131 302
Assistance mondiale					
Grippe aviaire	505	4 539	5 044	3 304	1 740
Centre de recherche Innocenti	10 635	2 389	13 024	7 408	5 616
Fonds de programmation pour les secours d'urgence	133 813	(58 813)	75 000	41 546	33 454
Programmes multinationaux	306 596	517 294	823 890	472 438	351 452
Vaccination	1 202	(37)	1 165	292	873
Total de l'assistance mondiale	452 751	465 372	918 123	524 988	393 135
Total de l'assistance au titre des programmes^a	3 561 531	6 821 258	10 382 789	6 826 516	3 556 273
Budget d'appui					
Appui aux programmes	655 975		655 975	648 436	7 539
Gestion et administration	319 025		319 025	292 461	26 564
Sécurité	40 200	4 873	45 073	41 632	3 441
Recouvrements imputés au compte budgétaire		(384 735)	(384 735)	(384 735)	
Total du budget d'appui	1 015 200	(379 862)	635 338	597 794	37 544
Total	4 576 731	6 441 396	11 018 127	7 424 310	3 593 817

^a Comprend un montant de 19 millions de dollars au titre de recouvrements liés aux activités d'emballage et de manutention et un montant de 324 millions de dollars au titre des coûts indirects facturés par l'UNICEF dans le cadre de la gestion de projets.

État VII.1

État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 : ressources ordinaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i>	<i>Total des programmes et crédits</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Afrique					
Afrique du Sud	1 442	3 296	4 738	2 395	2 343
Angola	27 825	(291)	27 534	15 899	11 635
Bénin	19 398	3 621	23 019	13 674	9 345
Botswana	3 826	99	3 925	1 639	2 286
Burkina Faso	17 679	78 704	96 383	35 701	60 682
Burundi	49 965	(104)	49 861	19 977	29 884
Cameroun	7 060	12 631	19 691	13 244	6 447
Cap-Vert	910	750	1 660	1 500	160
Comores	2 637	77	2 714	1 945	769
Congo	5 780	1 742	7 522	4 020	3 502
Côte d'Ivoire	23 631	4 872	28 503	21 247	7 256
Érythrée	3 603	4 424	8 027	5 105	2 922
Éthiopie	44 632	199 239	243 871	82 756	161 115
Gabon	1 137	394	1 531	1 560	(29)
Gambie	2 195	809	3 004	2 778	226
Ghana	9 870	56 669	66 539	19 955	46 584
Guinée	8 570	15 180	23 750	16 107	7 643
Guinée-Bissau	4 293	2 332	6 625	4 815	1 810
Guinée équatoriale	2 435	(4)	2 431	915	1 516
Kenya	32 832	1 449	34 281	25 424	8 857
Lesotho	3 389	123	3 512	2 515	997
Libéria	9 801	5 699	15 500	10 103	5 397
Madagascar	13 454	23 782	37 236	24 622	12 614
Malawi	13 195	7 403	20 598	20 400	198
Mali	36 124	2 482	38 606	28 548	10 058
Maurice	25	(25)			
Mauritanie	2 412	2 846	5 258	4 996	262
Mozambique	328	96 151	96 479	32 345	64 134
Namibie	1 051	1 719	2 770	1 702	1 068
Niger	67 901	2 584	70 485	40 978	29 507
Nigéria	115 681	(7 674)	108 007	106 435	1 572
Ouganda	107 365	(19)	107 346	43 040	64 306

	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i>	<i>Total des programmes et crédits</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
République centrafricaine	4 822	5 999	10 821	9 781	1 040
République démocratique du Congo	84 086	86 663	170 749	117 050	53 699
République-Unie de Tanzanie	23 749	85 047	108 796	41 087	67 709
Rwanda	24 694	(235)	24 459	21 237	3 222
Sao Tomé-et-Principe	1 328	270	1 598	1 505	93
Sénégal	6 837	6 605	13 442	13 078	364
Sierra Leone	9 766	18 303	28 069	19 400	8 669
Somalie	2 102	52 880	54 982	19 438	35 544
Swaziland	921	4 339	5 260	2 055	3 205
Tchad	11 932	15 615	27 547	26 559	988
Togo	9 399	879	10 278	8 125	2 153
Zambie	9 401	42 702	52 103	17 456	34 647
Zimbabwe	8 026	22 994	31 020	11 810	19 210
Total pour la région	837 509	863 021	1 700 530	914 921	785 609
Amériques et Caraïbes					
Argentine	3 388	34	3 422	1 583	1 839
Belize	1 634	984	2 618	2 058	560
Bolivie (État plurinational de)	4 032	130	4 162	2 910	1 252
Brésil	2 041	373	2 414	1 707	707
Chili	250	1 528	1 778	1 574	204
Colombie	2 908	396	3 304	1 877	1 427
Costa Rica	1 716	437	2 153	1 961	192
Cuba	1 855	131	1 986	1 675	311
El Salvador	1 427	3 206	4 633	1 652	2 981
Équateur	3 858	175	4 033	1 755	2 278
Guatemala	4 497	123	4 620	1 801	2 819
Guyana	998	629	1 627	1 696	(69)
Haïti	5 758	1 590	7 348	5 794	1 554
Honduras	2 232	292	2 524	1 794	730
Jamaïque	1 400	632	2 032	1 897	135
Mexique	1 978	150	2 128	1 805	323
Nicaragua	2 868	(51)	2 817	1 823	994
Panama	906	3 874	4 780	1 791	2 989
Paraguay	1 717	825	2 542	1 702	840
Pérou	1 478	878	2 356	2 057	299
République dominicaine	1 551	209	1 760	1 756	4
Uruguay	263	4 752	5 015	1 647	3 368

	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i>	<i>Total des programmes et crédits</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Venezuela (République bolivarienne du)	2 022	1 063	3 085	2 601	484
Coopération régionale	7 116	702	7 818	7 944	(126)
Total pour la région	57 893	23 062	80 955	54 860	26 095
Asie de l'Est et Pacifique					
Cambodge	7 951	32 842	40 793	14 356	26 437
Chine	15 586	51 013	66 599	21 184	45 415
Îles du Pacifique	17 234	270	17 504	11 686	5 818
Indonésie	7 382	28 166	35 548	12 562	22 986
Malaisie	829	3 731	4 560	1 140	3 420
Mongolie	2 042	970	3 012	2 245	767
Myanmar	18 562	83 598	102 160	33 737	68 423
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4 553	4 441	8 994	3 043	5 951
Philippines	812	7 458	8 270	6 925	1 345
République démocratique populaire lao	3 199	9 370	12 569	4 541	8 028
République populaire démocratique de Corée	559	11 763	12 322	4 532	7 790
Thaïlande	2 802	(70)	2 732	1 982	750
Timor-Leste	3 603	335	3 938	2 287	1 651
Viet Nam	4 840	3 250	8 090	7 940	150
Total pour la région	89 954	237 137	327 091	128 160	198 931
Asie du Sud					
Afghanistan	158 744	693	159 437	77 793	81 644
Bangladesh	25 116	20 281	45 397	45 412	(15)
Bhoutan	2 582	424	3 006	2 248	758
Inde	84 895	38 920	123 815	85 203	38 612
Maldives	1 118	3 652	4 770	1 714	3 056
Népal	8 259	15 281	23 540	15 994	7 546
Pakistan	20 078	36 684	56 762	34 738	22 024
Sri Lanka	2 519	773	3 292	1 798	1 494
Total pour la région	303 311	116 708	420 019	264 900	155 119
Moyen-Orient et Afrique du Nord					
Algérie	2 625	3 131	5 756	2 192	3 564
Djibouti	2 495	538	3 033	1 841	1 192
Égypte	5 609	6 186	11 795	7 110	4 685
Enfants et femmes palestiniens	36	16 847	16 883	8 543	8 340
Iran (République islamique d')	385	3 395	3 780	3 343	437
Iraq	3 087	8 040	11 127	5 393	5 734

	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i>	<i>Total des programmes et crédits</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Jordanie	2 086	318	2 404	1 626	778
Liban	3 781	267	4 048	1 559	2 489
Maroc	2 739	334	3 073	2 478	595
Oman	1	100	101	100	1
République arabe syrienne	2 431	229	2 660	1 771	889
Soudan	22 522	15 025	37 547	25 016	12 531
Tunisie	1 364	639	2 003	1 706	297
Yémen	7 528	37 166	44 694	14 548	30 146
Coopération régionale	44	230	274	29	245
Total pour la région	56 733	92 445	149 178	77 255	71 923
Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants					
Albanie	751	4 499	5 250	1 499	3 751
Arménie	4 662	100	4 762	1 518	3 244
Azerbaïdjan	366	5 451	5 817	2 082	3 735
Bélarus	927	3 802	4 729	1 525	3 204
Bosnie-Herzégovine	3 943	530	4 473	2 102	2 371
Bulgarie	2 274	310	2 584	1 550	1 034
Croatie	188	569	757	743	14
Ex-République yougoslave de Macédoine	4 506	560	5 066	2 059	3 007
Fédération de Russie	1 370	535	1 905	1 859	46
Géorgie	881	3 758	4 639	1 651	2 988
Kazakhstan	5 605	492	6 097	2 346	3 751
Kirghizistan	1 154	1 118	2 272	2 227	45
Kosovo (Serbie)	894	3 098	3 992	3 373	619
Monténégro	1 502	160	1 662	1 654	8
Ouzbékistan	20 136	867	21 003	7 481	13 522
République de Moldova	1 449	812	2 261	1 766	495
Roumanie	2 425	200	2 625	1 557	1 068
Serbie	872	3 207	4 079	1 422	2 657
Tadjikistan	12 587	646	13 233	4 544	8 689
Turkménistan	5 268	360	5 628	2 065	3 563
Turquie	1 275	4 670	5 945	2 148	3 797
Ukraine	1 371	1 038	2 409	2 182	227
Coopération régionale	1 386	1 376	2 762	2 179	583
Total pour la région	75 792	38 158	113 950	51 532	62 418

	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i>	<i>Total des programmes et crédits</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des crédits alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Assistance mondiale					
Fonds de programmation pour les secours d'urgence	82 839	(7 839)	75 000	41 546	33 454
Programmes multinationaux	30 360	54 126	84 486	52 548	31 938
Vaccination	737		737		737
Total de l'assistance mondiale	113 936	46 287	160 223	94 094	66 129
Total de l'assistance au titre des programmes	1 535 128	1 416 818	2 951 946	1 585 722	1 366 224
Budget d'appui					
Appui aux programmes	655 975		655 975	648 436	7 539
Gestion et administration	319 025		319 025	292 461	26 564
Sécurité	40 200	4 873	45 073	41 632	3 441
Recouvrements imputés au compte budgétaire		(384 735)	(384 735)	(384 735)	
Total du budget d'appui	1 015 200	(379 862)	635 338	597 794	37 544
Total	2 550 328	1 036 956	3 587 284	2 183 516	1 403 768

État VII.2

État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 : autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programme et annulations</i>	<i>Total des programmes</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Afrique					
Afrique du Sud	15 120	19 386	34 506	25 183	9 323
Angola	25 943	43 689	69 632	56 574	13 058
Bénin	9 287	13 810	23 097	12 665	10 432
Botswana	1 298	2 629	3 927	3 566	361
Burkina Faso	7 082	26 506	33 588	25 639	7 949
Burundi	5 262	8 143	13 405	9 968	3 437
Cameroun	4 112	12 927	17 039	12 311	4 728
Cap-Vert	494	1 106	1 600	1 014	586
Comores	575	5 184	5 759	4 445	1 314
Congo	6 918	15 242	22 160	11 384	10 776
Côte d'Ivoire	12 066	21 794	33 860	27 686	6 174
Érythrée	6 482	16 507	22 989	16 725	6 264
Éthiopie	37 595	152 599	190 194	115 178	75 016
Gabon	2 722	1 093	3 815	3 051	764
Gambie	2 524	2 089	4 613	4 236	377
Ghana	16 734	33 601	50 335	40 358	9 977
Guinée	7 621	41 102	48 723	27 250	21 473
Guinée-Bissau	5 699	30 217	35 916	25 194	10 722
Guinée équatoriale	1 141	1 455	2 596	1 041	1 555
Kenya	21 218	40 860	62 078	45 660	16 418
Lesotho	16 311	4 272	20 583	18 659	1 924
Libéria	14 459	32 615	47 074	28 660	18 414
Madagascar	26 092	59 330	85 422	71 874	13 548
Malawi	23 202	87 757	110 959	61 566	49 393
Mali	12 989	29 267	42 256	21 784	20 472
Mauritanie	5 943	11 841	17 784	13 115	4 669
Mozambique	24 826	48 396	73 222	59 807	13 415
Namibie	4 938	7 715	12 653	7 237	5 416
Niger	8 270	27 352	35 622	26 579	9 043
Nigéria	45 060	111 693	156 753	99 764	56 989
Ouganda	14 258	33 153	47 411	30 995	16 416
République centrafricaine	3 764	26 659	30 423	15 503	14 920

	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total des programmes</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
République démocratique du Congo	30 197	134 460	164 657	112 974	51 683
République-Unie de Tanzanie	16 023	20 494	36 517	24 396	12 121
Rwanda	13 199	29 230	42 429	29 685	12 744
Sao Tomé-et-Principe	286	162	448	448	
Sénégal	7 089	18 463	25 552	20 138	5 414
Sierra Leone	29 658	60 830	90 488	70 224	20 264
Somalie	20 232	78 366	98 598	76 436	22 162
Swaziland	4 003	7 250	11 253	8 856	2 397
Tchad	4 928	28 787	33 715	23 248	10 467
Togo	6 589	12 085	18 674	11 649	7 025
Zambie	13 138	44 147	57 285	32 492	24 793
Zimbabwe	40 448	166 469	206 917	152 761	54 156
Coopération régionale	7 393	8 429	15 822	10 873	4 949
Total pour la région	583 188	1 579 161	2 162 349	1 498 851	663 498
Amériques et Caraïbes					
Argentine	6 391	22 867	29 258	20 405	8 853
Belize	952	916	1 868	1 244	624
Bolivie (État plurinational de)	7 333	23 666	30 999	19 413	11 586
Brésil	7 632	37 750	45 382	34 663	10 719
Chili	959	2 894	3 853	2 715	1 138
Colombie	9 154	30 561	39 715	24 258	15 457
Costa Rica	1 140	1 942	3 082	1 963	1 119
Cuba	3 748	4 353	8 101	4 666	3 435
El Salvador	1 587	3 045	4 632	3 028	1 604
Équateur	3 862	5 151	9 013	6 209	2 804
Guatemala	10 010	10 855	20 865	16 277	4 588
Guyana	2 006	2 953	4 959	3 702	1 257
Haïti	12 914	10 764	23 678	14 777	8 901
Honduras	4 496	2 796	7 292	6 882	410
Jamaïque	2 839	1 726	4 565	3 015	1 550
Mexique	4 752	7 690	12 442	9 497	2 945
Nicaragua	7 460	10 022	17 482	13 996	3 486
Panama	551	2 155	2 706	1 763	943
Paraguay	723	2 497	3 220	2 102	1 118
Pérou	1 867	24 080	25 947	11 891	14 056
République dominicaine	1 333	2 614	3 947	1 855	2 092
Uruguay	559	4 283	4 842	2 771	2 071

	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total des programmes</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Venezuela (République bolivarienne du)	2 326	2 639	4 965	3 788	1 177
Coopération régionale	3 557	4 587	8 144	4 469	3 675
Total pour la région	98 151	222 806	320 957	215 349	105 608
Asie de l'Est et Pacifique					
Cambodge	17 780	34 545	52 325	28 185	24 140
Chine	10 646	22 222	32 868	19 344	13 524
Îles du Pacifique	9 785	20 365	30 150	15 822	14 328
Indonésie	29 324	43 569	72 893	47 917	24 976
Malaisie	1 593	5 845	7 438	4 414	3 024
Mongolie	1 898	8 759	10 657	5 283	5 374
Myanmar	11 331	31 307	42 638	38 390	4 248
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6 501	14 827	21 328	8 920	12 408
Philippines	12 887	20 508	33 395	24 774	8 621
République démocratique populaire lao	8 832	17 232	26 064	15 219	10 845
République populaire démocratique de Corée	2 311	38 137	40 448	26 164	14 284
Thaïlande	4 501	20 277	24 778	16 539	8 239
Timor-Leste	9 383	26 408	35 791	17 395	18 396
Viet Nam	14 703	22 669	37 372	28 755	8 617
Coopération régionale	994	(6)	988	988	
Total pour la région	142 469	326 664	469 133	298 109	171 024
Asie du Sud					
Afghanistan	31 627	121 141	152 768	113 429	39 339
Bangladesh	75 237	85 805	161 042	99 168	61 874
Bhoutan	2 939	7 681	10 620	6 568	4 052
Inde	99 834	142 610	242 444	183 935	58 509
Maldives	1 048	1 278	2 326	1 062	1 264
Népal	9 666	36 599	46 265	33 583	12 682
Pakistan	48 703	84 267	132 970	88 818	44 152
Sri Lanka	21 592	22 893	44 485	26 502	17 983
Coopération régionale	32	(32)			
Total pour la région	290 678	502 242	792 920	553 065	239 855
Moyen-Orient et Afrique du Nord					
Algérie	1 333	308	1 641	648	993
Djibouti	2 088	4 666	6 754	4 594	2 160
Égypte	3 963	4 973	8 936	6 684	2 252
Enfants et femmes palestiniens	6 085	12 263	18 348	12 504	5 844

	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programme et annulations</i>	<i>Total des programmes</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Iran (République islamique d')	4 423	605	5 028	3 278	1 750
Iraq	38 848	53 711	92 559	49 188	43 371
Jordanie	1 821	2 351	4 172	2 757	1 415
Liban	3 493	2 014	5 507	3 203	2 304
Maroc	2 843	6 829	9 672	6 289	3 383
Oman	975	1 452	2 427	1 842	585
République arabe syrienne	712	343	1 055	612	443
Soudan	46 204	131 191	177 395	136 628	40 767
Tunisie	485	1 408	1 893	707	1 186
Yémen	7 631	13 752	21 383	6 813	14 570
Coopération régionale	1 826	2 714	4 540	2 598	1 942
Total pour la région	122 730	238 580	361 310	238 345	122 965
Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants					
Albanie	3 613	8 849	12 462	10 741	1 721
Arménie	499	1 229	1 728	1 005	723
Azerbaïdjan	1 035	2 769	3 804	1 640	2 164
Bélarus	916	533	1 449	1 327	122
Bosnie-Herzégovine	7 022	8 676	15 698	10 297	5 401
Bulgarie	960	3 810	4 770	2 784	1 986
Croatie	1 379	2 880	4 259	2 078	2 181
Ex-République yougoslave de Macédoine	2 725	3 490	6 215	4 298	1 917
Fédération de Russie	5 939	8 593	14 532	14 384	148
Géorgie	6 129	12 999	19 128	11 395	7 733
Kazakhstan	2 165	2 999	5 164	2 020	3 144
Kirghizistan	926	7 952	8 878	5 827	3 051
Kosovo (Serbie)	3 163	6 873	10 036	5 678	4 358
Monténégro	350	2 922	3 272	1 566	1 706
Ouzbékistan	2 353	4 887	7 240	6 306	934
République de Moldova	3 357	4 158	7 515	4 589	2 926
Roumanie	1 132	3 469	4 601	2 304	2 297
Serbie	4 513	6 737	11 250	6 384	4 866
Tadjikistan	3 279	4 772	8 051	6 682	1 369
Turkménistan	134	712	846	846	
Turquie	6 049	16 136	22 185	10 298	11 887

	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programme et annulations</i>	<i>Total des programmes</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Ukraine	4 037	2 341	6 378	5 047	1 331
Coopération régionale	2 214	5 084	7 298	3 088	4 210
Total pour la région	63 889	122 870	186 759	120 584	66 175
Assistance mondiale					
Centre de recherche Innocenti	10 635	2 389	13 024	7 408	5 616
Fonds de programmation pour les secours d'urgence	7 666	(7 666)			
Grippe aviaire	505	4 539	5 044	3 304	1 740
Programmes multinationaux	280 207	410 658	690 865	401 970	288 895
Vaccination	465	(37)	428	292	136
Total de l'assistance mondiale	299 478	409 883	709 361	412 974	296 387
Total de l'assistance au titre des programmes	1 600 583	3 402 206	5 002 789	3 337 277	1 665 512

État VII.3

État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 : autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total des programmes</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Afrique					
Angola	348	(86)	262	181	81
Bénin	43	1 972	2 015	1 703	312
Burkina Faso	2 885	3 665	6 550	6 164	386
Burundi	749	4 157	4 906	4 843	63
Cameroun	9	1 725	1 734	1 752	(18)
Cap-Vert	127		127	127	
Comores	1	(1)			
Congo	1 524	3 893	5 417	3 228	2 189
Côte d'Ivoire	776	22 741	23 517	17 749	5 768
Érythrée	2 823	14 995	17 818	16 206	1 612
Éthiopie	23 072	87 659	110 731	90 263	20 468
Gambie	4	76	80	77	3
Ghana	24	635	659	634	25
Guinée	913	512	1 425	1 293	132
Guinée-Bissau	45	(48)	(3)	(8)	5
Kenya	13 217	66 310	79 527	67 164	12 363
Lesotho	98	170	268	268	
Libéria	4 435	18 723	23 158	17 128	6 030
Madagascar	1 697	2 228	3 925	3 852	73
Malawi	89	322	411	371	40
Mali	10 696	831	11 527	11 360	167
Mauritanie	1 807	3 407	5 214	3 792	1 422
Mozambique	20	182	202	242	(40)
Namibie	540	255	795	742	53
Niger	6 812	47 811	54 623	50 377	4 246
Nigéria		18 992	18 992	15 968	3 024
Ouganda	8 263	6 171	14 434	14 211	223
République centrafricaine	2 121	13 407	15 528	14 571	957
République démocratique du Congo	12 145	127 012	139 157	125 544	13 613
République-Unie de Tanzanie	(195)	178	(17)	(17)	
Rwanda	(767)	767			
Sao Tomé-et-Principe	7		7		7

	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total des programmes</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Sénégal	921	470	1 391	744	647
Sierra Leone	84	8 856	8 940	4 745	4 195
Somalie	19 039	292 942	311 981	232 152	79 829
Swaziland	(5)	5			
Tchad	5 024	41 002	46 026	42 707	3 319
Togo	83	797	880	1 074	(194)
Zambie	235	(116)	119	302	(183)
Zimbabwe	39 087	57 485	96 572	90 551	6 021
Coopération régionale	6 481	55 489	61 970	12 003	49 967
Total pour la région	165 277	905 591	1 070 868	854 063	216 805
Amériques et Caraïbes					
Barbade	212		212		212
Bolivie (État plurinational de)	6	1 778	1 784	1 768	16
Brésil		10	10	6	4
Chili		3 756	3 756	3 697	59
Colombie	134	2 748	2 882	2 230	652
Costa Rica	(2)	2			
Cuba	552	9	561	561	
El Salvador	80	1 654	1 734	1 369	365
Guatemala	(62)	2 436	2 374	2 044	330
Haïti	650	351 681	352 331	271 191	81 140
Honduras	262	42	304	304	
Jamaïque	(1)	1			
Mexique	27		27	27	
Nicaragua	286	409	695	481	214
Pérou	(67)	37	(30)	(38)	8
République dominicaine	169	8 802	8 971	8 575	396
Venezuela (République bolivarienne du)	4		4		4
Coopération régionale	1 196	1 811	3 007	1 731	1 276
Total pour la région	3 446	375 176	378 622	293 946	84 676
Asie de l'Est et Pacifique					
Cambodge	(2)	967	965	287	678
Chine	12 145	9 441	21 586	19 319	2 267
Îles du Pacifique	452	158	610	335	275
Indonésie	19 841	1 443	21 284	21 668	(384)
Malaisie	(14)	14			
Mongolie		2 580	2 580	2 358	222

	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total des programmes</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Myanmar	4 910	6 354	11 264	11 374	(110)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	351	(5)	346	346	
Philippines	4 504	11 833	16 337	12 846	3 491
République démocratique populaire lao	1 274	740	2 014	1 811	203
République populaire démocratique de Corée	7 272	14 027	21 299	13 333	7 966
Thaïlande	(67)		(67)		(67)
Timor-Leste	197	(37)	160	160	
Coopération régionale	938	27 248	28 186	6 637	21 549
Total pour la région	51 801	74 763	126 564	90 474	36 090
Asie du Sud					
Afghanistan	27 927	22 152	50 079	36 771	13 308
Bangladesh	296	1 299	1 595	1 515	80
Bhoutan	99	896	995	721	274
Inde	1 220	(69)	1 151	845	306
Maldives	(257)	257			
Népal	1 134	1 440	2 574	2 525	49
Pakistan	38 323	268 529	306 852	249 547	57 305
Sri Lanka	21 855	30 795	52 650	34 139	18 511
Coopération régionale	(25)	245	220	176	44
Total pour la région	90 572	325 544	416 116	326 239	89 877
Moyen-Orient et Afrique du Nord					
Algérie	256	363	619	448	171
Djibouti	1 357	6 861	8 218	6 259	1 959
Égypte	183	556	739	718	21
Enfants et femmes palestiniens	7 518	21 486	29 004	25 941	3 063
Iran (République islamique d')	(410)	619	209		209
Iraq	13 657	10 435	24 092	24 269	(177)
Jordanie	8 086	3 103	11 189	9 686	1 503
Liban	536	(152)	384	195	189
Maroc	(1)	1			
République arabe syrienne	12 839	8 913	21 752	17 437	4 315
Soudan	20 747	194 225	214 972	181 162	33 810
Tunisie		2 172	2 172	1 788	384
Yémen	2 633	35 798	38 431	28 635	9 796
Coopération régionale	5 934	10 452	16 386	7 868	8 518
Total pour la région	73 335	294 832	368 167	304 406	63 761

	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total des programmes</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2011</i>
Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants					
Albanie	52	(52)			
Bosnie-Herzégovine	530	(530)			
Croatie	219	(219)			
Ex-République yougoslave de Macédoine	3	(3)			
Fédération de Russie	(2 692)	2 827	135	116	19
Géorgie	1 317	(2)	1 315	1 284	31
Kirghizistan	1	9 876	9 877	8 472	1 405
Kosovo (Serbie)	(1 596)	1 363	(233)		(233)
Ouzbékistan	1	1 148	1 149	1 143	6
République de Moldova		192	192	192	
Roumanie	152	923	1 075	988	87
Serbie	849	(849)			
Tadjikistan	434	517	951	666	285
Turquie	(52)	1 785	1 733	653	1 080
Coopération régionale	2 834	150	2 984	2 955	29
Total pour la région	2 052	17 126	19 178	16 469	2 709
Assistance mondiale					
Fonds de programmation pour les secours d'urgence	43 308	(43 308)			
Programmes multinationaux	(3 971)	52 510	48 539	17 920	30 619
Total de l'assistance mondiale	39 337	9 202	48 539	17 920	30 619
Total de l'assistance au titre des programmes	425 820	2 002 234	2 428 054	1 903 517	524 537

B. Tableaux correspondant aux états financiers

Tableau 1

Contributions reçues ou annoncées pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

Donateur	Ressources ordinaires			Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)			Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)			Total	
	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Versement au budget d'appui biennal	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales		Total partiel
Pays											
Afghanistan	1			1	468		468				469
Afrique du Sud						2 150	2 150	137	55	192	2 342
Algérie	24			24							24
Allemagne	14 722			14 722	26 048	59 521	85 569	2 239	49 108	51 347	151 638
Andorre	53			53	401	1 746	2 147	29	199	228	2 428
Angola					1 761	1 150	2 911		4	4	2 915
Arabie saoudite	3 000			3 000	5 520	22	5 542	6 806	1 251	8 057	16 599
Argentine	29			29		22 773	22 773		1 357	1 357	24 159
Arménie	10			10		35	35				45
Australie	59 706			59 706	122 183	8 186	130 369	76 499	11 703	88 202	278 277
Autriche	4 021			4 021	2 328	1 676	4 004	2 050	2 823	4 873	12 898
Bahamas								13		13	13
Bangladesh	69			69							69
Barbade	8			8					190	190	198
Belgique	51 684			51 684	5 154	12 232	17 386	25 975	30 465	56 440	125 510
Belize					222		222		6	6	228
Bénin								32		32	32
Bhoutan	31			31					2	2	33
Bolivie (État plurinational de)	124			124	734	199	933		6	6	1 063
Bosnie-Herzégovine						123	123				123
Botswana									8	8	8

Donateur	Ressources ordinaires				Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)			Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)			Total
	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Versement au budget d'appui biennal	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	
Brésil					6 372	22 035	28 407	1 500	335	1 835	30 242
Bulgarie	10			10	109	1 435	1 544	173	948	1 121	2 675
Burkina Faso	12			12							12
Burundi	1			1							1
Cameroun						145	145		2	2	147
Canada	36 256			36 256	193 090	6 901	199 991	37 723	22 255	59 978	296 225
Chili	161		(21)	140	483	1 681	2 164		649	649	2 953
Chine	2 533			2 533		7 837	7 837	500	868	1 368	11 738
Chypre	25			25							25
Colombie					100	7 321	7 421		371	371	7 792
Comores					1 294		1 294		6	6	1 300
Congo					19		19		5	5	24
Costa Rica	33		(33)			62	62		42	42	104
Côte d'Ivoire					6 800	207	7 007		3	3	7 010
Croatie	25			25		2 858	2 858		944	944	3 827
Cuba	20			20					7	7	27
Danemark	56 646			56 646	22 344	9 646	31 990	27 731	12 735	40 466	129 102
Djibouti	4			4							4
Égypte	69			69	560	218	778		22	22	869
Émirats arabes unis	200			200	17 848	2 275	20 123	1 153	1 270	2 423	22 746
Équateur						2 070	2 070		84	84	2 154
Espagne	58 558			58 558	74 571	22 024	96 595	44 829	26 137	70 966	226 119
Estonie	101			101	67	33	100	499	28	527	728
États-Unis d'Amérique	264 500		(37 792)	226 708	242 485	69 947	312 432	179 118	108 127	287 245	826 385
Éthiopie									340	340	340
Fédération de Russie	2 000			2 000		4 285	4 285	5 000	106	5 106	11 391
Finlande	44 832			44 832	16 521	8 095	24 616	19 845	5 016	24 861	94 309
France	11 441			11 441	12 040	31 040	43 080	11 557	43 903	55 460	109 981

Donateur	Ressources ordinaires				Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)			Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)			Total
	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Versement au budget d'appui biennal	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	
Gabon					208	388	596				596
Géorgie	4			4				50		50	54
Grèce	275			275		2 437	2 437	244	3 986	4 230	6 942
Guinée					100		100				100
Guinée-Bissau					6 744		6 744				6 744
Guinée équatoriale						1 106	1 106				1 106
Guyana	33			33					152	152	185
Haïti								13 999		13 999	13 999
Honduras	56			56					5	5	61
Hong Kong						10 076	10 076		9 575	9 575	19 651
Hongrie	257			257		579	579	55	405	460	1 296
Îles Marshall	1			1							1
Inde	1 656			1 656	2 693	7 854	10 547		229	229	12 432
Indonésie						8 997	8 997		744	744	9 741
Iran (République islamique d')	93			93		24	24				117
Irlande	21 414			21 414	12 135	970	13 105	3 886	13 012	16 898	51 417
Islande	1 028			1 028	901	1 161	2 062		513	513	3 603
Israël	220			220		565	565		19	19	804
Italie	7 911			7 911	5 657	59 623	65 280	16 953	16 165	33 118	106 309
Japon	33 472			33 472	174 951	28 335	203 286	159 440	40 840	200 280	437 038
Jordanie						39	39				39
Kazakhstan	70			70		102	102		2	2	174
Kenya						281	281		73	73	354
Koweït	400			400				575		575	975
Lesotho	4			4							4
Liban	5			5					1	1	6
Libye					73		73				73
Liechtenstein	100			100	334		334	145		145	579

Donateur	Ressources ordinaires				Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)			Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)			Total
	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Versement au budget d'appui biennal	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	
Lituanie						253	253				253
Luxembourg	7 444			7 444	9 555	1 080	10 635	2 073	1 141	3 214	21 293
Madagascar	3			3	290		290				293
Malaisie	368			368	600	5 353	5 953		623	623	6 944
Mali									2	2	2
Maroc	163			163	1 775	4	1 779		39	39	1 981
Mauritanie	4			4					1	1	5
Mexique	428			428		5 407	5 407		1 336	1 336	7 171
Monaco	21			21	295		295				316
Mongolie	22			22	149		149				171
Monténégro	5			5							5
Myanmar	3		(2)	1							1
Népal					111		111				111
Nicaragua	8			8							8
Nigéria					64	126	190		117	117	307
Norvège	145 800			145 800	246 190	13 897	260 087	38 702	7 204	45 906	451 793
Nouvelle-Zélande	8 900			8 900	4 847	2 053	6 900	1 428	1 384	2 812	18 612
Oman					1 249	215	1 464		17	17	1 481
Ouganda									1	1	1
Pakistan	137		(65)	72	1 025		1 025		808	808	1 905
Panama	54			54	750	82	832		32	32	918
Pays-Bas	91 168			91 168	181 445	31 321	212 766	29 090	35 381	64 471	368 405
Pérou						1 651	1 651		102	102	1 753
Philippines	106		(106)			5 407	5 407		27	27	5 434
Pologne						2 178	2 178		2 003	2 003	4 181
Portugal	600			600	600	3 039	3 639		2 173	2 173	6 412
Qatar	100			100							100
République de Corée	6 000			6 000	3 500	22 978	26 478	11 148	8 009	19 157	51 635

Donateur	Ressources ordinaires				Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)			Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)			Total
	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Versement au budget d'appui biennal	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	
République démocratique du Congo					7 805	2	7 807				7 807
République démocratique populaire lao	5			5					3	3	8
République de Moldova	2			2							2
République dominicaine						51	51		294	294	345
République tchèque	63			63		2 185	2 185	332	651	983	3 231
République-Unie de Tanzanie									9	9	9
Roumanie	29			29		1 675	1 675		1 542	1 542	3 246
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	100 632			100 632	324 899	46 118	371 017	123 265	37 548	160 813	632 462
Saint-Marin						21	21		83	83	104
Sénégal					45		45				45
Serbie						633	633		139	139	772
Singapour	100			100				30		30	130
Slovaquie	30			30		652	652		184	184	866
Slovénie	220			220		596	596		919	919	1 735
Soudan						227	227				227
Sri Lanka	31			31							31
Suède	136 452			136 452	99 076	49 910	148 986	66 980	12 561	79 541	364 979
Suisse	41 893			41 893	8 059	29 655	37 714	3 369	8 411	11 780	91 387
Tadjikistan					11		11				11
Territoires palestiniens occupés						250	250		102	102	352
Thaïlande	485		(130)	355		19 519	19 519		1 908	1 908	21 782
Togo	4			4							4
Trinité-et-Tobago	30			30							30
Tunisie	56			56		253	253		50	50	359

Donateur	Ressources ordinaires				Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)			Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)			Total
	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Versement au budget d'appui biennal	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	
Turquie	300			300		2 811	2 811		1 585	1 585	4 696
Ukraine						79	79		8	8	87
Uruguay	21			21		2 416	2 416		261	261	2 698
Venezuela (République bolivarienne du)						1 449	1 449		493	493	1 942
Viet Nam	41			41		3	3		7	7	51
Yémen									1	1	1
Zambie	189		(189)								
Zimbabwe									270	270	
Total partiel (pays)	1 219 825		(38 338)	1 181 487	1 855 658	686 014	2 541 672	915 172	534 530	1 449 702	5 172 861
Ajustements de recettes afférents à des exercices antérieurs	1 694	2 033		3 727	(5 754)	(1 835)	(7 589)	(591)	(571)	(1 162)	(5 024)
Remboursement de contributions					(3 964)	(45)	(4 009)	(3 545)		(3 545)	(7 554)
Total (pays)	1 221 519	2 033	(38 338)	1 185 214	1 845 940	684 134	2 530 074	911 036	533 959	1 444 995	5 160 283
Organismes intergouvernementaux											
Banque asiatique de développement					549		549				549
Banque de développement du Conseil de l'Europe								140		140	140
Commission européenne					147 192		147 192	215 025		215 025	362 217
Fonds de l'OPEP					1 572		1 572	300		300	1 872
Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies								150		150	150

Donateur	Ressources ordinaires				Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)			Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)			Total
	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Versement au budget d'appui biennal	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique					502		502				502
Total partiel (organismes intergouvernementaux)					149 815		149 815	215 615		215 615	365 430
Ajustements de recettes afférents à des exercices antérieurs	576			576	(489)		(489)	(113)		(113)	(26)
Remboursement de contributions								(178)		(178)	(178)
Total (organismes intergouvernementaux)	576			576	149 326		149 326	215 324		215 324	365 226
Total (gouvernements et organismes intergouvernementaux)	1 222 095	2 033	(38 338)	1 185 790	1 995 266	684 134	2 679 400	1 126 360	533 959	1 660 319	5 525 509
Organisations non gouvernementales											
Afrique du Sud		7		7							7
Association féminine de l'ONU									5	5	5
Cambodge		2		2							2
Canada						24 244	24 244				24 244
Cap-Vert									35	35	35
Croatie		38		38							38
Danemark						17	17				17
Émirats arabes unis									610	610	610
États-Unis d'Amérique		13		13		182 972	182 972		10	10	182 995
Éthiopie		1		1							1
GAVI Alliance						22 021	22 021				22 021
Japon		618		618			0		1 549	1 549	2 167
Jordanie		1		1							1

Donateur	Ressources ordinaires				Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)			Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)			Total
	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Versement au budget d'appui biennal	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	
Madagascar		2		2		461	461				463
Malaisie		208		208			0				208
Pays-Bas						388	388				388
Rotary International						47 541	47 541		250	250	47 791
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord					13	13				13	
Somalie						404	404				404
Suisse		11		11		65 963	65 963				65 974
Thaïlande		50		50							50
Université de Notre Dame						991	991				991
Total partiel (organisations non gouvernementales)		951		951		345 015	345 015		2 459	2 459	348 425
Ajustements de recettes afférents à des exercices antérieurs		12		12		(58)	(58)		(6)	(6)	(52)
Remboursement de contributions						(491)	(491)		(4)	(4)	(495)
Total (organisations non gouvernementales)		963		963		344 466	344 466		2 449	2 449	347 878
Total (gouvernements, organismes intergouvernementaux et organisations non gouvernementales)	1 222 095	2 996	(38 338)	1 186 753	1 995 266	1 028 600	3 023 866	1 126 360	536 408	1 662 768	5 873 387
Mécanismes interorganisations											
Banque mondiale						48 238	48 238				48 238
Bureau de la coordination des affaires humanitaires						40	40		216 287	216 287	216 327

<i>Donateur</i>	<i>Ressources ordinaires</i>				<i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i>			<i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i>			<i>Total</i>
	<i>Gouvernements et organismes intergouvernementaux</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Versement au budget d'appui biennal</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Gouvernements et organismes intergouvernementaux</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Gouvernements et organismes intergouvernementaux</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Total partiel</i>	
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets						1 591	1 591				1 591
Département des opérations de maintien de la paix									389	389	389
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes						41	41				41
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine						5 696	5 696				5 696
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme						30	30				30
Fonds des Nations Unies pour la population						23 939	23 939				23 939
Groupe des Nations Unies pour le développement						7 945	7 945				7 945
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés						242	242				242
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient									54	54	54
Office des Nations Unies à Genève									184	184	184
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime						104	104				104
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture						551	551				551
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture						31	31				31

Donateur	Ressources ordinaires				Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)			Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)			Total
	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Versement au budget d'appui biennal	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouvernementaux	Sources non gouvernementales	Total partiel	
Organisation mondiale de la Santé						7 049	7 049		400	400	7 449
Organisation panaméricaine de la santé						989	989				989
Programme alimentaire mondial						338	338		214	214	552
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida						23 593	23 593				23 593
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida						26 288	26 288				26 288
Programme des Nations Unies pour le développement						192 380	192 380		111 384	111 384	303 764
Programme des Nations Unies pour l'environnement						100	100				100
Programme des Nations Unies pour les établissements humains						90	90				90
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies						118	118				118
Service de la lutte antimines (Secrétariat de l'ONU)						1 541	1 541		97	97	1 638
Total partiel (mécanismes interorganisations)						340 934	340 934		329 009	329 009	669 943
Ajustements de recettes afférents à des exercices antérieurs		1		1		162	162		(12)	(12)	151

<i>Donateur</i>	<i>Ressources ordinaires</i>				<i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i>			<i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i>			<i>Total</i>
	<i>Gouvernements et organismes intergouvernementaux</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Versement au budget d'appui biennal</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Gouvernements et organismes intergouvernementaux</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Gouvernements et organismes intergouvernementaux</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Total partiel</i>	
Remboursement de contributions						(664)	(664)		(5 987)	(5 987)	(6 651)
Total (mécanismes interorganisations)		1		1	340 432	340 432		323 010	323 010		663 443
Total	1 222 095	2 997	(38 338)	1 186 754	1 995 266	1 369 032	3 364 298	1 126 360	859 418	1 985 778	6 536 830
<i>Récapitulatif</i>				<i>Ressources ordinaires</i>			<i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i>			<i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i>	<i>Total</i>
Gouvernements				1 183 181			1 845 940			911 036	3 940 157
Organismes intergouvernementaux				576			149 326			215 324	365 226
Comités nationaux				2 033			684 134			533 959	1 220 126
Organisations non gouvernementales				963			344 466			2 449	347 878
Mécanismes interorganisations				1			340 432			323 010	663 443
Total				1 186 754			3 364 298			1 985 778	6 536 830
Contributions en espèces											6 499 221
Contributions en nature											37 609
Total des contributions											6 536 830

Tableau 2

**Contributions à recevoir au 31 décembre 2011 au titre des ressources ordinaires et des autres ressources
(affectées aux opérations ordinaires et aux opérations d'urgence)**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Donateur	Ressources ordinaires			Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)			Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)			Total
	Gouvernements et organismes intergouver- nementaux	Organisations non gouver- nementales	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouver- nementaux	Organisations non gouver- nementales	Total partiel	Gouvernements et organismes intergouver- nementaux	Organisations non gouver- nementales	Total partiel	
Gouvernements										
Arabie saoudite				1 620		1 620				1 620
Belgique				3 876		3 876	12 920		12 920	16 796
Danemark				3 475		3 475	2 606		2 606	6 081
États-Unis d'Amérique				93 722		93 722	86 971		86 971	180 693
Irlande				1 550		1 550				1 550
Japon				9 201		9 201	500		500	9 701
Lesotho	2		2							2
Luxembourg				1 495		1 495				1 495
Mongolie				173		173				173
Népal				140		140				140
Nouvelle-Zélande				556		556				556
Pays-Bas				925		925				925
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord				463		463				463
Suisse				149		149				149
Organismes intergouvernementaux										
Commission européenne				47 522		47 522	19 535		19 535	67 057
Office humanitaire de la Communauté européenne				152		152	30 614		30 614	30 766
Total partiel (organismes intergouvernementaux)										
				47 674		47 674	50 149		50 149	97 823

<i>Donateur</i>	<i>Ressources ordinaires</i>			<i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i>			<i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i>			<i>Total</i>
	<i>Gouvernements et organismes intergouver- nementaux</i>	<i>Organisations non gouver- nementales</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Gouvernements et organismes intergouver- nementaux</i>	<i>Organisations non gouver- nementales</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Gouvernements et organismes intergouver- nementaux</i>	<i>Organisations non gouver- nementales</i>	<i>Total partiel</i>	
Organisations non gouvernementales										
Rotary International					10 306	10 306				10 306
Total partiel (organisations non gouvernementales)					10 306	10 306				10 306
Mécanismes interorganisations										
Bureau de la coordination des affaires humanitaires								1 577	1 577	1 577
Total partiel (mécanismes interorganisations)								1 577	1 577	1 577
Ajustements divers	213	43	256							256
Total partiel (ajustements divers)	213	43	256							256
Total	215	43	258	165 019	10 306	175 325	153 146	1 577	154 723	330 306
			<i>Ressources ordinaires</i>			<i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i>		<i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i>		<i>Total</i>
Gouvernements			2			117 345		102 997		220 344
Organismes intergouvernementaux						47 674		50 149		97 823
Organisations non gouvernementales						10 306				10 306
Ajustements divers			256							256
Total			258			175 325		154 723		330 306

Tableau 3

Fonds d'affectation spéciale : montants reçus, décaissements et soldes pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Soldes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Montants reçus et ajustements</i>	<i>Montants décaissés</i>	<i>Soldes au 31 décembre 2011</i>
Gouvernements et autres entités				
Services d'achats	329 572	878 811	846 997	361 386
Services d'achats pour le compte de GAVI Alliance	(5 897)	894 299	888 402	
Programme des administrateurs auxiliaires	18 515	19 715	24 878	13 352
Autres fonds d'affectation spéciale	26 701	16 046	31 804	10 943
Total partiel	368 891	1 808 871	1 792 081	385 681
Organismes des Nations Unies				
Agence internationale de l'énergie atomique		2	2	
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	97	1 377	1 119	355
Fonds des Nations Unies pour la population	52	2 062	1 097	1 017
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	54	1 071	1 106	19
Organisation mondiale de la Santé	48 403	1 380	2 053	47 730
Organisation panaméricaine de la santé		13	13	
Programme alimentaire mondial	111	870	938	43
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida		40	21	19
Programme des Nations Unies pour le développement	18 560	197 612	162 601	53 571
Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants	1 045	3 471	1 981	2 535
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies		2 172	2 164	8
Activités de service partagées avec d'autres organismes des Nations Unies	360	2 473	2 135	698
Programmes conjoints menés avec d'autres organismes des Nations Unies	669	62 887	58 142	5 414
Total partiel	69 351	275 430	233 372	111 409
Soldes nets	438 242	2 084 301	2 025 453	497 090
Débiteurs	9 480			2 400
Soldes bruts	447 722			499 490

C. Notes relatives aux états financiers

Note 1

Présentation des objectifs et des activités du Fonds des Nations Unies pour l'enfance

1. L'Assemblée générale des Nations Unies a donné pour mission à l'UNICEF de plaider la cause des droits des enfants, de contribuer à satisfaire leurs besoins élémentaires et de faciliter leur épanouissement. Le Fonds mobilise volonté politique et ressources matérielles afin d'aider les pays, en particulier les pays en développement, à faire passer les enfants d'abord et à renforcer leurs capacités de mettre au point des politiques appropriées et de proposer des services aux enfants et à leur famille.

Note 2

Récapitulation des principales conventions comptables

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Normes comptables

2. Les états financiers sont établis conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF ainsi qu'aux normes comptables du système des Nations Unies.

3. Conformément à l'objectif d'harmonisation de la présentation des comptes des organismes des Nations Unies, les états I à IV suivent les modèles convenus par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination.

Période couverte

4. Conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF, les comptes sont tenus sur la base d'un exercice biennal.

Unité de compte

5. L'unité de compte est le dollar des États-Unis. Lorsque des montants sont libellés en d'autres monnaies, ils sont convertis en dollars des États-Unis aux taux de change opérationnels de l'ONU.

Comptabilisation des opérations exprimées en monnaies nationales

6. Les éléments de l'actif et du passif libellés en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont réévalués à des fins comptables aux taux de change opérationnels de l'ONU. Toute différence due aux fluctuations de ces taux est comptabilisée comme gain ou perte dans l'état des recettes et des dépenses. Conformément à la décision 1990/28 du Conseil d'administration de l'UNICEF, les gains ou pertes de change sur le montant des contributions annoncées dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont comptabilisés comme majoration ou diminution de ces contributions.

Recettes

7. Les recettes comprennent les ressources ordinaires, les autres ressources affectées aux opérations ordinaires et les autres ressources affectées aux opérations d'urgence. Les ressources ordinaires comprennent les contributions volontaires annuelles de gouvernements, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales, les recettes nettes de la Division Collecte de fonds et partenariats dans le secteur privé, et les contributions non préaffectées recueillies auprès du public et d'autres recettes. Les autres ressources affectées aux opérations ordinaires sont des contributions volontaires versées à l'UNICEF à des fins spéciales par des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies, dans le cadre des programmes approuvés par le Conseil d'administration. Les autres ressources affectées aux opérations d'urgence correspondent aux montants versés pour des opérations d'urgence.

8. Les recettes sont comptabilisées sur la base des fonds reçus ou des contributions annoncées pour l'exercice en cours. Les contributions annoncées et reçues pour les exercices futurs à des fins spécifiées par les donateurs sont considérées comme des recettes comptabilisées d'avance.

9. Les contributions reçues des comités nationaux et des bureaux de terrain aux autres ressources (affectées aux opérations ordinaires ou aux opérations d'urgence) sont comptabilisées comme recettes sur la base des encaissements. Le produit net de la collecte de fonds alimentant les ressources ordinaires par les comités nationaux et les bureaux de terrain est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité en droits constatés.

10. L'état des recettes et des dépenses ne comprend pas les recettes des fonds d'affectation spéciale ni les décaissements effectués par ces fonds.

11. Toutes les autres recettes perçues par l'UNICEF sont comptabilisées parmi les ressources ordinaires.

12. Les contributions en nature comptabilisées comme recettes sont évaluées par l'administration, en fonction des coûts que le Fonds supporterait normalement pour des articles analogues.

Dépenses

13. Toutes les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité en droits constatés, excepté certaines dépenses relatives aux rémunérations et prestations versées au personnel, qui sont comptabilisées uniquement sur la base des sommes effectivement décaissées.

Dépenses liées à l'aide aux programmes

14. Les dépenses liées à l'aide aux programmes correspondent aux dépenses consacrées directement à la réalisation des objectifs d'un projet ou d'un programme et comprennent généralement les honoraires d'experts, les dépenses de personnel d'appui direct, le coût des fournitures et du matériel, la sous-traitance, l'assistance en espèces et les frais de formation individuelle ou collective. Pour l'exercice 2010-2011, le montant total des dépenses liées à l'aide aux programmes comprend un montant de 24,31 millions de dollars au titre des dépenses de personnel

correspondant à 82 fonctionnaires recrutés sur le plan international assurant des fonctions administratives comme les ressources humaines et les finances. Le montant comprend également les dépenses liées à 1 436 agents locaux assurant des fonctions similaires.

15. L'aide aux programmes comprend également les montants indirects facturés par l'UNICEF au titre des dépenses indirectes liées à la gestion des projets et les dépenses de l'UNICEF liées aux activités d'emballage et de manutention.

Montant net des dépenses imputées au budget d'appui biennal

16. Le montant net des dépenses imputées au budget d'appui biennal comprend les dépenses d'appui aux programmes correspondant aux dépenses engagées par les unités administratives dont la fonction principale consiste à élaborer, formuler, exécuter et évaluer les programmes de l'organisation et comprenant généralement les dépenses d'appui aux programmes sur les plans technique, thématique, géographique, logistique et administratif.

17. Ce montant comprend également les dépenses de gestion et d'administration correspondant aux dépenses des unités administratives dont la fonction principale est d'assurer l'identité, l'encadrement et le bien-être de l'organisation, et comprend généralement les unités responsables de la direction exécutive, des politiques de l'organisation et de l'évaluation, des relations extérieures, de l'information et de l'administration.

18. Par sa décision 97/6, le Conseil d'administration a approuvé l'harmonisation du mode de présentation des budgets de l'UNICEF, du PNUD et du FNUAP. Les dépenses imputées au budget d'appui biennal sont présentées d'une façon conforme à cette décision.

19. À cet égard, le budget d'appui biennal pour l'UNICEF est présenté déduction faite :

- Des montants facturés par l'UNICEF au titre des dépenses indirectes liées à la gestion des projets;
- Des recouvrements au titre des activités d'emballage et de manutention;
- Des commissions au titre de l'administration des fonds d'affectation spéciale non liés à des passations de marchés et du programme des administrateurs auxiliaires;
- Des contributions des gouvernements aux dépenses locales;
- Des remboursements de l'impôt national sur le revenu.

Le détail des montants figure dans l'état IV.

Dépenses au titre de la sécurité

20. Les dépenses de sécurité comprennent les dépenses engagées en raison des mesures de sécurité supplémentaires prescrites par l'Organisation des Nations Unies. Les fonds ont été approuvés par le Conseil d'administration sur une ligne budgétaire distincte.

Disponibilités

21. Tous les fonds reçus sont déposés sur des comptes bancaires ouverts au nom de l'UNICEF et comptabilisés comme disponibilités.

Provision pour comptes à recevoir non recouvrables

22. L'UNICEF maintient une provision pour les contributions à recevoir dont le recouvrement est douteux. En 2011, l'UNICEF a également créé une provision pour les comptes à recevoir non recouvrables. Ces provisions résultent soit d'événements, soit d'éléments objectifs indiquant qu'il est probable que l'UNICEF ne soit pas en mesure d'entrer en possession des montants qui lui sont dus.

Stocks

23. Les fournitures destinées à l'exécution des programmes et stockées dans les entrepôts de la Division des approvisionnements de l'UNICEF sont comptabilisées au coût moyen. Tous les frais de transport des fournitures jusqu'à l'entrepôt sont considérés comme faisant partie du coût moyen. Les marchandises en transit sont évaluées au coût effectif.

Immobilisations

24. Les immobilisations comprennent des terrains, des bâtiments à usage de bureaux et des logements pour le personnel. Elles sont comptabilisées au prix d'achat.

Engagements non réglés

25. Les annulations d'engagements non réglés sont portées en déduction des dépenses si le compte budgétaire concerné reste actif ou comme réduction ou annulation d'engagements relatifs à des exercices antérieurs si le compte a été clôturé.

Consolidation

26. Le rapport et les états financiers indiquent le résultat d'exploitation net ainsi que l'actif et le passif de la Division Collecte de fonds et partenariats dans le secteur privé. Les opérations effectuées entre l'UNICEF et la Division sont éliminées lors de la consolidation.

Assurance maladie après la cessation de service et prestations dues à la cessation de service

27. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des jours de congé annuel accumulés et des prestations liées au rapatriement sont indiqués dans les notes relatives aux états financiers. L'UNICEF fait appel à un actuaire indépendant et qualifié pour effectuer une évaluation actuarielle du montant des engagements correspondants.

Gestion des biens durables

28. Le mobilier, le matériel et les autres biens durables ne sont pas portés en immobilisations. Les achats correspondants sont imputés sur les comptes budgétaires de l'exercice au cours duquel ils ont été effectués.

Changement de conventions comptables

29. Comme suite à une recommandation des vérificateurs externes, la convention comptable relative aux commissions facturées par l'UNICEF pour les services d'achat fournis dans le cadre de l'accord avec l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination a été modifiée pour permettre la comptabilisation des recettes et des dépenses connexes dans l'état des recettes et des dépenses. Les recettes nettes étaient auparavant inscrites au passif sous le poste Fonds d'affectation spéciale dans le bilan. Cette nouvelle convention comptable est appliquée depuis l'exercice 2010-2011 et est conforme au mode de comptabilisation actuel des commissions tirées des autres services d'achat.

30. Le changement de convention comptable a eu une incidence sur les rubriques suivantes des états financiers : recettes accessoires, recettes nettes d'un montant de 6,07 millions de dollars pour l'exercice en cours (voir note 5); ajustements relatifs à des exercices antérieurs, 6,99 millions de dollars correspondant au solde accumulé pour la période avant 2010 (voir note 7); autres recettes reçues d'avance, 9,15 millions de dollars de commissions reçues d'avance pour les activités d'achat futures (voir note 16).

Division Collecte de fonds et des partenariats dans le secteur privé*Normes comptables*

31. Les comptes de la Division Collecte de fonds et des partenariats dans le secteur privé sont établis conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF, ainsi qu'au supplément spécial concernant l'opération Cartes de vœux.

Unité de compte

32. L'unité de compte est le dollar des États-Unis. Lorsque des montants sont libellés en d'autres monnaies, ils sont convertis en dollars des États-Unis aux taux de change opérationnels de l'ONU.

Comptabilisation des opérations exprimées en monnaies nationales

33. Les éléments de l'actif et du passif libellés en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont réévalués à des fins comptables aux taux de change en vigueur pour les opérations de l'ONU. Toute différence due aux fluctuations de ces taux est comptabilisée comme gain ou perte de change à la rubrique des ajustements de change dans l'état des recettes et des dépenses pour la Division Collecte de fonds et partenariats dans le secteur privé.

Recettes

34. Le produit brut des ventes de cartes de vœux et autres marchandises est comptabilisé en monnaie locale sur la base des relevés provisoires de ventes reçus

des partenaires à la fin de l'année. Il est converti en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel de l'ONU au 31 décembre. Le produit est ajusté l'année suivante, une fois reçu le relevé définitif. À la fin de l'année, si un partenaire n'a pas transmis son relevé provisoire des ventes, le produit brut est calculé sur la base des fournitures livrées à ce partenaire pendant l'année, moins une provision pour invendus.

35. Les recettes provenant des collectes de fonds privés ainsi que les dépenses connexes sont inscrites sur des lignes distinctes dans les comptes de la Division Collecte de fonds et partenariats dans le secteur privé. Le produit net de la collecte de fonds alimentant les ressources ordinaires réalisée par les comités nationaux et par le secteur privé est comptabilisé sur la base des rapports provisoires présentés. Les montants sont ensuite ajustés l'année suivante à la réception des rapports définitifs. Les fonds privés collectés par les bureaux extérieurs sont en revanche comptabilisés lors du versement des fonds.

Provision pour créances douteuses

36. Conformément aux principes comptables appliqués par la Division Collecte de fonds et partenariats dans le secteur privé, une provision peut être constituée pour couvrir des créances jugées douteuses. Celle-ci est portée en diminution des comptes débiteurs dans l'état de l'actif et du passif.

Stocks

37. Les stocks d'articles en cours de fabrication et de produits finis sont évalués au coût standard, tandis que les matières premières sont évaluées suivant la méthode de la moyenne mobile. La division a pour politique de constater la dépréciation des produits invendus à la fin de la première année de la campagne de vente pour les cartes de vœux et les cadeaux datés et à la fin de la deuxième année de la campagne de vente pour tous les autres cadeaux. Tous les supports publicitaires et promotionnels produits dans l'année de la campagne mais destinés aux campagnes suivantes sont comptabilisés dans les stocks au coût standard.

Note 3

Versement au budget d'appui biennal

38. Le tableau ci-après fait apparaître un versement d'une partie des recettes au budget d'appui biennal au titre de l'harmonisation des budgets du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et de l'UNICEF :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2010-2011	2008-2009
Contributions des gouvernements aux dépenses locales	546	523
Remboursement de l'impôt national sur le revenu	37 792	35 572
Total	38 338	36 095

Note 4**Division Collecte de fonds et des partenariats dans le secteur privé**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2010	2011	Total	2008-2009
Recettes				
Produit brut des ventes	101 276	77 077	178 353	249 653
Collecte de fonds privés (montant brut)	649	8 701	9 350	374
Autres recettes	17 939	23 640	41 579	50 199
Produits de la collecte de fonds par les comités nationaux	712 871	727 377	1 440 248	1 329 918
À déduire : dépenses liées aux activités de collecte de fonds, de sensibilisation, de gestion et d'administration	(319 845)	(315 634)	(635 479)	(612 396)
Total des recettes	512 890	521 161	1 034 051	1 017 748
Dépenses				
Coût des articles vendus par les comités nationaux	33 700	23 000	56 700	80 885
Autres dépenses liées à la collecte de fonds, au développement et au coût des biens	53 700	68 600	122 300	101 860
Perte/(gain) de change	28 800	(18 200)	10 600	(2 700)
Total partiel	116 200	73 400	189 600	180 045
Traitements et autres dépenses de fonctionnement	62 599	73 480	136 079	97 652
Total des dépenses	178 799	146 880	325 679	277 697
Recettes nettes	334 091	374 281	708 372	740 051

Comités nationaux pour l'UNICEF

39. Les comités nationaux pour l'UNICEF sont des entités non gouvernementales créées dans 36 pays et chargées de promouvoir les droits et le bien-être des enfants en mobilisant des ressources et en faisant un travail de sensibilisation à l'appui de la mission et du programme du Fonds. Un accord de coopération fixe les conditions du partenariat entre l'UNICEF et les comités nationaux.

40. En sus du montant brut de 1,44 milliard de dollars au titre des produits de la collecte de fonds par les comités nationaux indiqué ci-dessus, un montant supplémentaire de 1,22 milliard de dollars déclaré par les comités nationaux est constaté dans les contributions à la rubrique autres ressources dans le tableau 1.

41. Conformément aux dispositions de l'accord de coopération avec l'UNICEF, les comités peuvent créer des réserves pour respecter le droit et les lois du pays où ils se trouvent. En cas de liquidation d'un comité national, l'actif net dont les réserves est versé à l'UNICEF comme recettes, sous réserve des dispositions de l'accord de coopération. Le solde des réserves détenues par l'ensemble des comités nationaux s'élevait à 104 millions de dollars au 31 décembre 2011.

42. Les comptes des comités nationaux pour l'UNICEF sont vérifiés par des vérificateurs externes indépendants dans chaque pays où se trouve un comité. Les comptes, accompagnés de la certification des vérificateurs externes et du rapport, sont communiqués à l'UNICEF et consultables sur les sites Web des comités nationaux.

Note 5

Recettes accessoires

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2010-2011	2008-2009
Recettes provenant de la vente de matériel excédentaire ou vétuste	3 670	3 369
Commissions pour des services d'achat	14 880	12 814
Divers	18 479	17 724
Total	37 029	33 907

43. Les commissions au titre des services d'achats comprennent les commissions facturées lorsque l'UNICEF joue le rôle d'agent dans les opérations d'achat pour le compte de tiers mais aussi lorsque le Fonds s'approvisionne auprès de ses entrepôts. Le montant des recettes brutes tirées des entrepôts s'élève à 24,19 millions de dollars, contrebalancé par un montant identique au titre du coût des articles vendus.

Note 6

Ajustements et gains de change nets

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2010-2011	2008-2009
Ajustements de change nets	(31 766)	(43 208)
Gains et pertes de change nets	41 834	36 185
Total	10 068	(7 023)

Note 7

Sommes passées par profits et pertes et ajustements relatifs à des exercices antérieurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires	Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)	Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)	Total 2010-2011	Total 2008-2009
Contributions irrécouvrables	176	3 329	4 605	8 110	23 263
Passation de stocks par profits et pertes et autres annulations	4 597			4 597	7 387
Ajustements sur exercices antérieurs	(6 733)			(6 733)	55
Total	(1 960)	3 329	4 605	5 974	30 705

Note 8**Provision pour comptes à recevoir non recouvrables**

44. Au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2009, la provision pour les contributions à recevoir dont le recouvrement est douteux s'élevait respectivement à 9,46 millions et 11,16 millions de dollars. Elle fait apparaître une baisse de 1,70 million de dollars par rapport à l'exercice biennal précédent.

45. Au 31 décembre 2011, l'UNICEF a également créé une provision de 4,79 millions de dollars pour les autres comptes à recevoir dont le recouvrement est douteux (voir note 13).

46. L'augmentation nette globale de la provision pour comptes à recevoir non recouvrables s'élève à 3,09 millions de dollars.

Note 9**Réserves**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Solde au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Fonds reçus</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Solde au 31 décembre 2011</i>
Réserve pour les services d'achats	2 000			2 000
Réserve pour assurance	115			115
Réserve pour les immobilisations	27 286	79		27 365
Réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service	210 000	60 000		270 000
Réserve pour les prestations dues à la cessation de service	27 971	53 333	29 902	51 402
Total	267 372	113 412	29 902	350 882

Réserve pour les services d'achats

47. En 1993, le Conseil d'administration a approuvé la constitution d'une réserve pour les services d'achats d'un montant de 2 millions de dollars, afin d'absorber les éventuels déficits futurs. Cette réserve a été financée par le solde excédentaire des frais de traitement comptabilisés pour chaque demande d'achat, diminués du montant des dépenses de personnel et charges connexes, prélevé par la Division des approvisionnements. Il n'y a pas eu de changements dans la réserve au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

48. Les recettes et les dépenses correspondant aux services d'achats (dont les services d'achats dans le cadre de l'accord avec l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination) ont été les suivantes :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2010-2011	2008-2009
Fonds reçus	57 465	38 684
À déduire : dépenses de personnel et charges connexes	(42 585)	(25 870)
Virement aux recettes accessoires (voir note 5)	14 880	12 814

Réserve pour assurance

49. En 1950, le Conseil d'administration a approuvé la constitution d'une réserve pour assurance d'un montant de 200 000 dollars, afin de couvrir les pertes de fournitures et de matériel destinés aux programmes de l'UNICEF non couvertes par une police souscrite auprès d'une compagnie d'assurances. Ce montant a été financé au moyen de fonds prélevés sur le montant des crédits ouverts aux fins du transport. En 1987, l'UNICEF a ajouté à la réserve un complément de 100 000 dollars issu des ressources ordinaires, pour s'assurer en propre contre le risque de pertes matérielles non couvertes. Le solde de cette réserve s'établit actuellement à 115 000 dollars. Il n'y a pas eu de changements dans la réserve au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Réserve pour les immobilisations

50. En 1990, le Conseil d'administration a approuvé la constitution d'une réserve pour les immobilisations d'un montant de 22 millions de dollars prélevé sur les ressources ordinaires, afin de pouvoir mieux contrôler les achats futurs d'immobilisations, principalement les immeubles à usage de bureaux et les logements du personnel en poste dans des bureaux hors siège. La hausse du montant de cette réserve au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 est due aux loyers versés par les fonctionnaires à qui l'UNICEF loue des logements.

Réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service

51. En 2003, le Conseil d'administration a autorisé la constitution d'une réserve capitalisée pour l'assurance maladie après la cessation de service, avec une première dotation de 30 millions de dollars provenant des ressources ordinaires. Cette réserve a ensuite été augmentée chaque année, son solde atteignant 270 millions de dollars au 31 décembre 2011. Les dépenses consacrées aux retraités sont actuellement imputées sur les crédits budgétaires des exercices au cours desquels les versements seront effectués.

Réserve pour les prestations dues à la cessation de service

52. En 2006, le Conseil d'administration a autorisé la constitution d'une réserve pour les prestations dues à la cessation de service, y compris les indemnités de licenciement, avec une première dotation de 10 millions de dollars provenant des ressources ordinaires. Cette réserve est alimentée chaque année par le montant total net des contributions minoré des versements effectués. La réserve a augmenté de 23,4 millions de dollars pendant l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011.

Note 10

Disponibilités et dépôts à terme

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2009
Dépôts à terme	2 535 972	2 070 226
Dépôts à vue convertibles	163 496	57 101
Dépôts à vue non convertibles	31 973	11 164
Total	2 731 441	2 138 491

Note 11

Placements

53. Les placements comprennent les valeurs mobilières et autres titres négociables achetés par l'UNICEF pour produire des recettes. Les placements sont comptabilisés à la valeur nominale des titres, majorée ou minorée de toute prime d'émission amortie. Au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2009, 350 millions et 839 millions de dollars, respectivement, étaient investis dans des valeurs à revenu fixe.

54. La valeur de réalisation des placements s'élevait respectivement à 350 millions et 839 millions de dollars au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2009. La valeur des instruments financiers peut fluctuer pendant la période d'investissement sans affecter le montant dû à l'UNICEF à la date d'échéance.

Note 12

Contributions à recevoir

55. Le tableau ci-après donne une ventilation chronologique des contributions à recevoir au 31 décembre 2011 :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Avant 2009	2009	2010	2011	Total 31 décembre 2011	Total 31 décembre 2009
Contributions à recevoir	614	5 699	13 822	310 171	330 306	329 723

Note 13

Débiteurs divers (montant net)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2009
Comités nationaux et autres partenaires de collecte de fonds privés	305 432	388 947
À déduire : provisions pour créances douteuses	(11 212)	(9 796)
Gouvernements, organismes des Nations Unies et autres sources		
– fonds d'affectation spéciale	2 400	9 480
Organismes des Nations Unies	1 340	3 978

	2011	2009
Gouvernements – autres	12 061	7 601
Fonctionnaires	22 380	20 655
Intérêts acquis	6 480	15 800
Divers	2 995	4 989
À déduire : provisions pour créances douteuses	(4 795)	
Total	337 081	441 654

Note 14

Stocks

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2009
Fournitures en stock destinées aux programmes	30 709	33 708
Matériel d'emballage	130	326
Cartes de vœux et cadeaux		
Matières premières	1 415	2 451
Produits en cours de fabrication		40
Produits finis	10 495	7 266
Total	42 749	43 791

Note 15

Terrains et bâtiments

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Immeubles à usage de bureaux	Logements du personnel	Total 2010-2011	Total 2008-2009
Solde en début d'exercice, au 1^{er} janvier	17 995	630	18 625	17 831
À ajouter : acquisitions	777		777	1 114
À déduire : cessions				(320)
Solde en fin d'exercice, au 31 décembre	18 772	630	19 402	18 625

Note 16
Contributions et autres recettes reçues d'avance

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2009
Contributions reçues d'avance :		
Gouvernements et organismes intergouvernementaux	17 898	4 334
Mécanismes interorganisations		15 567
Autres	1 177	
Autres recettes reçues d'avance	9 150	
Total	28 225	19 901

56. Outre les contributions reçues d'avance, des contributions d'un montant de 224 millions de dollars ont été annoncées pour les années à venir.

57. Les autres recettes reçues d'avance correspondent à des services d'achats dans le cadre de l'accord avec l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination.

Note 17
Engagements non réglés

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2009
Programmes	237 295	226 772
Administration	34 100	37 606
Total	271 395	264 378

Note 18
Comptes créditeurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2009
Organismes des Nations Unies	22 344	11 280
Fournitures, services et fret	19 558	67 905
Divers	5 165	6 856
Total	47 067	86 041

Note 19
Fonds d'affectation spéciale

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2009
Solde (montant net)	497 090	438 242
Comptes débiteurs	2 400	9 480
Solde (montant brut)	499 490	447 722

Note 20
Régime d'assurance maladie du personnel recruté localement

58. Le régime d'assurance maladie du personnel recruté sur le plan local est un régime d'assurance soins médicaux et dentaires offert par l'Organisation des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'UNICEF, dans certains lieux d'affectation, aux agents des services généraux recrutés sur le plan local et aux administrateurs recrutés sur le plan national, et aux anciens fonctionnaires ainsi qu'aux membres de leur famille qui y ont droit. Le coût des primes est partagé entre les fonctionnaires et leur organisation. Le solde de clôture correspond au solde d'ouverture augmenté des primes et diminué des dépenses.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2010-2011	2008-2009
Solde en début d'exercice	53 483	47 022
À ajouter : primes	34 930	29 788
À déduire : dépenses	(23 230)	(23 327)
Solde en fin d'exercice	65 183	53 483

Note 21
Assurance maladie après la cessation de service et prestations dues à la cessation de service

59. D'après une évaluation actuarielle réalisée en 2011, les engagements de l'UNICEF au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des jours de congé annuel accumulés et des prestations liées au rapatriement se présentaient comme suit au 31 décembre 2011 :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2009
Assurance maladie après la cessation de service		
Montant brut des engagements	1 249 989	732 335

	2011	2009
À déduire : primes versées par les participants	(466 817)	(268 346)
Total	783 172	463 989
Congés annuels accumulés	40 519	37 619
Prestations liées au rapatriement	97 872	76 676
Total	138 391	114 295

60. Les données de recensement fournies à l'actuaire et utilisées dans le calcul des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et d'autres prestations dues à la cessation de service constituent les données sur les employés les plus récentes à l'époque et datent du 30 novembre 2011.

61. Les engagements ont été calculés à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à déterminer la valeur actualisée de l'ensemble des prestations auxquelles un fonctionnaire aura droit au titre des services rendus au cours des exercices passés et des périodes futures, puis de calculer le montant des engagements accumulé entre la date d'embauche de l'intéressé et la date de l'évaluation.

Hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle

62. Deux hypothèses fondamentales utilisées par l'actuaire pour calculer le montant de ces engagements sont la sensibilité du taux d'actualisation et, pour l'assurance maladie après la cessation de service, le taux de croissance des dépenses de santé.

63. Le calcul des engagements cumulés au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des jours de congé annuel accumulés et des prestations liées au rapatriement repose sur un taux d'actualisation de 4,5 % et de 6,0 % pour 2011 et 2009, respectivement. Le tableau ci-après indique l'incidence sur le montant des engagements d'une variation de 1 % du taux d'actualisation au 31 décembre 2011 :

(En milliers de dollars des États-Unis)

Variation du taux d'actualisation	Assurance maladie après la cessation de service	Congés annuels accumulés	Prestations liées au rapatriement
Augmentation de 1,0 %	(147 156)	(2 591)	(8 083)
Diminution de 1,0 %	197 416	2 943	9 397

64. Le taux d'actualisation retenu en 2011 reposait sur les taux d'actualisation des régimes de retraite de CITI Group. La diminution de 1,5 % par rapport à l'exercice biennal précédent résulte principalement de la diminution de l'inflation.

65. Le calcul des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2011 repose aussi sur les taux de croissance des dépenses de santé (également appelés taux tendanciels des dépenses de santé) indiqués ci-après :

<i>Année</i>	<i>Taux de croissance des dépenses de santé aux États-Unis</i>		<i>Taux de croissance des dépenses de santé en dehors des États-Unis</i>
	<i>Hors Medicare</i>	<i>Medicare</i>	
2012	8,0 %	7,0 %	8,0 %
2013-2027+	8,2%-4,5 %	6,9 %-4,5 %	7,7 %-4,5 %

66. Le tableau ci-après précise l'incidence d'une variation de 1 % du taux tendanciel des dépenses de santé sur le montant des engagements cumulés au 31 décembre 2011 :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Variation du taux tendanciel des dépenses de santé</i>	<i>Incidence sur le montant des engagements cumulés</i>
Augmentation de 1,0 %	188 644
Diminution de 1,0 %	(144 060)

67. Au 31 décembre 2009, le calcul des engagements cumulés au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des jours de congé annuel accumulés et des prestations liées au rapatriement reposait sur les taux de croissance des dépenses de santé indiqués ci-après :

<i>Année</i>	<i>Taux de croissance des dépenses de santé aux États-Unis</i>	<i>Taux de croissance des dépenses de santé en dehors des États-Unis</i>
2010	8,4 %	6,0%
2011-2027+	8,1 %-4,5 %	5,9 %-4,5%

68. Le montant des engagements cumulés au titre de l'assurance maladie après la cessation de service a également été ajusté de 39 millions de dollars correspondant au coût des services rendus liés au passage le 1^{er} janvier 2011 à la couverture Medicare obligatoire pour tous les retraités des États-Unis et au remboursement de la prime correspondant au volet B. Le coût des services rendus est constaté immédiatement.

69. Un autre facteur entrant en jeu dans l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est la somme des primes payées par tous les participants, qui est déduite du montant brut des engagements pour calculer les engagements résiduels de l'UNICEF. Les retraités et les fonctionnaires en activité participent aux mêmes régimes d'assurance maladie. La somme de leurs primes est déduite du coût global des dépenses de santé, conformément aux ratios de partage des coûts autorisés par l'Assemblée générale.

70. Le taux d'inflation retenu pour l'évaluation actuarielle était respectivement de 2,5 % et de 4 % en 2011 et 2009. Le taux d'inflation est un indicateur économique qui mesure le taux de croissance d'un indice des prix.

71. Du fait des changements intervenus dans les principales hypothèses utilisées par l'actuaire, l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2009 fait apparaître

une perte actuarielle de 269 millions de dollars et un gain actuariel de 113 millions de dollars, respectivement.

Autres éléments

72. Au 31 décembre 2011, les soldes des réserves pour l'assurance maladie après la cessation de service et pour les prestations dues à la cessation de service étaient de 270 millions et 51,4 millions de dollars, respectivement.

Note 22

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

73. L'UNICEF est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeurs à prestations définies financé par capitalisation. Comme le prévoit l'article 3 b) du Règlement de la Caisse, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

74. La méthode actuarielle adoptée par la Caisse est celle des agrégats avec entrants, qui vise à déterminer si les avoirs actuels et le montant estimatif des avoirs futurs de la Caisse seront suffisants au regard de ses obligations actuelles et futures, à l'aide de diverses séries d'hypothèses économiques et démographiques. Le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies vérifie tous les ans les comptes de la Caisse et en rend compte tous les deux ans à l'Assemblée générale.

75. L'UNICEF est tenu de verser des cotisations à la Caisse, au taux uniforme indiqué dans le Règlement de la Caisse (7,9 % pour les participants et 15,8 % pour les organisations), qui est fixé par l'Assemblée générale. En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, il doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel.

76. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26. Chaque organisation affiliée contribue alors au prorata des cotisations qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué ces dispositions.

77. Le régime expose les organisations affiliées à des risques actuariels liés à la situation des employés actuels et des anciens employés d'autres organisations, de sorte qu'il n'existe pas en fait de base cohérente et fiable permettant de procéder à une allocation des engagements, des avoirs et des dépenses à telle ou telle organisation déterminée. L'UNICEF, comme d'autres organisations affiliées, n'est pas en mesure d'établir sa part de la situation financière et des résultats du régime des pensions d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser.

Note 23**Contrat de location**

78. L'UNICEF est locataire de la United Nations Development Corporation (UNDC) pour un immeuble dénommé « Three UN Plaza », ainsi qu'il est spécifié dans le bail conclu entre les parties le 13 août 1984 et les avenants à ce bail en date du 11 janvier 1994 et du 29 septembre 2009. Le loyer de base, à l'exclusion des hausses de charges, est fixé aux alentours de 6,6 millions de dollars par an et la durée du bail va jusqu'à 2026. À l'expiration du contrat de location, l'UNICEF pourra devenir propriétaire du « Three UN Plaza » pour la somme de 1 dollar s'il remplit les conditions de séjour continu et ininterrompu dans l'immeuble et de maintien de son siège mondial à New York jusqu'en 2026. Au 31 décembre 2011, l'UNICEF avait payé en vertu de ce contrat de location un montant total de 107,9 millions de dollars, et il lui restait encore à verser 95,2 millions de dollars à ce titre entre 2012 et 2026.

Note 24**Biens durables**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2009
Coût des biens durables appartenant à l'UNICEF	54 929	48 818
Coût des biens durables confiés à la garde de l'UNICEF	122 067	107 017
Total	176 996	155 835

Note 25**Liquidités**

79. D'après les procédures de l'UNICEF en matière de liquidités, il est recommandé que les soldes en espèces convertibles des ressources ordinaires représentent en fin d'année au moins 10 % du montant des recettes au titre des ressources ordinaires prévu pour l'année suivante.

80. Le plan financier pour 2011 préconisait que les soldes en espèces convertibles des ressources ordinaires s'élèvent au minimum à 100 millions de dollars.

81. Pour respecter ces procédures, compte non tenu des fonds d'affectation spéciale, l'UNICEF est censé répartir les soldes en espèces et les placements entre ressources ordinaires et autres ressources comme indiqué ci-après :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires	Autres ressources
Dépôts à terme, dépôts à vue (convertibles) et placements	730 340	1 819 638
Dépôts à vue (non convertibles)	31 973	
Total	762 313	1 819 638

82. En 2011, l'UNICEF a atteint le montant minimal fixé pour les liquidités.

Annexe I

Recettes, dépenses et variations des réserves et du solde des fonds pour les périodes closes le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Ressources ordinaires</i>		<i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i>		<i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i>		<i>Total</i>	
	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Recettes								
Contributions volontaires								
De gouvernements et d'organismes intergouvernementaux	646 390	575 705	1 003 837	991 429	610 196	516 164	2 260 423	2 083 298
À déduire : versement au budget d'appui biennal	(19 397)	(18 941)					(19 397)	(18 941)
	626 993	556 764	1 003 837	991 429	610 196	516 164	2 241 026	2 064 357
De sources non gouvernementales et privées	2 430	566	521 746	506 854	190 172	346 236	714 348	853 656
Fonds reçus au titre de mécanismes interorganisations	1		144 670	195 762	162 530	160 480	307 201	356 242
Division Collecte de fonds et des partenariats dans le secteur privé	374 281	334 091					374 281	334 091
Autres recettes								
Intérêts créditeurs	27 777	34 563					27 777	34 563
Recettes accessoires	21 116	15 913					21 116	15 913
Ajustements et gains de change nets	5 940	4 128					5 940	4 128
Total des recettes	1 058 538	946 025	1 670 253	1 694 045	962 898	1 022 880	3 691 689	3 662 950
Dépenses								
Assistance au titre des programmes	789 349	796 373	1 683 238	1 654 039	999 018	904 499	3 471 605	3 354 911
Montant net des dépenses imputées au budget d'appui biennal								
Appui aux programmes	215 049	174 256					215 049	174 256
Gestion et administration	88 831	78 026					88 831	78 026
Sécurité	18 252	23 380					18 252	23 380
Total des dépenses	1 111 481	1 072 035	1 683 238	1 654 039	999 018	904 499	3 793 737	3 630 573

	<i>Ressources ordinaires</i>		<i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i>		<i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i>		<i>Total</i>	
	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Excédent (déficit)	(52 943)	(126 010)	(12 985)	40 006	(36 120)	118 381	(102 048)	32 377
Ajustements sur exercices antérieurs et passation par profits et pertes	(3 740)	1 780	2 670	659	2 368	2 237	1 298	4 676
Provision pour comptes à recevoir non recouvrables	1 213	(15)	(287)	58	3 576	(1 454)	4 502	(1 411)
Excédent (déficit) net	(50 416)	(127 775)	(15 368)	39 289	(42 064)	117 598	(107 848)	29 112
Solde des fonds au 1 ^{er} janvier	681 711	825 979	1 470 904	1 431 615	521 180	403 582	2 673 795	2 661 176
Réduction ou annulation d'engagements relatifs à des exercices antérieurs	3 331	13 507					3 331	13 507
Dotation à la réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service	(30 000)	(30 000)					(30 000)	(30 000)
Solde des réserves au 1 ^{er} janvier	308 145	267 372					308 145	267 372
Augmentation des réserves	42 737	40 773					42 737	40 773
Réserves et solde des fonds au 31 décembre	955 508	989 856	1 455 536	1 470 904	479 116	521 180	2 890 160	2 981 940

Annexe II

Glossaire

Comptes vérifiés (Accounts, audited). États financiers de l'organisation pour un exercice donné ou à une date donnée, vérifiés par les commissaires aux comptes (Comité des commissaires aux comptes).

Comptabilisation en droits constatés ou comptabilité d'exercice (Accrual basis of accounting). La comptabilisation des recettes sur la base du fait générateur consiste à les rattacher à la période au cours de laquelle elles sont dues, et non pas à celle où elles sont encaissées. La comptabilisation des dépenses sur la base du fait générateur consiste à rattacher les coûts à l'exercice au cours duquel les dépenses sont engagées ou les dettes sont contractées, et non pas à celui où les montants correspondants sont décaissés.

Élément d'actif (Asset). Un élément d'actif est une ressource possédée par l'organisation ou qui lui est due en raison d'un fait passé.

Budget (Budget). Plan financier d'exécution des activités prévues pour une période donnée.

Crédits budgétaires (Budget appropriation). Total des ouvertures de crédits approuvées par le Conseil d'administration pour l'appui aux programmes, les dépenses de gestion et d'administration, et l'assistance aux programmes et sur lesquelles des engagements de dépenses peuvent être imputés à concurrence du montant approuvé.

Disponibilités (Cash holdings). Montant global de toutes les disponibilités de l'organisation : espèces (pièces et billets), chèques, soldes des comptes courants ou à vue, comptes d'épargne et dépôts productifs d'intérêts.

Disponible en banque (Cash in current bank accounts). Montant total détenu dans les comptes bancaires, pour répondre aux besoins opérationnels, tel qu'il figure dans les comptes de l'UNICEF.

Disponible dans des comptes productifs d'intérêts (Cash in interest-bearing deposits). Fonds provisoirement disponibles en sus des fonds nécessaires aux besoins immédiats, placés dans des comptes de dépôt à court terme productifs d'intérêts dont ils peuvent être retirés selon les besoins.

Encaisse (également dénommée « petite caisse ») (Cash-on-hand/petty cash). Sommes détenues en espèces par les fonctionnaires y autorisés afin de pouvoir régler de petites sommes pour le compte de l'organisation.

Monnaies non convertibles (Cash, non-convertible). Monnaies dont l'utilisation est limitée, notamment quant à leur cessibilité et à leur convertibilité, par les règlements de change ou par la volonté du donateur. En l'absence de limitations de ce genre, les monnaies sont considérées par l'UNICEF comme étant librement utilisables.

Contributions volontaires (Contributions, voluntary). Contributions offertes à l'UNICEF et acceptées sans référence à un barème de quotes-parts établi par un organe délibérant des Nations Unies.

Contributions à recevoir (Contributions receivable). Contributions qui ont été annoncées à l'UNICEF mais qui ne seront versées que plus tard.

Affectation (Earmark). Fait de limiter à certaines fins, en vertu d'un accord ou d'une mesure administrative, l'utilisation d'un compte ou de son équivalent en éléments d'actif.

Dépenses (Expenditure). Somme des montants décaissés et des engagements valables non réglés imputés sur les crédits ouverts ou alloués pour ledit exercice.

Exercice budgétaire (Financial period). Période de deux ans (« exercice biennal ») sur laquelle portent les états financiers de l'organisation.

Règlement financier (Financial Regulations). Jusqu'au 31 décembre 1987, les comptes étaient tenus conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve des ajustements requis par la nature des activités de l'UNICEF. Depuis le 1^{er} janvier 1988, les comptes sont tenus conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF, lesquels seront révisés en 2012 pour tenir compte des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS).

Solde des fonds (Fund balance). Le solde des fonds et les réserves correspondent à la différence entre l'actif et le passif de l'organisation. Il s'agit de fonds disponibles pour l'exécution de programmes financés à l'aide de ressources ordinaires ou d'autres ressources, ainsi que de fonds disponibles pour l'achat de biens d'équipement et réservés pour les déficits liés aux achats, les pertes non couvertes par une assurance privée, et les engagements au titre de l'assurance maladie et autres prestations liées à la cessation de service.

Recettes (Income). Montants en espèces ou quasi-espèces reçus ou échus au cours d'un exercice financier, qui viennent augmenter l'actif net. Les recettes de l'UNICEF sont comptabilisées sur la base des fonds reçus ou des contributions annoncées pour l'année en cours.

Recettes comptabilisées d'avance (Income, deferred). Fonds reçus, ou contributions annoncées et enregistrées comme étant à recevoir, au titre d'exercices financiers à venir – qui ne sont donc pas portés au crédit du compte de recettes de l'exercice sur lequel porte le rapport.

Recettes : ressources ordinaires (Income, regular resources). Recettes non préaffectées. Elles comprennent les recettes provenant des contributions volontaires annuelles des gouvernements, les recettes nettes de la Division Collecte de fonds et des partenariats dans le secteur privé, le produit des collectes de fonds organisées auprès du public et certaines recettes diverses ou accessoires.

Recettes diverses (Income, other). Également désignées sous le nom de recettes accessoires en ce qui concerne les ressources ordinaires. Il s'agit des recettes autres que la valeur des contributions volontaires et des recettes nettes de la Division Collecte de fonds et des partenariats dans le secteur privé.

Recettes diverses : ressources ordinaires [Income, other resources (regular)]. Contributions à des fins spéciales versées au titre des programmes approuvés par le Conseil d'administration, venant s'ajouter aux ressources ordinaires et qui servent elles aussi à financer des programmes de l'UNICEF. Ces recettes se composent de fonds versés à l'UNICEF par des gouvernements, des organisations non

gouvernementales ou des organismes des Nations Unies et affectés expressément à des fins déterminées.

Recettes diverses : secours d'urgence [Income, other resources (emergency)]. Il s'agit des fonds versés à l'UNICEF par des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies en réponse à des appels d'urgence.

Stocks (Inventory). Fournitures et matériel destinés aux programmes détenus par la Division des approvisionnements, et matières premières détenues par la Division Collecte de fonds et des partenariats privés, à la fin d'un exercice.

Élément du passif (Liability). Engagement existant en raison d'un fait passé, dont le règlement doit en principe entraîner pour l'organisation une sortie de fonds.

Politique de trésorerie (Liquidity policy). En raison de la nature de l'exécution des programmes et des mouvements de trésorerie, des déséquilibres à court terme peuvent se produire de temps à autre entre les décaissements et les encaissements des ressources ordinaires. La politique de trésorerie de l'UNICEF permet de compenser ces déséquilibres passagers par des prélèvements d'un montant équivalant à la moitié au plus du solde des recettes diverses au titre des ressources ordinaires et des secours d'urgence et des fonds supplémentaires. Ces déséquilibres doivent être réglés à la clôture de l'exercice.

Liquidité obligatoire (Liquidity requirement). Pour couvrir les besoins de trésorerie, les soldes en espèces convertibles des ressources ordinaires doivent représenter en fin d'exercice annuel 10 % du montant des ressources ordinaires prévu pour l'année suivante.

Monnaie locale (Local currency). Monnaie du pays ou de la région dans laquelle sont tenus les comptes financiers locaux relatifs à une activité donnée ou dans laquelle s'effectuent les opérations financières locales.

Biens durables (Non-expandable property). Biens et matériel imputés sur le budget des services administratifs et dont le coût unitaire est supérieur ou égal à 1 500 dollars.

Dépenses engagées (Obligation). Les dépenses engagées correspondent au montant des commandes et des marchés passés, des services utilisés et des autres opérations imputées sur les ressources de l'exercice en cours. Elles peuvent être soit réglées au cours de l'exercice, soit maintenues dans les livres jusqu'à leur règlement ou leur annulation.

Annonce de contribution (Pledge). Une promesse de don écrite par laquelle un donateur s'engage à verser à l'UNICEF une contribution volontaire, même lorsqu'elle est subordonnée à l'approbation des organes législatifs du pays concerné, est considérée comme une annonce de contribution.

Services d'achat (Procurement services). L'UNICEF aide les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales œuvrant en faveur de l'enfance en se chargeant, sur demande et contre remboursement, d'effectuer pour eux des achats de biens et de services. L'UNICEF ajoute au coût de ces biens et services une commission modique destinée à le défrayer des dépenses supplémentaires (administration, démarches et formalités) occasionnées par ces achats (voir Fonds d'affectation spéciale). Par ailleurs, l'UNICEF est lié par un

accord avec l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination portant sur l'achat et la livraison de fournitures financées par l'organisation. L'UNICEF facture une commission pour ce service.

Taux de change (Rates of exchange). Les comptes de l'UNICEF sont tenus en dollars des États-Unis. En principe, les opérations libellées dans d'autres monnaies sont converties en dollars en appliquant les taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU.

Tableau (Schedule). Analyse explicative ou d'appui accompagnant les états financiers.

Fonds d'affectation spéciale (Trust funds). Fonds reçus principalement pour couvrir le coût des achats de fournitures et de services effectués par l'UNICEF pour le compte de tiers. Entrent aussi dans cette catégorie les fonds offerts par des donateurs au titre du programme de formation d'administrateurs auxiliaires, ainsi que les dépenses liées aux projets financés par la Banque mondiale et à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination. Ces fonds ne sont pas comptabilisés dans les recettes de l'UNICEF.

Inscription au compte de profits et pertes (Write-off). Écriture de régularisation constatant la perte ou la dépréciation d'un élément d'actif.

